



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

DOSSIER ESPAGNE

Le coup d'État

et la situation politique



Sommaire du n° 97 du 16 mars 1981

3	ETAT ESPAGNOL	Une tentative sérieuse de pronunciamiento	Secrétariat unifié de la IV ^e INTERNATIONALE Angel MUNOZ
5	ETAT ESPAGNOL	Une « unité nationale » lourde de menaces	
9	ETAT ESPAGNOL	L'héritage du franquisme <i>suivi de</i> Petite chronologie de l'Espagne post-franquiste	INPRECOR
14	ETAT ESPAGNOL	« Le roi a commencé à jouer plus ouvertement un rôle actif... »	Jaime PASTOR
18	EUSKADI	9 février : grève générale contre l'ETA / 16 février : grève générale pour la mort d'un militant de l'ETA	José Vicente YDOYAGA
22	EL SALVADOR	« Disputer le pouvoir à l'ennemi sur tous les fronts ! »	Commandant Alejandro MONTENEGRO
24	POLOGNE	Les oppositions se définissent et s'organisent dans le POUP	Pierre CAEN
26	POLOGNE	« Le groupe le plus anti-socialiste qui existe en Pologne, le Bureau politique... »	IWANOW KOPYCINSKI
28	POLOGNE	« Le radicalisme de "Solidarité" passe dans le parti... »	Un conseiller juridique de « SOLIDARITE »
30	POLOGNE	Projet de loi syndicale : « Une volonté du gouvernement de limiter de limiter toutes les libertés syndicales... »	
32	POLOGNE	« Nous croyons beaucoup à cette alliance entre les ouvriers et les paysans... »	Jan GROTH
33	POLOGNE	Résolution sur les buts et méthodes d'action du syndicat	Commission nationale de coordination de « SOLIDARITE »
35	COREE DU SUD	Le soulèvement de Kwangju — 18-27 mai 1980	Kim CHANG SOO
40	BRESIL	Liberté pour « Lula » et les syndicalistes brésiliens !	INPRECOR
40	POLOGNE	Halte aux menaces contre Jacek Kuron et Adam Michnik !	INPRECOR

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux à
adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.

Virements à « PEC », BNP, agence Robes-
pierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil,
France, compte numéro 230179/90.

Inprecor, abonnement un an (25 numéros)
pour tous pays 180 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient et Afrique
du Nord 200 FF ; Afrique et Amériques
230 FF ; Asie 245 FF.

Pli fermé : France 250 FF ; tous les autres
pays (par voie de surface) 280 FF ; pli fermé
par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom _____

Numéro et Rue _____

Commune _____

Code postal _____ Bureau distributeur _____

Pays _____

Une tentative sérieuse de pronunciamiento

Déclaration du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale / 24 février 1981

Le 23 février dernier, le Parlement espagnol était sur le point de voter la confiance à Leopoldo Calvo Sotelo, proposé par son parti l'Union du centre démocratique (UCD) pour former le gouvernement le plus réactionnaire qu'ait connu l'Etat espagnol depuis la démission d'Arias Navarro à la mi-1976. A peine commencée, la session parlementaire était interrompue par l'assaut mené par deux compagnies de la Garde civile, avec à leur tête le lieutenant-colonel Tejero.

TEJERO N'ETAIT PAS SEUL !

Au même moment, le capitaine-général de Valence, Milans del Bosch — un activiste d'extrême droite qui est l'un des membres les plus influents de la hiérarchie militaire espagnole — décrétait l'état d'exception dans la région sous ses ordres, procédait à son occupation militaire, établissait le couvre-feu et interdisait l'activité des partis et des syndicats..., tout en promulguant un décret qui reproduisait une grande partie de l'appel lancé par Franco pour proclamer le « soulèvement » du 18 juillet 1936.

Un peu plus tard, une compagnie de la principale division d'intervention de l'armée espagnole — l'unité blindée *Brunete* qui, justement, avait été pendant plusieurs années sous les ordres de Milans del Bosch — s'emparait de la Radio-Télévision espagnole et lui imposait la diffusion exclusive de marches militaires. Il est évident que beaucoup d'autres secteurs de l'armée, et de très importants, restaient alors dans l'expectative.

Le lieutenant-colonel Tejero avait été l'un des principaux instigateurs d'une autre tentative de coup d'Etat qui a été appelée « Opération Galaxie », au cours du mois de novembre de 1978, et malgré

cela il avait conservé l'exercice de ses responsabilités dans l'armée.

Au cours des semaines qui ont précédé ces événements, plusieurs chefs militaires s'étaient prononcés publiquement en faveur du « rétablissement de l'ordre » par l'armée.

Enfin, ce même 23 février, la police réalisait une « grève du silence » qui constituait le prolongement de diverses manifestations de rébellion contre le gouvernement, mises en œuvre les jours précédents pour protester contre la campagne de dénonciation de la pratique systématique de la torture, qui avait été lancée à la suite de l'assassinat sous la torture du militant nationaliste basque Arregui.

Ce n'est que plusieurs heures après le début du coup d'Etat qu'on a pu penser que les putschistes étaient en train de perdre la partie. Le discours prononcé par le roi à 1 h du matin le 24 février — plus de 6 heures après la prise du Parlement — montrait qu'il avait fallu un temps appréciable pour parvenir à contrôler la situation dans l'armée. C'est ainsi que ce ne fut qu'à 12 h passées le 24 février qu'était obtenue la reddition de Tejero et qu'étaient libérés les parlementaires et les membres du gouvernement.

Il ne s'agit pas d'une aventure menée par un groupe marginal de gardes civils dirigés par un détraqué, il s'agit d'une réelle tentative de *pronunciamiento* militaire, dont l'histoire de l'Espagne a déjà fourni de nombreux exemples, une tentative extrêmement grave, dont l'objectif déclaré était de faire pression sur le roi pour former un gouvernement militaire qui en finirait avec les libertés démocratiques et qui mènerait la répression contre le mouvement ouvrier et les organisations nationalistes.

UN APPAREIL D'ETAT CONSTRUIT PAR LA DICTATURE

Comment une tentative de coup d'Etat de cette envergure a-t-elle pu se produire ? La réponse à cette question réside dans la nature même du régime politique et des institutions issus de ce que l'on a appelé la « Réforme », commencée à la fin de l'année 1976.

C'est le roi qui a été le principal instigateur de ce processus qui devait conduire à l'instauration d'un régime parlementaire, à la condition que soit complètement préservé l'appareil d'Etat hérité du franquisme, et tout spécialement la

hiérarchie militaire, la police et le système judiciaire.

Les partis ouvriers majoritaires, PSOE et PCE, ont accepté en leur temps ce chantage et ont obligé les travailleurs à l'accepter. Depuis lors, ils ne se sont pas seulement refusés à toute action de masse contre les multiples agressions et provocations menées par cet appareil d'Etat. Sous le prétexte de la « lutte contre l'ETA », ils ont aussi donné à plusieurs reprises leur appui à cette répression, pour finir par voter au mois d'octobre

dernier une « loi anti-terroriste » ultra-réactionnaire.

L'appareil répressif du franquisme est et restera intact, malgré les sanctions inévitables, et probablement bien légères, qui seront prononcées contre une partie des militaires les plus directement impliqués dans la tentative du coup d'Etat.

Il ne s'agit pas là d'un problème posé par l'existence de « quelques fascistes » et qui pourrait se résoudre par quelques petites réformes ; il s'agit de l'existence d'un appareil de répression construit tout au long de 40 années de dictature et qui doit être radicalement éliminé, pour que disparaissent les menaces qu'il fait peser.

LE ROI GAGNANT

Pourquoi le coup d'Etat a-t-il échoué ? Tout le monde souligne le rôle qu'a joué le roi et tout le monde paraît se féliciter — à commencer par les directions du PSOE et du PCE — du renforcement que vient de connaître son autorité.

La réalité est que, avec l'occupation du Parlement, c'est l'extrême fragilité des institutions politiques du régime (Parlement, Sénat, gouvernement...) qui a été mise en évidence. Seul le roi conservait quelque autorité, bien que les faits aient révélé les limites de son contrôle sur une partie significative de la hiérarchie militaire.

Par ailleurs, il n'y avait que des secteurs sociaux minoritaires pour souhaiter un coup d'Etat dès maintenant. L'immense majorité de la bourgeoisie entend continuer à exercer le pouvoir dans le cadre des institutions politiques actuelles. C'est là, de plus, la position des principaux gouvernements impérialistes. Il était donc normal que, dès qu'a été connue l'occupation du Parlement, on ait assisté à des manifestations d'appui inconditionnel au roi de la part des organisations patronales, des partis bourgeois et des gouvernements nationaux de Catalogne et d'Euskadi...

Ce qui est véritablement dramatique et grave pour l'avenir du mouvement ouvrier et des nationalités de l'Etat espagnol, c'est que les syndicats et les partis ouvriers majoritaires aient immédiatement signé un chèque en blanc au roi, appelant expressément — avec quelques hésitations dans le cas du PCE — à la démobilisation la plus absolue.

Dans ces conditions, le roi n'a pas eu la moindre difficulté pour incarner son rôle de chef « constitutionnel » de l'Etat

bourgeois et de l'armée. Sa fonction de Bonaparte est apparue plus évidente qu'auparavant devant la crise ouverte de la bourgeoisie. C'est lui qui a présidé les réunions de l'unique instance politique de l'Etat qui soit restée réellement en fonction — y compris une fois les parlementaires renvoyés chez eux — la Junte des chefs d'état-major. C'est lui qui a convoqué dans l'après-midi du 24 février les dirigeants de l'Alliance populaire (AP), de l'Union du centre démocratique (UCD), du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et du Parti communiste espagnol (PCE), pour une « réunion d'information » à la suite de laquelle Santiago Carrillo a exprimé l'« accord total de tous les participants » avec le roi.

Il est donc certain que les pouvoirs du roi s'en sont trouvés confortés, mais cela ne signifie absolument pas que la démocratie en sorte renforcée, comme les dirigeants réformistes s'emploient à le dire. Les menaces que fait peser la réaction sur les masses laborieuses n'ont pas diminué, bien au contraire elles ont augmenté.

Tout d'abord, la capacité de pression politique de l'appareil de répression

LES REFORMISTES DEMOBILISENT

Personne ne peut mettre en doute la volonté de la classe ouvrière et des peuples de l'Etat espagnol — qui ont souffert du franquisme jusqu'il n'y a pas si longtemps — de s'opposer à un coup d'Etat réactionnaire. Ils connaissent par expérience propre l'efficacité et la nécessité de la mobilisation de masse pour faire face à ces agressions.

Il est vrai qu'il existe dans le mouvement ouvrier espagnol une certaine démoralisation, ou un désarroi, organisé de longue date par les directions du PSOE et du PCE qui viennent de se montrer incapables de riposter à la tentative de coup d'Etat.

Mais, malgré cela, cela ne fait que quelques jours que des dizaines de milliers de personnes ont participé à la plus grande manifestation de l'histoire d'Euskadi, contre les tortionnaires de la police. De même, au cours des dernières semaines, des dizaines de milliers de travailleurs ont mené des luttes, que ce soit dans les secteurs industriels en crise ou dans les transports publics...

Les travailleurs espagnols ont conservé capacité d'action et de riposte. Les hésitations mêmes des organisations réformistes, à la suite de la tentative de coup d'Etat, le reflètent. Tandis que les directions des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'Union générale des travailleurs (UGT) publiaient leur premier communiqué appelant exclusivement au calme et à la confiance dans le roi, les Commissions ouvrières de Catalogne appelaient à deux jours de grève générale, le Parti communiste d'Euskadi appelait également à la grève générale, et même un premier communiqué, rapidement rectifié, émanant de la direction centrale du PCE, comprenait un appel dans le même sens. A la demande de nos camarades de

s'est accrue. Il est vrai que les militaires les plus visiblement impliqués dans la tentative de coup d'Etat ont été sanctionnés. Par contre, ceux qui représentent le danger futur, ce sont les chefs de l'armée « loyaux », et surtout les plus réactionnaires d'entre eux, ceux que le roi a remercié pour leur « loyauté ». Le roi va user de son autorité pour passer un compromis avec eux, et ses effets ne vont pas tarder à se faire sentir dans l'Etat espagnol.

Ensuite, la possibilité pour le nouveau gouvernement de Calvo Sotelo de mettre en pratique son programme s'en trouve renforcée, y compris sous une forme encore plus droitière que celle qui était prévue. Il est symptomatique à cet égard que les nationalistes catalans, qui avaient décidé de s'abstenir lors du vote de la confiance au gouvernement Calvo Sotelo — à la veille du coup d'Etat —, déclare aujourd'hui qu'ils voteront en sa faveur.

Enfin, et plus fondamentalement, l'attitude des directions ouvrières réformistes face à la monarchie accentue la désorientation politique des travailleurs.

la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de Madrid, le PCE a appelé avec nous à un rassemblement la nuit même du coup d'Etat, face au Parlement, qu'il annula par la suite. De même, les directions des Commissions ouvrières et de l'UGT se voyaient forcées à rectifier quelque peu leur attitude et appelaient à 2 heures de grève pour la journée du 24 février, à l'exception des services publics, tout en maintenant leur refus des manifestations de rue et en réitérant leur « confiance » dans le roi.

Ce n'est pas la volonté de lutte qui a manqué. Ce qui a fait défaut, c'est la volonté de le faire de la part des directions majoritaires du mouvement ouvrier. Ce qui ne leur a pas manqué, par contre, c'est la lâcheté. Elles n'apprennent jamais rien de l'expérience, des défaites qu'elles ont provoquées dans le passé et dont elles ont elles-mêmes souffert. Elles n'ont pas appris que l'unique arme, et la plus sûre, contre toute tentative de coup d'Etat réactionnaire, c'est la grève générale, la mobilisation immédiate des travailleurs dans la rue, le contrôle de tous les services publics par les grévistes... Même ces secteurs qui, dans un premier temps, ont été un peu plus loin — comme la direction du PC d'Euskadi ou des Commissions ouvrières de Catalogne —, sont bien vite revenus de leurs premières positions, et, dans la pratique, ils n'ont presque rien fait pour mettre en œuvre leurs propres consignes, et ils se sont empressés d'aller se jeter aux pieds du roi en même temps que leurs dirigeants.

Ce sont eux qui sont responsables de ces scènes dramatiques qui se sont déroulées dans tant d'entreprises, où le Comité d'entreprise, avec les éléments les plus décidés et les syndicalistes d'avant-garde, attendaient suspendus à l'écoute de

la radio — cette même radio qui, quelques heures auparavant, était occupée par les putschistes — pour savoir ce qu'il fallait faire. Ce sont eux également, une fois de plus, qui vont s'efforcer de justifier leur capitulation en expliquant qu'il n'y avait « pas le rapport de forces », mais ce sont eux qui empêchent que le rapport des forces réel ne s'exprime politiquement, que le mouvement ouvrier ne se mette en position de combattant et non de victime des agressions de la réaction.

UNE MOBILISATION UNITAIRE EST POSSIBLE !

Il était nécessaire et possible d'agir d'une autre manière. Comme l'a fait la LCR dès que la tentative de coup d'Etat a été connue : en mobilisant les travailleurs pour la grève générale, en appelant à l'action unitaire, pour la dissolution des corps de répression, pour l'épuration de l'appareil d'Etat, pour exiger que soient sanctionnés tous les responsables impliqués dans la tentative de coup d'Etat, pour la défense des libertés démocratiques. Les premiers appels à la lutte qu'ont pu entendre les travailleurs espagnols étaient signés par la section de la IVE Internationale dans l'Etat espagnol.

Ce sont les événements importants qui mettent à l'épreuve les orientations politiques et les partis. Dans le cas présent, les preuves sont évidentes et les leçons également. Il est vital d'apprendre d'elles.

Par-delà le climat artificiel et temporaire d'« unité nationale » qui peut prévaloir, seule la mobilisation unitaire de tous les partis et syndicats ouvriers, de toutes les organisations nationalistes révolutionnaires, est capable de défendre les libertés démocratiques et de lutter pour le démantèlement de l'appareil d'Etat hérité du franquisme. C'est seulement en combattant tous les types de pacte avec la bourgeoisie, toute confiance dans les institutions de l'Etat bourgeois — et tout spécialement dans la monarchie —, que le mouvement ouvrier pourra retrouver la confiance dans ses propres forces et sa capacité de diriger tous les exploités, et en particulier les peuples des nationalités opprimées. Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible d'affronter et de mettre en déroute les prochaines — et probablement plus graves — tentatives putschistes.

VIGILANCE INTERNATIONALE PERMANENTE !

Les événements survenus en Espagne ont pris par surprise le mouvement ouvrier international. Il semblait qu'après la chute des dictatures au Portugal, en Grèce et en Espagne, le danger des coups d'Etat militaires n'était plus à l'ordre du jour en Europe capitaliste.

Mais, bien qu'il existe en Espagne une situation spécifique, due au maintien de l'appareil répressif du franquisme, cette tentative de coup d'Etat doit en tout cas rappeler — et particulièrement au mouvement ouvrier européen —, qu'il

existe des secteurs de la bourgeoisie décidés à défendre l'ordre bourgeois en utilisant la force de l'armée et de la police pour réprimer massivement la classe ouvrière et ses alliés. C'est pour cela que la solidarité avec la classe ouvrière et les nationalités opprimées de l'Etat espagnol, de la part de la classe ouvrière de l'Europe capitaliste, doit démontrer sa détermination de mettre en pièces toute tentative réactionnaire. Elle doit de même servir

à éduquer l'avant-garde ouvrière sur l'enjeu des batailles de classe à venir.

Enfin, il est nécessaire de diffuser au sein du mouvement ouvrier international la vérité sur ce qui s'est passé en Espagne et sur les menaces qui continuent de peser sur les travailleurs. Il faut être prêt à répondre solidairement à toute atteinte aux libertés démocratiques. Il faut appuyer le mouvement ouvrier dans sa lutte pour en finir avec les restes du

franquisme. Il faut rester en état d'alerte permanente pour aider les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol dans tous les moments difficiles qu'ils ont encore devant eux. ■

Secrétariat unifié
de la IVe Internationale
24 février 1981.

ÉTAT ESPAGNOL

Une « unité nationale » lourde de menaces

Angel MUNOZ

Il s'en est fallu de peu que le coup d'Etat ne soit un succès. Le 24 février 1981, la huitième puissance industrielle du monde impérialiste aurait pu se réveiller gouvernée par une « Junte militaire de salut national ». Cinq ans à peine après la mort du dictateur Francisco Franco, les militaires espagnols sont prêts à suivre la voie des militaires turcs.

Les événements qui viennent de se dérouler ont profondément bouleversé les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol. Ces derniers ont certes conscience de la pauvreté des conquêtes politiques et de la misère sociale présente, d'autant plus quand elles sont comparées aux espoirs d'il y a cinq ans. Mais ils n'ont pas oublié ce qu'était le franquisme. Il leur a été très facile de s'imaginer ce qu'allait signifier cette « Junte militaire », dont le programme mettait en bonne place, par exemple, la mise hors-la-loi des syndicats et le « contrôle » des partis politiques. Ils ont également pu imaginer, bien évidemment, le programme « non écrit » de ces militaires : les bandes fascistes prenant leur revanche et se vengeant, l'appareil intact de la dictature fonctionnant à nouveau à plein, avec en plus à sa disposition les fichiers remplis des données concernant les militants politiques et syndicaux, les nouvelles techniques de la guerre « sale » (les « disparitions » comme en Argentine, etc.) appliquées dans tout le pays.

C'est pour cela qu'au sein du mouvement ouvrier espagnol se sont réaffirmées la nécessité et la volonté de défendre toutes les conquêtes démocratiques face aux putschistes. Et cette volonté est allée en se renforçant au fur et à mesure que passaient les jours et que l'on commençait à saisir l'ampleur de la tentative de coup d'Etat et la gravité des menaces qui subsistent, y compris à court terme. Cette volonté contient en elle-même un

important potentiel de mobilisation anti-capitaliste, *quelle que soit la forme sous laquelle elle s'exprime dans l'immédiat.*

Mais il est non moins certain que la mobilisation est venue bien tard et dans des conditions de confusion dramatique : l'image des dizaines de milliers de travailleurs madrilènes criant, le 27 février, « Vive le roi ! », avec le poing levé, est celle qui résume le mieux toute cette confusion.

Il est nécessaire de comprendre les raisons de cette confusion. Il faut savoir percevoir, derrière l'écran qu'elle dresse, la volonté de riposte qui existe. Le coup d'Etat du 23 février a eu l'effet d'une mine éclatant en eau profonde contre la « morosité » : pour l'instant, on ne percevait que les bouillonnements à la surface, mais le plus important se passe en profondeur, dans la conscience des travailleurs et de l'avant-garde.

Comment en finir avec les menaces de coup d'Etat ? Telle est et telle va continuer à être la question-clef qui déterminera toute l'activité des masses dans l'avenir immédiat.

LES BATAILLES PERDUES

Il pourra sembler à certains que c'est faire un travail d'archéologue sans intérêt, que de rappeler — alors que des tâches qui nous attendent sont si nombreuses et si urgentes —, le bilan désastreux pour le mouvement ouvrier de toutes ces années qui viennent de s'écouler.

Mais si les putschistes ont été sur le point de l'emporter le 23 février, c'est justement parce que des batailles fondamentales, qui auraient pu être autant de victoires, ont été perdues auparavant. Ceux qui prétendent oublier cela, ou qui falsifient l'histoire telle qu'elle s'est déroulée, s'apprentent à recommencer les mêmes erreurs. Et, la prochaine fois, c'est en prison qu'il faudra rediscuter des bilans à tirer.

A la suite du 23 février, on peut comprendre toute la signification de ce que nous autres révolutionnaires voulions dénoncer quand nous affirmions que ce régime parlementaire disposait d'un « *appareil d'Etat hérité de la dictature* ». Il n'est pas jusqu'à Felipe Gonzales en personne qui ne parle aujourd'hui de l'existence de « *pouvoirs occultes* » d'obédience franquiste (1).

Occultes ? A la mort du dictateur, personne ne pouvait ignorer la loyauté au franquisme et la force très réelle de son appareil d'Etat, et tout spécialement de son appareil de répression. Bien plus, on savait depuis longtemps que l'amiral Carrero Blanco s'efforçait de préparer cet appareil à la « succession ». L'objectif auquel il était impossible de renoncer pour rompre avec le franquisme devait être la liquidation de l'appareil répressif de la dictature. L'expérience qui s'est déroulée toutes ces années au Portugal était là pour en faire la démonstration.

Mais les directions du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et du Parti communiste espagnol (PCE) ont choisi de renoncer à poursuivre cet objectif. Elles ont affirmé que mobiliser les travailleurs pour obtenir le démantèlement de l'appareil franquiste provoquerait un « *bain de sang* ». Elles ont également soutenu que la majorité de cet appareil pouvait être « *gagné à la démocratie* » et le reste simplement remplacé par les moyens normalement à la disposition du gouvernement (réformes législatives, changements d'affectation et révocations...). Ces partis, enfin, se sont complètement intégrés à la Réforme. Or, cette opération politique — inspirée par le roi et mise en œuvre par Adolfo Suarez — avait précisément pour objectif de maintenir cet appareil intact, dans le cadre du nouveau régime parlementaire.

1. *Le Matin*, Paris, 3 mars 1981.

Les résultats sont là. Le « bain de sang » tout d'abord, ce sont les dizaines de morts de ces dernières années. Confirmation supplémentaire, si besoin était, qu'il est toujours plus coûteux, même en vies humaines, de laisser fonctionner un appareil de répression plutôt que de le mettre à bas.

La « démocratisation » de cet appareil, en second lieu, a été menée par le général Gutierrez Mellado, responsable de la réforme de l'Armée et de la police. Il était considéré comme « intouchable » par les réformistes. Il ne lui a jamais été fait une seule critique, on l'a tout simplement laissé faire, quand on ne l'a pas systématiquement appuyé. L'image de ce général, frappé par les gardes civils et remis brutalement à sa place au cours de l'occupation du Parlement, exprime bien en synthèse ce qu'a été cette « réforme de l'Armée ».

Avec des points de vue différents, les directions du PSOE et du PCE se sont fixé comme objectif central d'être « acceptées » par cet appareil d'Etat, et tout particulièrement par l'Armée. Un tel objectif est pour le moins contradictoire avec celui de son épuration. Alors qu'un journaliste lui demandait dans quelle mesure le PSOE était accepté par les militaires, Felipe Gonzales répondit : « Le PSOE est encore moins bien accepté par l'Armée que par les milieux d'affaires, et cela ne changera pas tant que ne sera pas abandonnée la thèse parfaitement stupide de l'antimilitarisme militant (2) ». C'est avec des dirigeants de cette trempe, énergiques pour combattre l'« antimilitarisme » et faibles devant le fascisme, que le mouvement ouvrier a été profondément désorienté.

Cette politique néfaste des directions ouvrières majoritaires a eu pour résultat que cet appareil de répression, encore puissant mais hésitant et sur la défensive au cours des années 1976-1977, a pu reprendre confiance en lui-même, se convaincre de son impunité et de la légitimité de sa « mission » de « rétablir l'ordre » dans le pays.

Mais, pour passer à l'action, il lui fallait encore qu'une condition soit remplie. Pourquoi donc les menaces sérieuses de coup d'Etat ont-elles seulement commencé en 1978 et non pas avant ? Parce que, jusqu'en 1978, il y avait une montée du mouvement de masse. Comme toujours, la réaction a commencé à marquer des points quand le mouvement ouvrier a commencé à reculer. On a tant parlé du Pacte de La Moncloa qu'il n'est pas nécessaire d'y revenir ici et maintenant. La démolition et la division des travailleurs qui a commencé à ce moment-là, la ruine et la misère de toute une série de couches populaires qui n'ont pas trouvé un pôle de référence dans la classe ouvrière, a été une deuxième grande bataille de perdue contre les menaces qui pesaient sur les conquêtes démocratiques qui venaient à peine d'être gagnées.

Une troisième bataille fut perdue : la bataille d'Euskadi, qui en symbolise une autre plus générale, la bataille pour placer le mouvement ouvrier à la tête de

la lutte contre l'oppression nationale. En 1978, l'organisation ETA recommençait à agir et retrouvait un appui de masse croissant, parce que l'appareil répressif du franquisme était demeuré intact et très actif en Euskadi ; parce que le premier parti en Euskadi, qui à ce moment-là était le PSOE, avait accepté l'insulte aux droits du peuple basque qu'a été le régime de « pré-autonomie » approuvé par le gouvernement en décembre 1977 (3).

Une des composantes fondamentales de l'idéologie du franquisme — et donc de son appareil de répression — est le centralisme, l'opposition féroce aux organisations indépendantistes des nationalités opprimées, et spécialement sa haine contre l'ETA. L'appareil de répression a été « anti-basque » avant que d'être « anti-terroriste ». Pour désastreuses qu'aient pu être les erreurs commises par l'ETA, personne ne peut oublier d'où vient le désespoir qui anime un secteur considérable du peuple basque. En cherchant à se faire accepter par l'appareil de répression, les directions du PSOE et du PCE s'en sont fait les complices en Euskadi. Cette orientation n'a pas seulement favorisé le renforcement de l'appareil de répression, mais également les positions hégémoniques en son sein des secteurs les plus réactionnaires. C'est de la sorte qu'un coup d'Etat de prétoriens, comme celui du 23 février — dont les seuls appuis sociaux immédiatement déclarés étaient constitués par les fascistes et les « lumpen-capitalistes » enrichis sous la dictature —, a pu avoir des chances de l'emporter.

C'est ainsi que, lorsque la démission d'Adolfo Suarez a ouvert la plus grave crise de direction de la bourgeoisie depuis les débuts de la Réforme, le mouvement ouvrier s'est trouvé dans le désarroi et sans alternative à proposer. Le 18 février 1981, Calvo Sotelo présentait au Parlement un programme de gouvernement ultra-réactionnaire. Felipe Gonzalez y répondit par des propositions « comparables, selon le quotidien *El País*, à ce que racontait l'Union du centre démocratique (UCD) en 1977 » (4). Santiago Carrillo, de son côté, proposait une nouvelle fois la marchandise avariée d'une entrée du PSOE dans le gouvernement de la droite, comme solution à tous les problèmes du pays ! Est-ce qu'il y a vraiment quelqu'un pour croire qu'un gouvernement UCD-PSOE aurait pu empêcher le coup d'Etat ? Y a-t-il quelqu'un qui croit que les blindés du général Milans del Bosch et de la Division *Brunete* s'arrêtent avec des « réelles majorités parlementaires » ? En fait, la bourgeoisie est en train de glisser plus à droite. Les réformistes s'adaptent à ce cours politique en courant derrière elle. Mais les blindés ont été plus vite.

LE PLAN DES PUTSCHISTES

Il est difficile de démêler l'entrelacement de l'énorme quantité de projets de coups d'Etat dont la presse espagnole fait désormais état. Il faut s'efforcer de faire la part des éléments authentiques, des spéculations et de l'intoxication desti-

née à terroriser les travailleurs. Dans tous les cas, il est maintenant clair que le niveau d'autonomie atteint par la hiérarchie militaire par rapport aux autorités est fort important. Mais il faut éviter que l'analyse du coup d'Etat réellement mis en œuvre le 23 février dernier ne se dilue au milieu des autres projets plus ou moins bien organisés, ou en préparation.

Sur la base des éléments dont nous pouvons disposer pour l'instant, on est bien obligé de conclure que ce coup d'Etat n'était pas absurde du point de vue militaire et, sur cette base, il faut dire qu'il ne l'était pas non plus politiquement.

Le plan — du point de vue militaire — consistait en l'occupation du Parlement, des points névralgiques de la capitale, de la région militaire de Valence, et probablement de quelques autres, celles qui restèrent « hésitantes » jusqu'au matin du 24 février. Il s'agissait de présenter le fait accompli au roi, et d'obtenir son ralliement, ou bien une forme de compromis acceptable pour les putschistes. A partir de ce moment, les putschistes pouvaient compter sur le ralliement général de l'Armée. Et c'est sur cette base qu'auraient été recherchés ultérieurement les appuis politiques et sociaux.

Tirons quelques conclusions de ce plan. Les putschistes comptaient sur le fait qu'il n'y aurait pas de mobilisation immédiate des masses et, en particulier, sur le fait que les travailleurs des principaux services publics (télécommunications, énergie et transports...) ne s'opposeraient pas activement au contrôle de l'Armée. Les putschistes comptaient également sur la fragilité extrême des institutions politiques du régime : une fois le Parlement occupé (ce qui a été obtenu, soit dit en passant, sans la moindre difficulté), leur unique préoccupation était l'attitude du roi. Par ailleurs, ils ont évité toute mobilisation des organisations fascistes qui aurait pu porter préjudice à un strict contrôle de la situation et à l'image de « dictature molle » qu'ils étaient intéressés à donner dans un premier temps. Enfin, les putschistes ont estimé que la situation militaire créée au cours de la première phase de la mise en œuvre du plan serait suffisante pour obtenir le ralliement du roi.

Dans l'ordre chronologique, la première faiblesse de ce plan a été d'ordre militaire : la Division *Brunete* n'est pas parvenue à occuper les points névralgiques de Madrid. La deuxième, qui va être décisive, sera d'ordre politique : le roi s'oppose à eux. Il n'est pas très intéressant de se livrer à des spéculations sur la relation entre la première et la seconde de ces faiblesses. Mais il faut dire que l'un des aspects les plus incompréhensibles du déroulement des faits est qu'un militaire de l'expérience du général Armada, l'un des « cadres politiques » de l'Armée, qui

2. *El País*, Madrid, 5 novembre 1980.

3. Lire dans ce même numéro d'*Inprecor* l'article de José Vicente Idoyaga sur l'Euskadi.

4. *El País*, Madrid, 21 février 1981.

connaît le roi personnellement depuis des années, vu qu'il a été l'un de ses précepteurs, ait pu faire une telle erreur de calcul sur ce qu'allait être l'attitude du monarque.

Une fois obtenu l'appui du roi et en présentant l'affaire comme un « coup d'Etat pour sauver la démocratie », avec maintien partiel de la Constitution et des promesses d'élections, la nouvelle situation une fois consolidée, les putschistes pouvaient raisonnablement penser qu'ils finiraient par rallier les principaux gouvernements impérialistes et les secteurs-clés du capitalisme espagnol.

Les problèmes qu'aurait rencontré le mouvement ouvrier pour organiser la résistance au coup d'Etat auraient été extrêmement graves. Le coup d'Etat n'était pas l'œuvre de détraqués. *Le mouvement ouvrier étant paralysé, beaucoup de choses dépendaient à ce moment du roi.* Dès lors, affirmer que le rôle du roi a été décisif est un fait. Il a démontré, pour la seconde fois en cinq ans (la première fut quand il mit en marche le processus de la Réforme), sa capacité à défendre, au cours de situations politiques difficiles, la solution politique qui intéressait le plus la bourgeoisie dans son ensemble et l'impérialisme. Actuellement, cette solution n'est pas un gouvernement militaire, et encore moins un gouvernement imposé par un soulèvement de l'Armée.

L'AUTRE PRISE D'OTAGES

On a beaucoup parlé de la prise d'otages réalisée par les putschistes au Parlement, mais on a beaucoup moins parlé de la prise en otage du mouvement ouvrier par les directions réformistes. C'est pourtant l'élément le plus dramatique de cette journée du 23 février. Les putschistes avaient fait un pronostic correct : ils n'ont rencontré aucune résistance populaire. A la sortie de son entrevue avec le roi, Santiago Carrillo, l'air satisfait, déclarait avoir fait au monarque la confiance que, sur son fauteuil de parlementaire, il avait pensé que « *la seule chose qui nous sépare du fascisme, c'est Votre Majesté !* ». C'est en ayant plus ou moins la même chose en tête qu'à 21 h, le 23 février, les directions des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'UGT rendaient public un document infamant, un véritable monument élevé à la lâcheté (5).

Ces directions ont essayé de se justifier par la suite en disant que les travailleurs avaient « peur ». Il est évident que cette peur existait : comment en aurait-il été autrement, après cinq années de capitulations réformistes, de démoralisation et de désorientation. Mais il était possible de vaincre cette peur et, surtout, il était nécessaire de le faire. Il aurait fallu créer un immense mouvement populaire contre le coup d'Etat, déterminé à l'arrêter, qui aurait occupé ces points névralgiques de la capitale qu'a cherché à investir la Division *Brunete*, étendant la résistance à tout le pays. Ni plus ni moins. Il se serait agi de stopper le coup d'Etat réactionnaire par le seul moyen vraiment efficace : la mobilisation des masses.

Il est certain que la mobilisation aurait servi à freiner le coup d'Etat plutôt qu'à « provoquer » l'extension de l'activité putschiste. Et surtout, il ne fait pas de doute que, si l'on avait agi ainsi, maintenant, deux semaines après la tentative de *pronunciamento*, nous ne continuerions pas à vivre sous la menace. Heureusement, en Euskadi, en Catalogne comme à Madrid, il y a eu des secteurs militants du PSOE et du PCE, des Commissions ouvrières et de l'UGT — et même de leurs directions dans certains cas —, qui sont allés plus loin. Mais, dans tous les cas, ils sont restés bien en-deçà de ce qui était nécessaire.

Plutôt que de ne rien faire, il était certes préférable d'appeler à la grève générale (sans manifestation, sans interrompre les services publics, etc.) pour le 24 février, comme le firent certains secteurs du PCE et des Commissions ouvrières. Mais l'on n'arrête pas un coup d'Etat militaire avec des mesures aussi limitées, et avec 12 heures de retard ! C'est cette situation qui explique les cris de : « *Vive le roi !* » avec le poing levé, lors des manifestations du vendredi 27 février. Ce cri, c'était celui de travailleurs qui commençaient, eux aussi, à refuser d'être des otages.

Il est vital de parvenir au plus tôt à la compréhension, sur la base de l'expérience qui est en train d'être vécue au niveau de l'Etat espagnol, que ce sont les travailleurs eux-mêmes et non le roi, qui peuvent en finir avec les menaces de la réaction.

Il y a un autre élément extrêmement négatif dans les réactions face au coup d'Etat, c'est l'attitude des organisations nationalistes révolutionnaires en Euskadi. Durant la nuit du 23 février, l'Euskadi était porteur de beaucoup d'espoirs. De là pouvait naître la riposte de masse ; le rôle du courant nationaliste révolutionnaire dans cette riposte était décisif. Mais *Euskadiko Eskerra* se fit l'un des principaux partisans de la « *prudence* » et l'un des dénonciateurs systématiques des « *provocateurs* » qui, comme les camarades de la LKI, ont appelé à la mobilisation et à la grève générale. De son côté, *Herri Batasuna* fit des déclarations comme celle qui suit : « *Seule la dégénérescence idéologique, produite par la servilité, peut amener des partis de gauche et/ou nationalistes à exiger l'épuration, que ce soit de l'Armée ou de la police, dans la mesure où ces forces servent toujours, d'une manière ou de l'autre, à la répression.* (6) » Ou bien cette autre déclaration : « *En définitive, tout ce qui vient de se passer n'a pas été autre chose qu'un coup d'Etat magistral, sans épanchement de sang, et qui a totalement consolidé une Constitution fasciste et oligarchique.* (7) » Ou bien enfin, l'incroyable justification de *Herri Batasuna* pour ne pas appeler en même temps que la LKI (LCR) et l'EMK (MCE) à la manifestation du 27 février : « *Pour préserver notre base sociale (sic) ...* (8) ». Il est difficile de savoir ce qui est le plus grave, de la capitulation de *Euskadiko Eskerra* devant les réformistes ou de l'ultra-gauchisme de *Herri Batasuna*

avec, dans la pratique, leurs conséquences de passivité. Jamais comme dans ces moments-là, le rôle que le nationalisme révolutionnaire basque peut jouer dans la construction d'une alternative pratique d'unité et d'indépendance de la classe ouvrière ne s'est vu aussi compromis. Ceux qui ont représenté au cours de ces journées décisives une alternative ont été la LCR (LKI) et le MCE (EMK), travaillant de manière unitaire à l'échelle de tout le pays.

LE PACTE DU PALAIS DE LA ZARZUELA

Peu de temps après avoir pris connaissance de la décision du roi de ne pas se rallier au coup d'Etat, le général Armada déclarait : « *Le roi a fait une erreur, il met en danger la couronne en se dissociant des forces armées.* » Ces paroles ne sont pas liées à l'amertume née de l'échec de la tentative ; ce sont les paroles de quelqu'un qui connaît parfaitement l'Armée et qui attend tranquillement une « *prochaine occasion* ». La vérité est que l'autorité du roi sur un secteur significatif de la hiérarchie militaire est remise en question. C'est tout le mécanisme complexe de la Réforme qui s'en trouve affecté. Nous pouvons dire schématiquement que, dans ce régime, au niveau institutionnel, il existe deux structures de pouvoir, les « *institutions parlementaires* » d'un côté et l'Armée et l'appareil de répression de l'autre, dont les contradictions étaient jusqu'à maintenant résolues par un compromis arrangé par le chef reconnu de ces deux structures : le roi. Depuis le coup d'Etat, le roi est plus que jamais le chef indiscuté de la « *structure parlementaire* », mais il est discuté comme chef de l'Armée ! Quand Felipe Gonzales déclare : « *Les institutions démocratiques ne pourront pas résister efficacement à de nouvelles attaques de ce genre* » (9), il fait d'une certaine manière le constat de cette réalité.

Le roi en personne en est aussi conscient que le secrétaire du PSOE, mais il est bien incapable de résoudre ce problème. L'unique « *solution* » qu'il a à proposer est contenue dans l'allocution adressée aux principaux leaders des partis parlementaires (10), ce que l'on commence déjà à appeler « *le Pacte de la Zarzuela* », du nom du palais où réside le roi et où il a convoqué les principales figures politiques, du parti de gouvernement comme de l'opposition parlementaire de droite et de gauche. Cette « *solution* » — il faut le dire dès maintenant — constitue le chemin le plus sûr pour conduire à un nouveau coup d'Etat militaire.

5. Lire dans ce même numéro d'*Inprecor* « Petite chronologie de l'Espagne post-franquiste », « Le déroulement du coup d'Etat ».

6. *Egin*, Bilbao, 25 février 1981.

7. *Egin*, Bilbao, 25 février 1981.

8. *Diario 16*, Madrid, 27 février 1981.

9. *Le Matin*, Paris, 3 mars 1981.

10. Lire dans ce même numéro d'*Inprecor*, « Petite chronologie de l'Espagne post-franquiste », « Le déroulement du coup d'Etat ».

Malheureusement, d'une manière littéralement suicidaire, Santiago Carrillo et Felipe Gonzalez affirment accepter les propositions du roi.

Le fond de cette proposition consiste à tenter de reconstruire l'autorité et la légitimité du roi devant les forces armées, par le biais d'un compromis avec l'ensemble de la hiérarchie militaire. La première condition de ce compromis est la réduction à des mesures symboliques des sanctions infligées aux 27 généraux, officiers supérieurs et officiers actuellement arrêtés pour leur participation au coup d'Etat. La seconde est de couper court à toutes les attaques contre les institutions, qu'elles soient civiles ou militaires (l'« antimilitarisme stupide » selon Felipe Gonzalez). La troisième consiste en des accords politiques concrets avec ce que le gouvernement sera amené à décider pour « rétablir l'ordre ». En résumé, il s'agit de convaincre la hiérarchie militaire qu'il n'est pas nécessaire de faire un nouveau coup d'Etat, puis que les mêmes objectifs qui sont les siens peuvent être atteints par la voie « constitutionnelle ». Le résultat de cette orientation — si elle est mise en pratique et que le mouvement ouvrier ne s'y oppose pas — sera, à n'en pas douter, une variante, formellement plus « convenable », de coup d'Etat. Ainsi, les modalités qui ont permis de bloquer le premier coup d'Etat (l'absence de mobilisation des masses et le choix opéré par le roi) débloquent le mécanisme qui peut faire triompher le suivant.

Il n'est pas facile de dire tout cela dans la situation que connaît l'Espagne actuellement. Le climat d'« unité nationale » a atteint un degré d'hystérie. Même un journal traditionnellement mesuré

comme *El Pais*, qui a informé à longueur de colonne sur l'ampleur du coup d'Etat, a publié un éditorial en date du 27 février où, après s'être félicité de la présence de tous les partis de l'« arc constitutionnel » dans les manifestations, il est écrit : « *En dehors de cet espace politique, il ne reste que les deux extrêmes opposés de l'éventail politique qui aiment plus la mort que la vie, qui préfèrent les abstractions totalitaires aux libertés et qui haïssent le bonheur, sans doute parce qu'ils sont incapables d'y parvenir. Nous nous devons d'empêcher avant tout que ces fanatiques, qui haïssent certainement plus encore les institutions démocratiques que leurs ennemis de l'autre extrême de l'éventail politique, ne transforment ce beau et vieux pays en un champ de bataille, en un cimetière ou en un camp de concentration.* »

L'enthousiasme lyrique et la diatribe idéologique de l'éditorialiste de *El Pais* ne vont bien évidemment pas empêcher les révolutionnaires de dire la vérité aux travailleurs. De leur dire, par exemple, de lire l'édition de *El Pais* de quatre jours plus tard. On y apprend que les putschistes sont triomphalement reçus dans les casernes où ils sont théoriquement aux arrêts ; qu'au moment où il avait été mis aux arrêts, on a prétendu rendre les « honneurs de subordonnés » au général Armada ; que les séditeux reçoivent des encouragements en provenance de toutes les casernes du pays ; que le dirigeant d'extrême droite Blas Pinar peut affirmer tranquillement que : « *Les prisons se sont transformées en temples de l'honneur !* » et, enfin, pour ne pas rendre cette liste interminable, qu'un des premiers gestes du nouveau gouvernement a été de réaffirmer son opposition à l'am-

nistie des membres de l'UMD (Union militar democratica) (11).

Cette situation ne se résoudra pas par des déclarations de bonne volonté, ni par aucune sorte de mécanisme parlementaire. La direction du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), qui est le PC catalan, vient de faire la démonstration des limites de sa « rupture » avec l'eurocommunisme. Elle déclare que son « principal objectif » était l'« unité de toutes les forces de l'arc constitutionnel » et affirme la nécessité d'un « travail de rapprochement entre la société et les forces armées ». Les directions du PSOE et du PCE cherchent à concentrer les illusions des travailleurs sur la perspective d'une coalition UCD-PSOE, ou même d'une coalition élargie jusqu'à l'Alliance populaire (AP) d'extrême droite. Que va donc faire cette coalition de l'« arc constitutionnel » face aux putschistes et, au-delà, face à la question des grèves, à la question de l'entrée dans l'OTAN, à la question de la loi sur le divorce ? Quel soutien populaire pourrait donc rencontrer un programme de gouvernement négocié avec Fraga Iribarne et Calvo Sotelo, quand l'objectif actuel de la droite est de parvenir à faire prendre en charge par les civils une bonne partie des objectifs que les généraux Armada et Milans del Bosch voulaient imposer par la force armée ?

Cette coalition n'est viable que sur la base de l'appui du PSOE aux projets fondamentaux de la droite. La défense de la démocratie, le combat contre les menaces putschistes, exigent au contraire que le mouvement ouvrier reconstruise son unité, sa confiance en lui-même et en sa force en luttant contre le gouvernement Calvo Sotelo. Les réformistes nous traitent de « doctrinaires ». Qu'ils nous traitent comme ils veulent : nous ne sommes pas, quant à nous, disposés à ce que les travailleurs perdent leurs syndicats, leurs partis, leurs droits si précaires et leurs libertés si fragiles... pour essayer de sauver une couronne !

Une étape extrêmement difficile et risquée s'ouvre pour les révolutionnaires. Une étape d'énorme responsabilité également. Ou bien la volonté de combat qui a ressurgi chez des milliers et des milliers de travailleurs dans tout l'Etat espagnol est fécondée par les révolutionnaires, ou bien elle avortera des mains mêmes de l'« unité de l'arc constitutionnel ».

Il faut nous ouvrir un chemin, malgré leurs craintes et leurs illusions, jusqu'à l'indignation des masses, en luttant avec intelligence contre les tentatives de nous isoler.

Autour de l'objectif d'« *En finir avec les putschistes !* », il est possible de reconstruire une volonté de lutte comme il n'y en a plus eu en Espagne depuis 1976. Il faut aider les travailleurs à la forger.

Angel MUNOZ
5 février 1981.

Le lieutenant-colonel Tejero, à la tête des factieux qui ont occupé le palais des Cortès. Impliqué dans le complot « Galaxie », il avait été rapidement libéré et réintégré dans ses fonctions... le temps de préparer ce nouveau coup d'Etat (DR).



11. Lire dans ce numéro d'*Inprecor*, « L'héritage du franquisme ».

L'héritage du franquisme

Quelques éléments permettent de comprendre ce que représente en 1981, dans l'Etat espagnol, l'« appareil d'Etat hérité du franquisme ».

L'ARMÉE

L'Armée espagnole compte 342 000 hommes, dont 112 000 militaires professionnels ; les autres 230 000 sont les jeunes appelés sous les drapeaux pour le service militaire obligatoire qui dure 15 mois. L'armée de terre compte 255 000 hommes, l'armée de l'air 38 000 et la marine 49 000.

Il existe un encadrement pléthorique, chiffré à 40 000 personnes au total, avec le cas de l'armée de terre qui compte un officier pour 5,17 soldats. Il existe 23 000 officiers, officiers supérieurs et généraux répartis comme suit : 14 716 officiers, 7 971 officiers supérieurs et 341 généraux. L'âge moyen du personnel d'encadrement est très élevé. Selon des données datant de 1975, l'âge moyen des commandants était de 42 ans, ce qui est l'âge des colonels dans les autres armées des pays impérialistes.

Le taux d'« auto-recrutement » (militaires fils de militaires) est très élevé — et supérieur à 80 % dans l'armée de terre —, ce qui accentue l'esprit de caste existant chez les officiers.

L'enseignement dispensé dans les académies militaires est ce qu'il y a de plus réactionnaire du point de vue politique. Au cours des dernières années du franquisme, l'amiral Carrero Blanco s'en est occupé personnellement, et la situation ne s'est pas substantiellement transformée depuis. Pour ce qui est de l'enseignement militaire supérieur, on peut considérer comme significatif le boycott réalisé récemment par les professeurs de l'École d'état-major contre leur directeur, le général Cano Hevia (considéré comme un « modéré »), en solidarité avec un des professeurs les plus réactionnaires qui avait été arrêté (*El País*, 11 décembre 1980).

Une indication approximative des opinions politiques prévalant au sein de l'Armée peut être fournie par le scrutin des élections de juin 1977, pour lequel les forces armées ont voté un jour avant le reste de la population, « quelqu'un » ayant eu accès aux résultats. En tenant compte du fait que le vote des simples soldats est inclus dans ces pourcentages, le résultat fut le suivant : 15 % pour la gauche et entre 25 et 30 % pour les fascistes, la coalition de Fraga Iribarne et

l'UCD obtenant chacune des résultats comparables. Il apparaît évident que, depuis 1977, ces positions politiques ont connu un profond « virage à droite ». C'est pour cela qu'il n'est pas étonnant que la presse de ces dernières semaines ait pu donner des informations sur les réactions favorables aux putschistes au sein de l'Armée, comme par exemple au Commandement supérieur de l'appui logistique (*Diario 16*, 26 février 1981).

Depuis la répression et la disparition de l'Union militaire démocratique (UMD) qui était parvenue à regrouper un certain nombre de jeunes officiers au cours des dernières années du franquisme, on ne connaît aucune organisation de ce type et il est probable qu'il n'y en a aucune. Les membres de l'UMD n'ont bénéficié d'aucune sorte d'amnistie qui leur aurait permis d'être réintégrés dans l'Armée. Tous les efforts en ce sens faits jusqu'à ces tout derniers mois se sont heurtés au veto de la hiérarchie militaire, et les organisations ouvrières majoritaires ont capitulé à chaque fois en laissant les choses tomber dans l'oubli.

C'est également au cours des dernières années du franquisme que sont nées certaines organisations de soldats qui n'ont jamais réussi à se consolider réellement. La plus importante d'entre elles a été l'Union democrática de soldados (UDS), dirigée par le PTE et à laquelle ont participé à un moment ou à un autre la majorité des organisations de gauche (à l'exception du PCE). Cette organisation a été durement réprimée et a disparu sans qu'aucune autre vienne la remplacer actuellement.

Enfin, il est de notoriété publique que la presse d'extrême droite est très largement diffusée dans les casernes, tandis qu'il y a beaucoup de difficulté pour faire circuler des journaux, même comme *El País*. On commémore dans les casernes l'anniversaire du 18 juillet 1936, l'anniversaire de la mort de Franco, etc. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner de la fréquence des rumeurs de préparatifs de coup d'Etat, sur la base d'une situation de repli dans lequel le mouvement ouvrier est rentré depuis 1978.

L'affaire la plus connue est l'« Opération Galaxie » de novembre 1978. Le Conseil suprême de justice militaire a rendu son arrêt définitif sur cette affaire le 4 juillet 1980. Il déclare qu'il a pu être établi que « les accusés — le lieutenant-colonel de la Garde civile Antonio Tejero et le capitaine d'infanterie Ricardo Saenz de Ynestrillas — ont maintenu au cours des

mois d'octobre et de novembre 1978 des contacts suivis pour préparer un coup de main consistant en l'occupation du palais de La Moncloa au moment où s'y trouverait réuni le Conseil des ministres (...), à prendre comme otage le président du Conseil du gouvernement (Adolfo Suarez à l'époque) et à contraindre à la formation d'un gouvernement de salut national opposé au processus de démocratisation ». Pour ces délits, Tejero a été condamné à 6 mois de prison et Saenz à un jour seulement... Tous deux ont conservé leurs responsabilités au sein de l'Armée et Saenz a même été promu au grade de commandant quelques jours plus tard, selon le rythme d'accession au grade supérieur en vigueur dans l'Armée.

Enfin, les conflits entre les chefs de l'Armée et le gouvernement ont été constants : à chaque fois, les sanctions ont été plutôt symboliques, même dans le cas d'insubordination comme cela fut le cas vis-à-vis du général Gutierrez Mellado, responsable au plus haut niveau de la Défense dans le gouvernement.

LA GARDE CIVILE

La Garde civile compte 64 000 hommes, sa réputation justifiée de corps de répression spécialement haï par les peuples de l'Etat espagnol — et surtout en Euskadi — se passe de commentaires. Au mois d'avril 1980, un grave conflit a éclaté avec celui qui était le directeur de ce corps, le général Fontenla (considéré comme un « modéré »). Une formule ambiguë de la Loi organique de la Défense nationale, approuvée alors par le Parlement, laissant planer quelque doute sur le caractère « militaire » de la Garde civile, a provoqué une violente réaction de Fontenla contre l'accord intervenu sur ce sujet entre l'Union démocratique du centre (UCD) et la gauche, l'amenant à déclarer : « Si demain le PSOE entre au gouvernement, il va remettre en cause notre statut de corps militaire ! ». Le général a été relevé de ses fonctions et le caractère militaire de la Garde civile a été réaffirmé par le gouvernement... Le général Aramburu a remplacé Fontenla, et il n'a rien eu de plus pressé que d'exiger, dès son entrée en fonction, que le portrait de Franco soit placé dans tous les bâtiments de la Garde civile. Les partis réformistes n'ont bien sûr élevé que de timides protestations.

LA POLICE

La Police compte, quant à elle,

40 000 hommes selon les chiffres officiels. La partie de ses effectifs sous l'uniforme (les « grises », actuellement en uniforme marron) sont sous le commandement du général Saenz de Santamaria, ancien chef d'état-major de la Garde civile au cours des dernières années de la dictature (considéré lui aussi comme un « modéré »), et l'un des militaires disposant de la confiance du gouvernement. Pour ce qui est de la police « secrète », c'est probablement le secteur de l'appareil de répression où la continuité la plus scandaleuse a été maintenue avec les tortionnaires de la Brigade politico-sociale (BPS) de l'époque du franquisme, au niveau des postes-clefs pour le moins. Il suffit de rappeler que l'unique membre de la police politique franquiste qui a pu être traîné devant les tribunaux pour tortures et assassinats — l'inspecteur Matute — a été amnistié (à la faveur d'une scandaleuse manœuvre de l'UCD que la gauche a laissée passer au Parlement). Il est actuellement responsable de l'Inspection centrale de la garde (à vue), chargé de veiller au respect des droits des détenus !

Pour finir, le chef de la Sécurité de l'Etat, Francisco Laina (qui a été le « président » du « gouvernement provisoire » nommé par le roi tout le temps qu'a duré la prise du Parlement du 24 février 1981, et dont « l'efficacité et la loyauté » sont couramment citées en exemple), a été auparavant gouverneur civil de Saragosse. Au cours de cette période, les organisa-

tions de gauche ont exigé sa démission à plus de six reprises, parce que « *ses méthodes administratives ne correspondent pas ce qu'il convient à quelqu'un de son niveau de responsabilité dans le cadre d'un régime démocratique* » !

LE SYSTEME JUDICIAIRE

Sans disposer de données d'ensemble sur le système judiciaire, il faut cependant tenir compte du fait qu'il n'a à aucun moment été épuré, qu'à l'époque du franquisme il était soumis à un contrôle politique très strict et que, dès lors, il est le théâtre de scandales à répétition du fait du traitement de faveur qu'il réserve aux fascistes, y compris dans les cas d'assassinats, ce que l'on doit mettre en regard avec l'extrême sévérité qui continue à prévaloir non plus seulement pour les délits de « terrorisme », mais également pour ceux que l'on peut appeler « d'opinion ». Pour illustrer ce point, il suffit de savoir qu'au cours des quatre premiers mois de l'année 1980 ont été instruits 400 procès touchant aux questions de la liberté d'expression, dans lesquels on ne retrouve pratiquement jamais aucun fasciste.

LE CORPS DES PRISONS

Le Corps des prisons constitue également un solide bastion de la réaction, comme l'ont mis en relief les nombreux

et très récents scandales sur les mauvais traitements infligés à des détenus — tout particulièrement dans la « prison-modèle » de Herrera de la Mancha —, et qui se sont terminés à plusieurs reprises par des assassinats, dont le cas le plus connu a été celui du militant anarchiste Agustin Rueda.

L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Dans l'administration publique, où les partis et les syndicats de gauche sont parvenus à s'implanter de façon importante, le secteur fasciste constitue un secteur minoritaire mais de poids significatif, particulièrement les éléments provenant des syndicats verticaux, de l'appareil du « Mouvement national » franquiste, etc. Dans ce secteur de l'appareil d'Etat, pas plus que dans les autres, l'épuration n'est jamais intervenue, malgré la corruption considérable et l'inefficacité qui ont caractérisé la bureaucratie de la dictature. ■

Mardi 3 mars 1981.

ÉTAT ESPAGNOL

Petite chronologie de l'Espagne post-franquiste

QUELQUES POINTS DE REPERES

1975

— 20 novembre : mort du dictateur. Un gouvernement de continuité présidé par Carlos Arias Navarro va devoir faire face à un formidable mouvement de masse luttant pour les droits démocratiques à l'échelle de tout le pays.

1976

— 1er juillet : Carlos Arias Navarro donne sa démission. Le roi commence alors une audacieuse opération — la « Réforme » — qui va conduire à l'instauration d'un régime parlementaire qui va conserver l'essentiel de l'appareil de l'Etat franquiste. Adolfo Suarez est nommé président du Conseil du gouvernement pour mener cette opération à bonne fin.

— 15 décembre : référendum sur une série de transformations de la législation franquiste. A la suite de l'approba-

tion de ces mesures, l'opposition ouvre des négociations avec le gouvernement, par l'entremise d'une commission composée majoritairement de politiciens et dont le PCE est exclu. L'organisme « unitaire » de l'opposition, la « Coordination démocratique » disparaît pratiquement.

1977

— Dernière semaine de janvier : un groupe fasciste se livre à la tuerie d'Atocha, au cours de laquelle 5 militants du PCE sont assassinés. Le PCE effectue une impressionnante démonstration de sa capacité à contrôler les manifestations qui se déroulent à ce moment-là.

— 9 avril : légalisation du PCE, démissions et protestations au sein de l'Armée, mais sans aucune menace de coup d'Etat. Le mouvement de masse est alors dans sa phase de *montée*.

— 15 juin : premières élections générales. L'UCD obtient la majorité relative des suffrages. Le PSOE devient le deuxième parti dans le pays et le parti majo-

ritaire en Euskadi et en Catalogne. Le PCE obtient un résultat plus modeste, bien en-dessous de ce qu'il pensait pouvoir atteindre et bien inférieur à son influence réelle dans le mouvement ouvrier. Les organisations d'extrême gauche ne sont toujours pas légalisées en tant que telles et — à l'exception d'Euskadi — obtiennent des résultats dérisoires.

— 9 octobre : signature du Pacte de La Moncloa, principale victoire de la bourgeoisie au cours de tout le processus, et début du repli du mouvement ouvrier.

1978

— Janvier : l'activité militaire de l'ETA reprend sur une large échelle. A la fin de l'année précédente, le gouvernement avait approuvé un statut de « pré-autonomie » pour l'Euskadi se moquant complètement des véritables aspirations du peuple basque.

— 11 novembre : découverte du complot putschiste appelé « Opération Galaxie ».

— 6 décembre : un projet de Constitution, élaboré sur le mode du « consensus » entre la droite et les partis ouvriers réformistes, est largement approuvé par voie de référendum. En Euskadi, il n'y a que 40 % des votes favorables. La Constitution consacre la continuité de l'appareil d'Etat hérité du franquisme, auquel on confie de plus la mission de « garantir la réorganisation constitutionnelle », ce qui sera un argument central des organisations qui — comme la LCR — se battent pour le rejet de cette Constitution.

1979

— 1er mars : nouvelles élections législatives. La « morosité » du mouvement ouvrier apparaît bien clairement. La gauche recule, l'UCD progresse sans parvenir pourtant à obtenir la majorité absolue des suffrages. On assiste surtout à une montée spectaculaire des organisations nationalistes, tout spécialement en Euskadi. Le nationalisme révolutionnaire apparaît comme le courant qui capitalise le rejet de la politique réformatrice par de larges secteurs de la population.

— 3 avril : la gauche obtient une victoire importante aux élections municipales. La dynamique unitaire refait surface, mais les directions du PSOE et du PCE s'efforcent de limiter ce phénomène au strict cadre des accords de gestion des municipalités.

1980

— Janvier : nouvelle tentative de coup d'Etat que le gouvernement s'efforce de ne pas divulguer. Le chef de la Division *Brunete*, le général Torres, est relevé de ses fonctions, il est nommé gouverneur militaire de La Coruna.

— 28 février : le gouvernement essuie une cuisante défaite lors du référendum sur l'autonomie en Andalousie. Le déclin d'Adolfo Suarez et la crise de l'UCD se dessinent.

— 9 et 20 mars : élections nationa-

les en Euskadi et en Catalogne. Victoire des organisations nationalistes. En Euskadi, Herri Batasuna — organisation proche d'ETA-militaire — arrive en seconde position. Repli très important des positions électorales du PSOE et de l'UCD.

— 4 juillet : sentence de l'« Opération Galaxie » ; condamnations symboliques des inculpés.

— 9 septembre : ultime gouvernement Adolfo Suarez, avec la participation de la quasi-totalité des « barons » (chefs

des différentes *camarillas*) du parti UCD.

— 30 octobre : approbation de la loi anti-terroriste ultra-réactionnaire, avec l'appui du PSOE et du PCE.

— Novembre : nouvelles rumeurs de coup d'Etat à la suite de la publication d'un document très favorable au coup d'Etat en Turquie, envoyé aux chefs de l'Armée par l'attaché militaire de l'ambassade d'Espagne à Ankara, le colonel Quintero, un des experts de l'amiral Carrero Blanco pour les affaires de police.

A LA VEILLE DU COUP D'ETAT

1980

— Décembre : une réunion de hauts responsables de l'Armée décide de commencer à préparer un coup d'Etat pour le mois de mars 1981. Le plan consiste à imposer au roi la nomination d'une Junte de salut national qui suspendrait le processus des autonomies dans les nationalités et qui établirait l'état d'exception contre les droits et les libertés des travailleurs au nom de la « lutte contre le terrorisme ». Une série d'articles signés du pseudonyme « Almendros » commence à paraître dans la revue d'extrême droite *El Alcazar*, et exprime le point de vue des putschistes. Elle est largement diffusée dans les casernes. Les cars destinés au transport des putschistes de leurs cantonnements jusqu'au Parlement sont achetés.

— Tout au long du mois de décembre : conflit au sein de l'UCD entre les secteurs appelés « officialiste » et « critique ».

1981

— 6 janvier : à l'occasion de la Pâque militaire, les discours des autorités insistent sur la nécessaire loyauté des forces armées vis-à-vis de la Constitution, en même temps qu'elles adoptent un ton plus dur qu'à l'accoutumée. Le roi affirme : « *Nous savons où nous allons, et les limites que nous ne pouvons pas dépasser.* »

ser. » Le général Gabeiras, chef de l'état-major de l'armée de terre déclare de son côté : « *L'Armée ne rêve pas de dictature, mais elle défendra l'unité de l'Espagne.* » Le général Pascual Galmes, chef de la région militaire de Catalogne soutient que : « *Les forces du mal seront détruites !* ».

— 29 janvier : annonce publique de la démission d'Adolfo Suarez. La démission a été finalement décidée quand a été connu le plan du coup d'Etat militaire, mais ce dernier sera caché au peuple espagnol. Très vite, et sur la proposition de Suarez en personne, l'UCD désigne comme candidat à la présidence du Conseil du gouvernement Calvo Sotelo. Le Congrès de l'UCD prévu autour de cette date est reporté au 6 février. Le roi décide que la crise trouvera sa solution par le biais des mécanismes parlementaires normaux. Vu la situation au sein de l'UCD, il ne charge pas Calvo Sotelo de former le gouvernement avant la fin du Congrès de l'UCD. Le roi reporte son voyage aux USA, au cours duquel il devait négocier avec Ronald Reagan les contreparties à une rapide intégration de l'Espagne dans l'OTAN, mais il maintient son voyage en Euskadi.

— 3 février : le roi commence sa tournée en Euskadi. Son objectif essentiel est d'affirmer sa souveraineté sur l'Euskadi et d'obtenir l'allégeance explicite des institutions basques autonomes. Un déploiement policier considérable empêche toute action de masse un tant soit peu importante de protestation contre sa visite. Cependant, il n'y a aucune mobilisation populaire pour appuyer la venue du roi, malgré tous les efforts déployés par le PSOE dans ce sens.

— 4 février : au Parlement basque, les députés de Herri Batasuna expriment symboliquement leur protestation en interrompant le discours du roi en entonnant l'hymne national basque *Eusko Gudaria*. Ils sont violemment expulsés du Parlement. Le roi poursuit alors son discours qui constitue un appui au statut d'autonomie dans le cadre du strict respect de l'« unité de la patrie ».

— 6 février : début du Congrès de l'UCD qui fait étalage de la profondeur des divisions qui déchirent le parti gouvernemental en se donnant grotesquement en spectacle. Le même jour, l'ETA commet l'erreur la plus désastreuse de toute son histoire en tuant l'ingénieur de la centrale nucléaire de Lémoniz, José Maria Ryan.

— 9 février : le PNV, le PSOE et le

Le roi Juan Carlos avec le général Milans del Bosch, à l'époque où il commandait la Division cuirassée « Brunete », avant de devenir capitaine-général de Valence, d'où il a pris part au dernier coup d'Etat (DR).



PCE, Euskadiko Eskerra, les Commissions ouvrières (CCOO), l'UGT et ELA appellent à ce qui sera la plus grande manifestation et la plus importante grève générale qu'ait jamais connues l'Euskadi.

— 13 février : la mort sous les tortures infligées par la police de José Arregui, militant de l'ETA, est rendue publique. Début d'une grande campagne de protestations.

— 16 février : la campagne de protestations culmine avec une nouvelle grève générale dans toute l'Euskadi, plus importante encore que celle du 9 février. Ce même jour, les cortèges les plus importants dans les manifestations sont dirigés par Herri Batasuna. Grave conflit au sein de la police, menaces de démissions collectives, etc. Le gouvernement accepte la démission de certains des principaux responsables de l'appareil policier. Le bruit court avec insistance que l'armée est intervenue pour stopper les démissions en chaîne.

— 20 février : au cours d'un premier vote, Calvo Sotelo ne parvient pas à obtenir l'investiture du Parlement.

LE DÉROULEMENT DU COUP D'ÉTAT

Lundi 23 février

— 17 h : dans les cantonnements de la Division cuirassée *Brunete* — principale unité d'intervention de l'Armée espagnole — les troupes sont haranguées et le coup d'Etat démarre en étant *présenté comme une opération ayant l'appui du roi*. La mission de la Division est la prise de contrôle des points névralgiques de la capitale : télécommunications, presse, radio-télévision, mairie, etc.

— 17 h 15 : les unités de la III^e région militaire commandée par le général Milans del Bosch se mettent en mouvement et procèdent à l'occupation de la ville de Valence.

— 18 h 23 : 2 compagnies de la Garde civile, sous le commandement du lieutenant-colonel Tejero, pénètrent dans l'enceinte du Parlement, prenant en otage les membres du gouvernement et les députés. Il s'agit de la reproduction — améliorée — du plan de l'« Opération Galaxie ».

— Peu après, le roi procède à la constitution d'un « gouvernement provisoire » composé des sous-secrétaires d'Etat et présidé par le directeur général de la Sécurité, Francisco Laina. Ce « gouvernement » se chargera avant tout — et ce sera sa seule tâche — de « maintenir l'ordre », c'est-à-dire d'empêcher toute mobilisation de masse. Pour ce faire, il entamera des négociations avec les directions réformistes et interdira formellement toute manifestation de rue.

Le véritable centre du pouvoir sera alors constitué par le roi, appuyé par la Junte des chefs d'état-major. Les premiers efforts entrepris pour contrôler la situation dans l'Armée donnent une indication de l'envergure du coup d'Etat. Ce sont pour le moins 3 capitaineries générales (Valladolid, Saragosse et Séville) qui res-

tent dans l'expectative. Un commando cherche à s'emparer du gouverneur militaire de Madrid. La Division *Brunete* rencontre des difficultés pour atteindre les objectifs qui lui étaient assignés (bien qu'elle parvienne à se rendre maître de la radio-télévision pendant deux heures), mais tout en continuant à échapper au « contrôle » du « gouvernement » formé par le roi. D'importants secteurs des services de renseignements de l'Armée se sont mis à la disposition des putschistes ou adoptent une attitude de neutralité. Enfin, le chef en second de l'état-major de l'armée de terre, l'un des militaires en qui le roi a le plus confiance, le général Armada, se démasque comme étant la tête politique du coup d'Etat.

— A partir de 19 h : on commence à connaître quelles sont les réactions des organisations ouvrières. Seule la LCR appelle à la grève générale dans tout le pays dans un communiqué de son Bureau exécutif. Le PCE appelle à la grève générale en Euskadi, les Commissions ouvrières en Catalogne et à Madrid, mais en donnant aux travailleurs de la capitale l'indication qu'ils « doivent rester pacifiquement à leur poste de travail ». Il y a même un premier communiqué du Comité exécutif du PCE qui fait mention de cet appel à la grève générale, mais il est annulé peu après.

— 21 h : les directions des Commissions ouvrières et de l'UGT diffusent un communiqué affirmant leur appui total au roi et demandant aux travailleurs de « conserver leur calme et de rester vigilants » pour voir comment vont se développer les événements... Le « gouvernement provisoire » demande à Marcelino Camacho, leader des Commissions ouvrières et dirigeant du PCE, de convaincre les dirigeants des Commissions ouvrières de Catalogne (CONC) d'annuler leur appel à la grève ; Camacho n'y parvient pas dans un premier temps.

— 22 h : les services de renseignements militaires considèrent que le coup d'Etat a réussi.

— 23 h approximativement : le général Armada présente son plan au roi. Il s'agit d'un coup d'Etat « à la turque » qui est fondé sur l'appui du roi en personne ; il est même question de demander l'« investiture » par le Parlement d'une Junte militaire qui promettrait des élections générales à court terme, après avoir mené à bien les opérations de « rétablissement de l'ordre », sous le couvert d'un régime d'état d'exception. Le roi rejette ce plan et décide de s'adresser au pays à la télévision.

— 23 h 30 : les Commissions ouvrières et l'UGT, dans un nouveau communiqué, appellent à 2 heures de grève, sauf dans les services publics, sans aucune manifestation et tout en réitérant une fois de plus leur appui au roi. Il n'y a pratiquement aucune activité de masse dans tout le pays. Il n'y a qu'à Madrid où quelque 2 000 personnes se sont rassemblées devant le Parlement à l'appel de la LCR, et initialement aussi du PCE qui est rapidement revenu sur les termes de son appel.

— L'Assemblée épiscopale émet un

communiqué dans la meilleure tradition vaticane : « *Nous consacrons toutes nos prières à l'Espagne, aux Espagnols et à leurs responsables !* ». Ce n'est que lorsque tout sera rentré dans l'ordre qu'un nouveau communiqué des évêques affirmera leur appui à la Constitution.

Mardi 24 février

— 1 h 15 du matin : le roi s'adresse au pays. Le passage fondamental de son allocution est le suivant : « *La couronne, symbole de la permanence et de l'unité de la patrie, ne peut tolérer, sous quelque forme que ce soit, les actions et les attitudes de personnes qui prétendent interrompre par la force le processus démocratique que la Constitution votée par le peuple espagnol a décidé de mettre en œuvre en son temps par voie de référendum.* »

— A la suite du discours, le général Milans del Bosch retire ses troupes de la ville de Valence, tout en maintenant l'état d'exception. La situation commence à évoluer en défaveur des putschistes.

— 3 h du matin : les Commissions ouvrières de Catalogne (CONC) réitèrent leur appel à la grève générale.

— Dans le courant de la nuit, les directions réformistes qui avaient appelé à des grèves commencent à revenir sur les termes de leurs appels et ne feront rien pour que la grève soit effective. Le mot-d'ordre de grève de 2 heures est inégalement suivi. La grève n'a en fait lieu que dans quelques très rares entreprises du pays.

— 12 h 10 : les députés commencent à sortir de l'enceinte du Parlement. Un décret de la Junte des chefs d'état-major rappelle immédiatement l'interdiction de toute manifestation.

— Au cours de l'après-midi, le roi convoque les dirigeants des principaux partis politiques. Il leur lit un texte dont les points fondamentaux sont les suivants : « *On ne saurait encourager les forces politiques à réagir ouvertement et durablement contre ceux qui se sont livrés à des actes de subversion au cours des toutes dernières heures, et il serait encore moins profitable d'étendre cette réaction à l'ensemble des forces armées et des organismes de sécurité (...). Nous devons tous être conscients, chacun selon nos responsabilités particulières, que le roi ne peut ni ne doit être confronté, de manière répétée, impliquant sa responsabilité directe, à des questions aussi lourdes de tension, et de gravité aussi considérable (...). J'invite chacun à la réflexion et à reconsidérer ses positions pour parvenir à une plus grande unité et concorde pour le bien de l'Espagne et des Espagnols.* » Tous les participants se sont déclarés en plein accord avec le roi. Au cours de cette même réunion, Felipe Gonzales a offert l'entrée du PSOE dans une coalition avec l'UCD, pratiquement sans y mettre aucune condition programmatique.

— 20 h : les manifestations appelées par le MCE et la LCR dans plusieurs villes

(Madrid, Barcelone...) ne réunissent que quelques centaines de personnes.

Mercredi 25 février

— AP, UCD, PSOE, PCE, Commissions ouvrières (CCOO) et UGT appellent à des manifestations pour le 27 février. Ces manifestations devront être silencieuses, et une seule banderole portera le mot-d'ordre de : « *Pour la liberté, la démocratie et la Constitution !* »

— Calvo Sotelo obtient la majorité absolue au Parlement et est investi comme président du Conseil du gouvernement. Les nationalistes catalans et le groupe parlementaire dirigé par Fraga Iribarne ont finalement voté en sa faveur. Le PSOE réitère son offre de coalition, qu'appuie le PCE. Calvo Sotelo refuse l'offre tout en demandant la collaboration du PSOE sur les « *questions qui touchent à l'Etat* ». Le programme du gouvernement Calvo Sotelo n'a pas souffert la moindre modification par rapport à celui qu'il avait présenté, sans succès, le 20 février.

Jeudi 26 février

— Calvo Sotelo présente son nouveau gouvernement, que la presse gratifie du qualificatif de « *clownesque* » : il est pratiquement identique, dans sa composition, au gouvernement d'Adolfo Suarez, et son objectif le plus probable est de préparer à moyen terme des négociations avec le PSOE, l'AP et les partis nationalistes pour les intégrer dans une forme de coalition.

— Les noms des militaires sanctionnés sont rendus publics : 3 généraux, 5 officiers supérieurs et 19 officiers. On apprend par la même occasion que les auto-

rités militaires ont décidé de ne prononcer aucune autre sanction supplémentaire.

— Des difficultés surgissent dans l'organisation de la manifestation en Euskadi. L'UCD et l'AP n'y participent pas. Un accord intervient pour remplacer la référence centrale à la Constitution par une référence aux « *institutions* ». Malgré cela, le PNV finit par se retirer en prétextant que l'on n'avait pas inclut dans les objectifs de la manifestation la demande de libération des trois consuls enlevés par l'ETA-politico-militaire le 19 février. Par ailleurs, Herri Batasuna se refuse à appeler à manifester aux côtés de la LKI et du MCE ; ces deux organisations maintiennent néanmoins leur appel à manifester.

Vendredi 27 février

— Madrid voit se dérouler la plus grande manifestation de toute son histoire : 1,5 million de personnes environ, silencieuses au début, puis criant : « *Dictadura no ! Democracia si !* », « *El pueblo unido jamás será vencido !* », etc. Manifestations importantes dans le reste du pays, à l'exception d'Euskadi.

— La LCR et le MCE avaient proposé aux autres organisations révolutionnaires de former des cortèges unitaires, à la suite de la manifestation appelée par les partis et syndicats pour défendre les mots-d'ordre centraux que la situation impose et qui étaient exclus de l'appel officiel à la manifestation, et tout spécialement l'exigence de l'épuration de l'armée, de la police et de l'appareil d'Etat en général. On peut relever avec intérêt le nombre des participants à l'un et l'autre cortège, ville par ville. Barcelone : 250 000 (10 000) ; Vigo : 5 000 (1 000) ; Oviedo : 40 000 (3 000) ; Valence : 200 000

(6 000) ; Bilbao : 4 000 (4 000) ; Las Palmas : 2 000 (6 000) ; Tenerife : 6 000 (3 000), etc. De façon générale, il a été possible de rassembler des cortèges certes minoritaires mais significatifs, et même, dans le cas de Las Palmas, un cortège des révolutionnaires plus important que la manifestation officielle. L'exception à cela a été Madrid où l'intervention de la police a empêché le cortège de se former. C'est à la police également que l'on a dû l'impossibilité pratique de manifester en Euskadi.

Samedi 28 février

— L'ETA-politico-militaire relâche les 3 consuls et annonce une trêve sans poser de conditions.

— Nouvel attentat de l'ETA-militaire : 3 policiers sont blessés à Portugaleta dans la province de Biscaye.

— Le roi prononce un discours à l'Académie militaire générale de Saragosse. Les extraits les plus significatifs en sont les suivants : « *On ne contribue pas à la défense de la Patrie par des actions irréfléchies qui mettent l'Armée et l'Etat en général dans une situation difficile, et qui n'ont pas d'issue digne dans le monde où nous vivons. (...) Les événements récents doivent servir de leçon à l'Armée d'une part, et à toutes les forces politiques liées au gouvernement comme à l'opposition de l'autre, pour que tous adaptent leur conduite dans le but de parvenir à obtenir l'ordre, la sécurité et bien-être de l'Espagne. (...) Il n'est pas convenable que des initiatives politiques ou que des campagnes menées par les moyens de communication puissent créer un climat de malaise ou de répression au sein des forces armées ou des forces de l'ordre, elles qui ont si souvent dû souffrir dans leur chair des attentats et, dans leur esprit, des critiques et de l'incompréhension...* »

Dimanche 1er mars

— Les journaux *Ya* et *ABC* de Madrid, qui sont liés à la droite la plus conservatrice, étendent l'information sur le déroulement de la tentative du coup d'Etat en avançant des informations d'une gravité extrême pour l'avenir réservé aux travailleurs de l'Etat espagnol. Selon ces informations, le coup d'Etat du 23 février n'était qu'une des trois versions de coup d'Etat étudiées par les responsables putschistes. La deuxième version consistait dans la création des conditions pour négocier avec le roi la mise en place d'un gouvernement dirigé par les militaires mais sans recours aux mesures de force du genre de celles utilisées au cours de la journée du 23 février. La troisième formule aurait dû être une variante de la seconde et aurait inclut dans la négociation certains partis représentés actuellement au Parlement, et particulièrement le PSOE. Dans les deux cas, bien évidemment, le gouvernement aurait agi dans les conditions prévues par l'état d'exception, tout particulièrement en Euskadi... ■

Mardi 3 mars 1981.

Militants de la LKI (LCR) en Euskadi... (DR).



« Le roi a commencé à jouer plus ouvertement un rôle plus actif... »

Adolfo Suarez démissionne : un nouvel approfondissement de la crise de direction bourgeoise

Cet entretien avec Jaime Pastor, membre de la direction de la LCR, a été réalisé trois jours avant le coup d'Etat.

INPRECOR : — Quelle est, pour la LCR, la signification de la démission d'Adolfo Suarez et du débat sur l'investiture de Leopoldo Calvo Sotelo ?

Jaime Pastor : — Quand le dernier gouvernement Adolfo Suarez a été formé en octobre dernier, nous l'avions déjà qualifié de « dernière carte » de la bourgeoisie. Après les élections en Catalogne et en Euskadi, et surtout après l'échec du référendum en Andalousie, Suarez a perdu de plus en plus la confiance de certains secteurs de la bourgeoisie.

Ce processus s'est accéléré au cours des derniers mois. Le gouvernement a été incapable de mettre en œuvre la politique plus à droite voulue par la grande bourgeoisie. Le capital financier veut une politique d'austérité plus dure (1). Une partie de l'armée réclame une politique de répression plus accentuée. Enfin, un secteur de la hiérarchie catholique se refuse à abandonner certaines de ses prérogatives, alors que l'armée et la police ont pu préserver les leurs.

Mais ce qui a fait pencher la balance, c'est l'intervention du roi lui-même, qui a commencé à jouer plus ouvertement un rôle actif, qui a forcé Suarez à démissionner.

Un point important, c'est qu'à présent la majorité de la grande bourgeoisie centraliste veut résolument accentuer sa politique de droite. Mais elle a du mal à s'assurer une majorité parlementaire suffisante. C'est ce qu'a montré la formation du nouveau gouvernement, qui a eu du mal à s'assurer le *consensus* du Parti national basque (PNV) et de Jordi Pujol en Catalogne.

L'Union du centre démocratique (UCD) a été pour la bourgeoisie un parti de transition. D'autres projets surgissent maintenant. Ainsi, il y a le secteur dit « officialiste » de l'UCD qui a maintenu jusqu'à présent le contrôle sur l'appareil d'Etat et maintenu l'équilibre au sein de la bourgeoisie, entre les fractions les plus conservatrices et celles qui étaient les plus ouvertes à une collaboration avec le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Il y a ensuite le secteur dit « critique », qui est le plus conservateur et qui penche vers une alliance à droite avec la Coordination démocratique de Fraga Iribarne.

Le gouvernement Calvo Sotelo va être un gouvernement faible, ne disposant

que d'une majorité parlementaire relative, réduite à la seule UCD et incapable d'assurer la stabilité politique. Le problème qui se pose à la bourgeoisie est donc bien celui de la reconstruction de sa direction.

Même si Calvo Sotelo a annoncé qu'il entendait gouverner jusqu'en 1983, la bourgeoisie s'inquiète déjà de l'éventualité — ou de la probabilité — d'élections législatives anticipées. Elle se soucie également de surmonter ses divisions actuelles. La possibilité existe que l'UCD éclate pour donner naissance à une Grande droite. C'est le secteur « critique » — démocrate-chrétien — de l'UCD qui rêve d'un grand parti conservateur qui intégrerait une partie au moins de l'Alliance populaire (AP). Ces secteurs rêvent d'une « sa carneirisation » de la vie politique espagnole. Mais la formation de cette Grande droite centraliste déboucherait inévitablement sur des frictions supplémentaires avec les partis bourgeois nationalistes, catalan et basque.

Il sera en effet difficile de concilier les concessions faites aux « pouvoirs de fait » hérités du franquisme et le renforcement de l'Etat central, avec les concessions aux partis bourgeois nationalistes.

Ces derniers ont intérêt à passer des accords avec l'UCD, pour autant qu'ils puissent garder le droit de gérer les compétences reconnues aux institutions des diverses nationalités dans le cadre des autonomies. La bourgeoisie des nationalités n'est pas autonome. Mais le cadre institutionnel des autonomies lui sert à chercher à canaliser l'influence des courants nationalistes radicaux et à conserver sa main-

mise sur la petite bourgeoisie qui compose une partie de son électorat. Ces bourgeoisies ne veulent par exemple pas — c'est au moins vrai dans le cas catalan —, d'un Etat fédéral. Mais, pour pouvoir participer à la direction collégiale de l'Etat espagnol, elles cherchent à obtenir des concessions de la grande bourgeoisie. Il y a eu effectivement des concessions économiques au profit du Parlement basque.

Mais, ni le problème du maintien de l'ordre public, ni celui du rattachement de la Navarre aux autres provinces basques — dont le PNV lui-même pense qu'il peut déboucher à tout moment sur une explosion — ne sont résolus.

Or, Calvo Sotelo rejette plus farouchement que jamais la possibilité de rattacher la Navarre aux trois autres provinces basques ; et il faut savoir qu'en Navarre aujourd'hui, c'est Herri Batasuna qui demeure la première force de gauche.

— Quelles sont les lignes directrices de la politique du nouveau gouvernement Calvo Sotelo ?

— Le programme de Calvo Sotelo s'inscrit dans la continuité de la politique actuelle, allant vers l'approfondissement de son cours droitier.

Sur le plan économique, le gouver-

1. Lire dans *Inprecor*, numéro 67-68, du 17 janvier 1980, Jesus Albaracin et Pedro Montes, « Les traits fondamentaux de la nouvelle situation économique dans l'Etat espagnol ».

Le roi Juan Carlos passe en revue les troupes. La monarchie et l'armée restent les deux piliers essentiels de l'ordre institutionnel post-franquiste (DR).



nement va défendre un programme néolibéral accélérant la restructuration des secteurs en crise, réduisant l'aide de l'Etat aux petites entreprises et exerçant une pression accrue pour le blocage des salaires. En outre, le choix du nucléaire, dans le domaine de la politique énergétique, a été confirmé avec plus de fermeté. De même que le rejet des mesures protectionnistes va de pair avec une demande d'intégration plus rapide dans le Marché commun européen.

Sur le plan de la politique extérieure, il faut rappeler que si Suarez pouvait se permettre d'envoyer à Cuba une délégation gouvernementale en 1979 à l'occasion de la Conférence des non-alignés (2), depuis l'année dernière, et surtout depuis l'élection de Ronald Reagan, l'alignement sur l'impérialisme américain s'opère clairement et sans aucune ambiguïté et se concrétise par la perspective de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN. En s'intégrant rapidement au Pacte atlantique, la bourgeoisie espagnole essaie de convaincre la bourgeoisie européenne de raccourcir les délais prévus pour son intégration au Marché commun.

Sur la question des nationalités, enfin, le nouveau gouvernement veut montrer que la période de transition est terminée (3), que les transferts de compétences prévus par les autonomies ont eu lieu, que c'est fini, qu'il n'y aura pas de renégociation avec le PNV du statut de la Navarre, et qu'au contraire l'heure est venue de réaffirmer l'Etat fort. Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, il y aura de nouvelles atteintes aux libertés démocratiques (avec d'ailleurs une collaboration de plus en plus poussée avec le gouvernement français). Il ne sera bien évidemment pas question d'épurer l'appareil d'Etat. Il suffit de voir comment Calvo Sotelo a tenté de présenter comme un simple « accident » l'assassinat du militant basque José Arregui, mort sous la torture.

Il faut également noter que la presse bourgeoise elle-même s'est scandalisée des silences de Calvo Sotelo à propos des projets de loi sur le divorce et sur l'enseignement. Or, ce qu'il y a en jeu derrière ces questions, au-delà de l'affirmation de l'ordre moral, ce sont les privilèges financiers de l'Eglise et de ses tribunaux ecclésiastiques. Comme l'expliquent les organisations féministes : « *Si tu as un million de pesetas, Tarancon (archevêque de Madrid et président de la Conférence épiscopale) t'organise ton divorce !* ». Et une bonne part de l'enseignement reste aux mains des institutions religieuses.

Le problème qui se pose, c'est de savoir si ce gouvernement va pouvoir appliquer son programme, et ce que cela va lui coûter du point de vue de sa base sociale. La bourgeoisie sait que l'épisode du gouvernement Sotelo peut être bref. Elle ne souhaite pas d'élections anticipées, craignant la poussée abstentionniste qui a atteint 40 % lors des dernières élections, et même 50 % lors du référendum de décembre dernier en Galice. Le résultat de la transition, c'est que le régime s'est consolidé au plan des institutions, mais ne s'est pas renforcé du point de vue de la

base sociale. C'est ce qui fait ressortir avec plus de relief le rôle du roi dans le système.

— Quelle est la réaction des partis ouvriers réformistes face à cette crise ?

— La direction du PSOE y a répondu par une nouvelle ouverture à droite, en essayant de se présenter comme une solution de rechange, sous la forme d'un gouvernement à majorité socialiste. C'est la politique d'un parti qui est prêt à négocier aussi bien avec la bourgeoisie centraliste qu'avec les bourgeoisies nationalistes. Il est prêt à poursuivre la politique des pactes sociaux, du blocage des salaires, des compromis misérables à propos du chômage. Il parle de renforcement du secteur public, mais sans mettre à l'ordre du jour d'autre nationalisation que celle des compagnies d'électricité.

Il essaie d'emballer toute sa marchandise sous l'idéologie de la « *politique solidaire* » qui revient en fait à avaliser toutes les explications bourgeoises de la crise.

Sur la question des nationalités, il adopte une politique ultra-centraliste, comme vient de l'illustrer sa mobilisation pour souhaiter la bienvenue au roi lors de sa tournée en Euskadi. Sur les statuts d'autonomie, il a adopté une position encore plus modérée que le PNV. Face au nationalisme radical, il apparaît comme un parti de choc qui soutient la loi anti-terroriste et s'oppose à tout mot-d'ordre d'amnistie pour les prisonniers politiques.

Le plus important, c'est qu'il tente de justifier cette politique par une idéologie ouvriériste et « espagnoliste », en prétendant défendre les intérêts de la classe ouvrière de tout l'Etat espagnol. Cette démagogie « anti-nationalitaire » peut avoir un certain impact auprès des éléments de la classe ouvrière provenant d'autres régions de l'Etat espagnol, « immigrés » en Catalogne ou en Euskadi, dans la mesure où ils accusent l'Etat « non solidaire » d'accorder des privilèges aux nationalités riches. Mais il s'agit en réalité pour le PSOE de justifier une politique d'austérité généralisée qui aboutit en pratique à appauvrir davantage les pauvres.

S'il défend certains droits sociaux (enseignement public, loi sur le divorce) et se veut le parti de la lutte contre la corruption, le PSOE est ouvertement favorable aux atteintes aux droits démocratiques, comme l'a montré l'appui qu'il a apporté à la loi anti-terroriste.

Enfin, plutôt que de pousser à une intégration dans l'OTAN qui rencontrerait une opposition farouche chez les travailleurs, le PSOE se prononce pour le renouvellement des traités militaires avec les Etats-Unis et le maintien des bases US en Espagne. Plus généralement, il tient à s'affirmer comme le parti respectueux des institutions monarchiques et de la hiérarchie militaire.

On ne peut pas dire que cette politique réformiste effrénée ait suscité des différenciations de masse en son sein. Mais elle se traduit par une prise de distance accrue envers le PCE et les Commis-

sions ouvrières (CCOO) et une plus grande division de la classe ouvrière elle-même. C'est surtout contre cela que commencent à apparaître des flots de résistance au sein de l'UGT et du PSOE lui-même. Ainsi, dans l'UGT, la direction de Madrid a été destituée uniquement parce qu'elle avait organisé une manifestation unitaire avec les Commissions ouvrières. Auparavant, les Directions d'Alava et de Pampelune avaient été elles aussi destituées. Enfin, une gauche socialiste se dessine dans le PSOE, qui se définit surtout par sa résistance à ce processus de sectarisation et de dérive droitière du parti. Mais le phénomène reste encore très limité.

En ce qui concerne le PCE, sa direction a fait montre, pour la première fois depuis la fin de la dictature, d'une attitude un peu plus agressive face au nouveau gouvernement. Il a annoncé qu'il allait mener de pair actions parlementaires et mobilisations de masse. Mais la direction du PCE réaffirme, sous de nouvelles formules, sa politique de « concentration démocratique » et propose un « gouvernement de progrès », ce qui veut dire un gouvernement de coalition entre l'UCD et le PSOE.

Le programme que le PCE propose pour un tel gouvernement est son programme traditionnel. Plus à gauche que le PSOE du point de vue social, mais sans sortir du cadre d'une cogestion de la crise. C'est ce que montre son « Plan de solidarité nationale contre le chômage » (PSN) (4).

A propos des nationalités, le PCE développe l'idée générale d'un « développement démocratique de la Constitution », mais sans mettre le moins du monde en cause l'Etat centraliste.

On a cependant pu percevoir un léger tournant tactique, avec la réapparition dans la propagande du PCE de la théorie de la « démocratisation de l'appareil d'Etat », et même avec la remise en cause implicite du soutien qu'il avait apporté à la loi anti-terroriste. Mais, tandis que le PSOE n'est intéressé en aucune manière à l'unité d'action avec le PCE, ce dernier n'est pas plus disposé à s'allier aux nationalistes radicaux et à l'extrême gauche. Par exemple, alors que des secteurs importants du PCE ont participé — surtout à travers des associations de quartier — à la marche contre l'OTAN qui a rassemblé plus de 20 000 personnes à l'initiative de l'extrême gauche le 25 janvier à Torrejon, le PCE en tant que tel a refusé de s'associer à cette mobilisation.

La direction du PCE est dans une situation d'équilibre instable. Santiago Carrillo tente d'utiliser la crise pour appeler le parti à serrer les rangs dans l'éven-

2. Lire dans *Inprecor*, numéro 62-63, du 1er novembre 1979, Ernest Mandel, « Le mouvement des non-alignés et la Conférence de La Havane ».

3. Lire dans *Inprecor*, numéro 77, du 15 mai 1980, Angel Munoz, « La réforme est achevée ».

4. Lire dans *Inprecor*, numéro 90, du 3 décembre 1980, Andreu Figueres, « Quelle lutte contre le chômage ? Solidarité nationale ou solidarité de classe ? ».

tualité d'élections anticipées. Les grands partis bourgeois refusent une alliance où le PCE serait partie prenante, et commentent même à durcir leur attitude envers le PSOE pour essayer de le marginaliser avant d'éventuelles élections.

La déclaration adoptée de son côté, et avant la démission de Suarez, par le Comité central du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), est importante dans la mesure où elle fait le silence sur l'idée d'un « gouvernement de progrès » et avance la perspective d'un « catalanisme » populaire incluant communistes, socialistes et petites formations nationalistes radicales face à l'UCD et la CU de Jordi Pujol.

Mais, dans le même temps, le PSUC se trouve confronté à la sectarisation du PSOE. Celui-ci va jusqu'à menacer de rompre les « pactes municipaux de progrès » — comme c'est le cas dans la municipalité de Barcelone. Il doit donc faire face à la même contradiction que le PCE à l'échelle de l'Etat tout entier.

De même, le PSUC se montre plus enclin à dénoncer l'entrée dans l'OTAN ou à réclamer l'abrogation de la loi anti-terroriste. Mais il s'est abstenu de participer aux manifestations de protestation organisées à Barcelone contre l'assassinat de José Arregui.

Plus généralement, la marge de manœuvre des communistes est limitée par le recul des Commissions ouvrières et la dégradation de leurs positions face à l'UGT. Si les Commissions ouvrières gardent encore un avantage numérique, elles se sont considérablement affaiblies.

Dans la nouvelle situation qui se dessine, il faut lutter pour qu'une pression unitaire et défensive importante, qui serait le fait de secteurs significatifs de la classe ouvrière, puisse se manifester en faveur d'accords entre des secteurs du PSOE et surtout du PC, du nationalisme radical et de l'extrême gauche, Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Mouvement communiste d'Espagne (MCE).

— Au-delà du récent Congrès du PSUC, quelle est l'appréciation plus générale que vous portez sur le développement de la crise au sein du PCE ?

— La crise du PCE s'inscrit dans le contexte d'une crise profonde de l'eurocommunisme et pas seulement en Catalogne.

Tout d'abord, il y a la résistance de secteurs importants des Commissions ouvrières qui ne veulent pas s'engager, sur les traces de l'UGT et du PSOE, dans la politique de gestion de la crise. Ces secteurs ne remettent pas directement en cause le principe même des pactes sociaux, comme ceux de La Moncloa. Mais leurs dirigeants estiment qu'il n'existe pas un rapport de forces suffisant pour contraindre la bourgeoisie à des accords comportant des contreparties effectives.

Ils ont fait l'expérience des Pactes de La Moncloa, de leurs résultats socialement désastreux et surtout de leurs effets démobilisateurs. Ainsi, la direction locale

des Commissions ouvrières de Madrid défend une position qui peut se comparer à celle de la CGT française ou de la CGTP portugaise, qui est de procéder à des mobilisations limitées pour exercer une pression contrôlée dans les négociations. Mais, à la différence de la France, ces courants ne développent pas une orientation sectaire envers l'UGT, dont le poids ne peut être sous-estimé. Il y a également les effets des contradictions qui existent entre la politique centraliste menée par la direction Carrillo et la nécessité pour le PCE de gagner l'audience de courants nationalistes, surtout en Euskadi. Là, le PC, qui ne pèse guère plus qu'un groupe extraparlémentaire, est apparu comme ultracentraliste et a ainsi laissé un large espace politique à sa gauche. Les thèses qui viennent d'être adoptées par le Congrès du PC d'Euskadi tentent de rectifier sa position sur la question nationale et d'opérer un rapprochement avec Euskadiko Eskerra, organisation liée à l'ETA-pm, qui combine les références à l'eurocommunisme et la défense de la lutte armée. Le PC d'Euskadi a également pris position contre la loi anti-terroriste qui avait été votée par le PCE au Parlement. Enfin, et c'est le plus important, il propose de transformer le PC en un parti fédéral. Mais la voie reste étroite pour concilier les quelques concessions faites au nationalisme radical et la défense de la ligne générale centraliste du PCE.

En Andalousie, qui est la deuxième concentration des forces du PCE après la Catalogne, le conflit n'a pas encore atteint les proportions de la Catalogne ou d'Euskadi. Mais il existe un mécontentement important du fait du retard du PCE à reconnaître le fait andalou. Des tensions sont également apparues après des mesures disciplinaires dans les Asturies, en Galice, dans le Leon, au point que Santiago Carrillo a parlé d'un danger de « balkanisation » du PCE. Cette dynamique centrifuge par nationalité est d'autant plus forte qu'il est difficile de cerner les lignes de forces de véritables courants ou de tendances au niveau de l'Etat. Il existe plutôt un éventail très large de positions et de sous-positions qui vont des positions quasi social-démocrates d'un Tamames à celles d'une petite fraction réellement pro-soviétique.

Le thème central de ces batailles, c'est le bilan de la transition, qui se mêle à un débat sur la politique internationale, la politique du PCE se caractérisant par une volonté affirmée de s'intégrer dans le « bloc occidental ».

Les courants qui critiquent la tactique de la transition et des pactes ont en même temps une réaction saine de remobilisation sur des thèmes anti-impérialistes. Cela se retrouve dans les polémiques sur l'Afghanistan. Inversement, la direction du PCE accuse les secteurs critiques — et surtout ceux du PSUC — de « pro-soviétisme ». Il s'agit de neutraliser dans cette alliance les secteurs que l'on peut appeler « eurocommunistes de gauche » et d'éviter que la rénovation de l'appareil du parti qu'ils exigent n'atteigne les sommets de la direction.

La direction du PCE sent bien qu'elle ne peut pas empêcher que le débat ne soit public. La majorité du Congrès du PSUC a même imposé que la discussion nominale sur les candidatures et l'élection de la direction aient lieu pour la première fois en séance publique. Mais elle veut éviter que les militants puissent critiquer la politique du parti à partir de leurs positions dans le mouvement de masse et les municipalités. Elle lance donc une offensive pour rétablir la discipline de fraction dans les Commissions ouvrières et les municipalités. Il y a maintenant de nombreux cas d'exclusion du parti ou de suspension de mandats municipaux. Un membre du Comité central, Paco Garoia Salve (« Cura Paco ») est traduit devant la Commission des conflits parce qu'il a critiqué publiquement Santiago Carrillo, et il y a d'autres cas...

Enfin, la question de la participation ou non du PSUC au Xe Congrès du PCE, en juin prochain, reste en suspens. Pour le moment, la direction du PCE ne s'est pas prononcée. D'un côté, elle mène bataille pour un « Congrès extraordinaire de rectification » du PSUC, et de l'autre elle tente d'empêcher que les résolutions politiques adoptées par le PSUC à son Congrès ne soient mises en œuvre.

— Quelle est la signification des événements survenus en Euskadi après l'exécution de l'ingénieur Ryan et l'assassinat sous la torture du militant nationaliste basque José Arregui ?

— Le gouvernement actuel ne peut proposer aucune solution stable dans le cadre d'un régime qui perpétue l'oppression historique contre les nationalités.

Le phénomène ETA continue d'exprimer la radicalisation d'un secteur significatif de la population basque, notamment dans la jeunesse. Malgré la profonde division des forces politiques et sociales, la solidarité dont dispose ce courant face à la répression demeure suffisante pour empêcher son isolement.

La situation ne correspond pourtant pas du tout à la vision qui guide ETA. Elle n'est pas marquée — comme c'était le cas sous la dictature — par la montée d'un mouvement de libération nationale mais, au contraire, par l'accentuation de la division et par le fait que la classe ouvrière — en tant que telle — n'impose pas son hégémonie et sa direction sur le terrain de la lutte pour les droits nationaux.

Il ne faut pas oublier, en effet, que le PNV est électoralement majoritaire, avec une base populaire importante — y compris ouvrière — et que le syndicat nationaliste qui lui est lié, ELA-STV, a dépassé lors des élections syndicales l'UGT et les Commissions ouvrières en Biscaye et en Guipuscoa.

Le secteur le plus actif à gauche est représenté par Herri Batasuna, courant nationaliste radical, mais profondément sectaire à l'endroit du PSOE et du PC. Quant au MCE et à nous-même, LKI, nous apparaissions comme des forces qui

restent trop faibles pour pouvoir exercer une influence réelle sur l'aile la plus radicale.

Le problème que pose la question nationale basque à l'échelle de tout l'Etat, c'est comment combiner une re-composition de l'unité entre les organisations ouvrières et le développement d'un mouvement de solidarité avec Euskadi. Le plus grave dans la politique des réformistes — qui portent la principale responsabilité de l'état de fait actuel — et dans celle d'ETA, c'est qu'elles concourent à approfondir la division de la classe ouvrière à l'échelle de l'Etat tout entier et en Euskadi même.

Sans un mouvement de solidarité — qui reprenne le mot-d'ordre de droit à l'autodétermination — la question est sans issue.

Cela s'est vérifié lors de la grève générale qui a suivi l'exécution de l'ingénieur Ryan. Au-delà de la campagne orchestrée par la bourgeoisie, les effets négatifs de la politique d'ETA, qui a commis à cette occasion la plus grave de ses erreurs politiques, ont été mis en évidence. La grève et les manifestations ont exprimé un refus majoritaire de l'activisme militaire d'ETA. Ce qui est nouveau, c'est la participation significative de la petite bourgeoisie à ces manifestations, ce qui révèle un changement d'attitude important.

Mais, comme le centralisme et le maintien en place de l'appareil répressif franquiste sont les bases de l'existence d'ETA, une semaine plus tard, à la suite de l'assassinat sous la torture de Arregui, la majorité du peuple basque s'est à nouveau manifestée et à montré, malgré tout, sa détermination à défendre les militants d'ETA contre la répression.

Nous pensons que le résultat de ces deux grèves générales souligne à la fois la profonde division qui existe en Euskadi et la possibilité d'un front commun contre le pouvoir central. Ces événements ouvrent une période de réflexion politique au sein des deux principales composantes de la gauche, Euskadiko Eskerra et Herri Batasuna.

En tant que LCR-LKI, nous pensons gagner une audience importante dans la période qui vient, parce que nous tentons de combattre la division et de mettre au premier plan la mobilisation de masse, parce que nous critiquons la politique d'ETA tout en luttant contre l'oppression nationale en Euskadi au côté des secteurs du peuple basque qui s'identifient avec cette organisation.

C'est pour cela que, largement, on a reconnu comme correcte notre position sur les deux grèves générales. Pour la première, nous avons critiqué radicalement l'action sans discernement d'ETA, son comportement ultimatisé et militariste, le fait qu'elle a mis comme condition à la libération de Ryan la destruction de la centrale nucléaire de Lemoniz, au moment même où il y avait une mobilisation des travailleurs de la centrale pour que sa construction soit stoppée jusqu'à la tenue d'un référendum. L'action d'ETA a facilité les plans de la droite et les intérêts des groupes favorables au nucléaire.

Mais nous avons également dit que la classe ouvrière ne pouvait pas faire front commun avec le patronat et la bourgeoisie contre ETA, et encore moins employer pour ce faire les méthodes de luttes réservées au combat contre la bourgeoisie et le patronat. Nous avons dit : « Non à la grève ! Oui aux assemblées ! » La grève et les manifestations ont été massives, mais nous sommes parvenus à obtenir ces assemblées. Les problèmes y ont été sérieusement débattus et, dans certains cas, nous avons convaincu des secteurs, y compris d'Euskadiko Eskerra, de voter contre la grève.

Dans la grève qui a suivi l'assassinat d'Arregui, nous avons appelé à la mobilisation pour dénoncer ce crime d'Etat. Il est significatif que le PNV ait été obligé de se joindre aux mobilisations, pour ne pas apparaître complice de l'Etat central.

— Quels sont, dans cette situation, et après son VI^e Congrès de janvier dernier, les axes d'intervention de la LCR ?

— Nous insistons sur le fait que, s'il existe des institutions parlementaires, elles reposent largement sur l'appareil d'Etat hérité de la dictature.

La crise politique survient à un moment où le mouvement ouvrier — malgré des luttes partielles importantes — se trouve sur la défensive. La crise de la direction bourgeoise coïncide avec une dé-mobilisation de la majorité de la classe ouvrière et une division profonde au niveau des partis (le sectarisme du PSOE jouant là un rôle décisif) et des syndicats.

C'est pourquoi nous avançons la nécessité de « changer de cap », c'est-à-dire la nécessité de l'unité pour la lutte face à la nouvelle offensive bourgeoise et pour préparer une issue politique qui ne peut être que celle d'un « gouvernement de gauche sans ministres bourgeois ».

L'important, c'est de défendre un programme qui puisse faire avancer cette unité dans l'action. Il doit inclure, bien évidemment, des objectifs de lutte immédiats contre les restructurations, pour la défense du pouvoir d'achat et surtout contre le chômage qui est le problème numéro 1. Nous lançons sur ce problème une campagne centrale sur le thème des 35 heures et de « Travailler moins pour travailler tous ! ».

Ce programme doit inclure la dénonciation du régime, la lutte pour l'abrogation de la loi anti-terroriste, pour l'épuration de l'appareil d'Etat, pour l'autodétermination des nationalités et pour une Fédération des Républiques. Dans ce cadre, la dénonciation du rôle du roi et de l'institution monarchique doit occuper une place très importante.

Face au nouveau gouvernement, des batailles immédiates sur la loi du divorce ou sur la loi d'autonomie universitaire peuvent remobiliser des secteurs importants du mouvement ouvrier, du mouvement féministe et de la jeunesse.

Enfin, nous avons déjà insisté sur la nécessité d'une campagne permanente de solidarité avec Euskadi, contre l'entrée dans l'OTAN et contre le maintien des

bases militaires américaines dans notre pays.

Partant du point de vue qu'il existe des différenciations potentielles dans les partis ouvriers réformistes, ainsi que dans les courants nationalistes radicaux, et que la bataille pour l'unité est l'une des clés de la situation, nous allons chercher à mener une politique unitaire avec des partis comme le MCE (5) pour prendre l'initiative de l'action et impulser l'unité, notamment au plan syndical.

C'est seulement ainsi que les conditions pourront être créées pour battre la droite.

— A ce propos, quelle est la situation des organisations d'extrême-gauche aujourd'hui ?

— La crise de la stratégie des réformistes, que ce soit celle du PSOE ou du PCE, devant la crise économique et la restructuration des courants nationalistes radicaux, peuvent ouvrir une nouvelle étape.

Les deux organisations qui étaient numériquement les plus importantes ces dernières années, le PT et l'ORT (6), qui ont compté jusqu'à 15 000 militants après leur fusion en juin 1979, ont connu depuis un processus de désintégration et de décomposition accélérées, qui les a pratiquement conduits à la disparition, sauf dans certaines zones de l'Andalousie.

Leur crise sanctionne leur suivisme vis-à-vis du réformisme : au lieu de peser sur sa crise, elles l'ont subie et ont été emportées sans pouvoir recueillir les fruits électoraux escomptés.

Aujourd'hui, il n'existe que deux organisations révolutionnaires d'importance significative à l'échelle de l'Etat : la LCR et le MCE.

Le MCE a connu ces dernières années une évolution à gauche (opposition radicale aux pactes sociaux, à la Constitution, aux statuts d'autonomie). Organisation d'origine maoïste, le MCE a rompu avec le maoïsme et s'oriente sur les questions internationales de façon empirique.

Mais il a échappé à la crise de l'extrême gauche grâce à une flexibilité tactique et à une capacité d'adaptation aux courants de radicalisation les plus divers, ce qui va du suivisme à l'égard de la gauche du PSUC en Catalogne à l'adaptation envers Herri Batasuna en Euskadi, jusqu'à passer sous silence ses divergences avec ETA.

Nous considérons comme positive la disposition que manifeste cette organisation, ces derniers temps, à mener une politique unitaire plus ouverte, en particulier avec la LCR. Cette activité unitaire a déjà donné des résultats positifs à Madrid, dans la province de Valence ou dans la préparation de la marche contre l'OTAN. Elle peut, si elle se consolide, démultiplier les capacités d'initiatives et élargir la sphère d'influence des révolutionnaires.

Madrid, 20 février 1980,
trois jours avant le coup d'Etat.

9 février : grève générale contre l'ETA

16 février : grève générale pour la mort d'un militant de l'ETA

L'article qui suit a été rédigé le 20 février, trois jours avant le coup d'Etat, par José Vicente Ydoyaga, membre de la direction de la LCR-LKI.

José Vicente YDOYAGA

Durant la nuit du 6 février 1981, l'organisation ETA exécutait l'ingénieur en chef de la centrale nucléaire de Lémóniz — José Maria Ryan —, qu'elle avait enlevé une semaine plus tôt en exigeant qu'au cours de ce délai soient entrepris les travaux de démolition de cette centrale. Lundi 9 février, c'était la grève quasi générale dans les provinces de Biscaye, Guipuzcoa et Alava. L'après-midi, des milliers de manifestants parcouraient les rues des capitales de ces provinces pour protester contre l'exécution de Ryan et exiger la « Paix pour Euskadi ! ».

Au cours de l'après-midi du 13 février, le militant de l'ETA José Arregui Izaguirre mourait sous la torture dans un commissariat. Le lundi 16, la grève était générale dans tout l'Euskadi, et cette fois-ci y compris dans la province de Navarre (1), et des manifestations massives se produisaient l'après-midi de ce même jour dans les quatre capitales basques. A l'occasion de cette journée, il y eut deux appels à la grève générale différents et politiquement contradictoires. Le premier, sous le même mot-d'ordre que la semaine précédente : « Pour la paix ! », était le fait du Parti nationaliste basque (PNV), de Euskadiko Eskerra, du PSOE et du PCE. L'autre appel, « Contre la torture, pour l'amnistie des prisonniers politiques ! » était le fait des mêmes forces qui s'étaient opposées à l'appel à la grève générale du 9 février : Herri Batasuna, LAIA et la gauche révolutionnaire dont les forces les plus consistantes étaient représentées par la LKI (LCR) et l'EMK (MCE) (voir encadré). Les manifestations de l'après-midi, dans chaque capitale, eurent chacune deux cortèges bien séparés, le plus important étant celui formé par Herri Batasuna, LAIA et la gauche révolutionnaire.

La formule de « labyrinthe » est fréquemment utilisée pour parler d'Euskadi, mais le véritable problème est celui de la confusion politique qui est une terrible réalité au sein du mouvement ouvrier et populaire d'Euskadi, c'est le problème d'une division extrêmement forte, et même d'un sentiment d'affrontement qui existe entre deux secteurs de la classe ouvrière.

Ces dernières semaines, à la suite de

la désignation d'un nouveau président du Conseil du gouvernement, on a pu entendre dire que la démission du président du Conseil Adolfo Suarez exprimait formellement la fin de la période de la transition politique, de la dictature au régime parlementaire en Espagne. Au cours de la transition, l'Euskadi a représenté la résistance à la Réforme politique, la volonté de la faire voler en éclats et d'ouvrir le chemin à la « rupture démocratique ». Au cours de cette période, les positions électorales du parti bourgeois au gouvernement, l'Union du centre démocratique (UCD), se sont détériorées au Pays basque en même temps que sa crédibilité, au point de sombrer dans le ridicule. Mais, dans le même temps, étaient en gestation au sein du mouvement ouvrier et des courants nationalistes les différences, affrontements et ruptures qui allaient se manifester lors de la mort de Ryan, et cette situation peut en arriver à signifier la dilapidation du potentiel de mobilisation existant en Euskadi.

Les premières élections générales de 1977 ont fait du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) le parti majoritaire en Euskadi. Mais le PSOE s'est complètement déconsidéré dans la politique des « pré-autonomies » concoctée par le gouvernement de l'UCD. Sur le plan pratique, cette politique a signifié la remise à plus tard d'une solution politique du problème aigu des nationalités, en ouvrant un processus juridico-politique complexe qui devait permettre en fait au pouvoir central de maintenir ses prérogatives comme auparavant.

Le problème national existant au Pays basque était trop profond pour être traité de la sorte. Le PNV a trouvé dans cette situation le cadre le plus adéquat pour ne pas se voir compromis dans le processus de la Réforme politique qui

s'imposait par le biais de la présence massive des policiers dans les rues et sur les routes d'Euskadi. Le PNV put de la sorte s'opposer à la Constitution et apparaître, même si c'est de manière générale, comme en opposition à la politique de l'UCD en Euskadi.

Parallèlement, la radicalisation engendrée par la situation dans certains secteurs du mouvement ouvrier et de la jeunesse, donnait à Herri Batasuna une base de masse qui ne se contentait pas de capitaliser une position indépendantiste face au pouvoir central, mais en faisait un élément de résistance sociale, terrain abandonné aussi bien par le PSOE que par le PCE et les syndicats.

Le résultat de tout ce processus a été l'échec total de l'UCD et du PSOE, et la croissance spectaculaire du PNV et de Herri Batasuna, qui se sont également exprimés lors des consultations électorales ultérieures.

La dispersion organique de la classe ouvrière s'est vue confortée, dans ces conditions, par de fortes tendances centrifuges au sein même du mouvement ouvrier dont la dispersion syndicale est une expression significative (voir encadré).

La visite officielle du monarque en Euskadi, le 3 février dernier, a permis de fixer comme sur une photographie les attitudes et les positions des différents partis au cours de tout le processus de la transition.

Pour les dirigeants du PNV, cette visite — maintenue, de plus, malgré la démission du gouvernement Suarez deux jours plus tôt —, avait la signification d'un appui de la part du roi au cadre du statut en vigueur et à la gestion majoritaire du gouvernement nationaliste basque dans ce cadre (2). En contrepartie, l'appui à cette visite signifiait de la part du PNV sa reconnaissance de l'institution suprême de

1. Tout ce qui se passe dans la province de Navarre a une importance toute particulière en Euskadi. Le gouvernement central a jusqu'à maintenant toujours refusé le rattachement de la Navarre à la communauté basque. Il existe une lutte permanente et acharnée entre les secteurs réactionnaires des notables locaux qui défendent — aux côtés du PSOE — l'existence séparée de la Navarre, et le reste des forces qui s'y opposent et qui exigent son rattachement au Pays basque.

2. Le 25 octobre 1979 s'est déroulé le référendum sur le statut d'autonomie en Euskadi. Ces élections ont connu un taux de participation de 60 %, alors que Herri Batasuna et la gauche révolutionnaire avaient appelé à l'abstention (le référendum sur la Constitution avait connu un taux d'abstention de 51 %, le PNV et Euskadiko Eskerra ayant également appelé cet-

te fois à l'abstention). Le 25 octobre 1980 se sont déroulées les élections au Parlement basque. Depuis lors, le gouvernement central de l'UCD s'est employé à geler le transfert des compétences au gouvernement basque, ce qui a motivé le retrait du PNV du Parlement central (Madrid) pendant plusieurs mois. Enfin, au cours de ces derniers mois, le transfert des compétences a commencé à s'opérer jusqu'à ce que, le 27 décembre 1980, soit signé l'« Accord économique entre le Pays basque et l'Etat », qui abandonne aux mains du gouvernement basque une grande partie des questions économiques. Cela a modifié l'attitude du PNV qui a affirmé depuis que, désormais, il pouvait « gouverner ». Cet accord a pourtant été fortement critiqué par les secteurs réactionnaires de l'appareil d'Etat.

l'Etat espagnol et, en même temps, dans une certaine mesure, la reconnaissance de la Constitution qu'il avait rejetée en son temps. Mais un secteur de ce même PNV se montra durement opposé à cette visite du roi. C'est ce qui explique que les dirigeants de ce parti aient combiné la plus grande des courtoisies officielles dans l'accueil réservé au roi, avec une mobilisation absolument inexistante de leurs militants dans la rue pour manifester leur appui à la visite du roi.

L'UCD et les partis de la droite, incapables de leur côté de parvenir à la moindre mobilisation pro-monarchique, se sont contentés de sonner le rassemblement de leurs troupes lors des arrivées du roi pour lui manifester leur appui... sans beaucoup de succès. Ce ne furent qu'à peine 300 personnes qui reçurent le roi à son arrivée et la plus grande « concentration » en appui à Juan Carlos s'est trouvée réduite aux dimensions de 3 000 personnes sur une place de Bilbao où le roi salua le public et prononça une allocution.

Le PSOE fut sans nul doute le meilleur défenseur de cette visite royale, au point d'adopter des attitudes réellement hystériques en regard de la chaleur toute relative de l'accueil réservé à Juan Carlos. Le PSOE a appelé publiquement à recevoir le roi et, pour ce faire, il a fait campagne au coude à coude avec la droite la plus rétrograde. Le PSOE a accusé le PNV de n'organiser aucune mobilisation en faveur de la monarchie. Le PSOE a été jusqu'à déclarer publiquement qu'il cherchait à éviter que le roi ne prononce des mesures de grâce en faveur des prisonniers politiques de l'ETA.

De l'autre côté de la barricade, Herri Batasuna, LAIA, LKI, EMK et plusieurs autres organisations populaires impulsaient une campagne contre la visite du roi. L'épisode le plus connu — puisqu'il a été retransmis à la télévision — s'est produit à Guernica, où le roi a prononcé un discours devant les parlementaires et les corps constitués des autres institutions basques. Lorsque Juan Carlos a commencé à parler, les représentants de Herri Batasuna et de LAIA présents dans la salle se levèrent et commencèrent à chanter le *Eusko Gudariak* (hymne qui est devenu un symbole de la volonté d'indépendance nationale d'Euskadi) ; ils furent alors tous violemment expulsés de la salle.

EUSKADI ET LA VIOLENCE

Le maintien et la continuité de l'appareil répressif du franquisme a constitué une source permanente de conflits en Euskadi. Les agissements de cet appareil répressif ont été la cause de nombreux morts — surtout des militants de l'ETA —, et ils ont entraîné de nombreuses grèves générales et de multiples mobilisations.

Ces ripostes massives à la répression ont toujours dû compter avec l'abstentionnisme du PSOE, du PCE, des Commissions ouvrières (CCOO) et de l'UGT, quand ce n'est pas avec leur opposition ouverte. Tout au contraire, ces partis et ces syndicats sont apparus actifs sur bien

Les partis en Euskadi

Le Parti nationaliste Basque (PNV) est la principale force politique en Euskadi. C'est un parti bourgeois, mais fondé sur un appui social inter-classiste particulièrement développé, avec des organisations de masse structurées à la base, et disposant d'une importante capacité de mobilisation. Le syndicat qui lui est lié est ELA-STV.

Euskadiko Eskerra (EE) est né comme coalition électorale à l'occasion des élections générales du 15 juin 1977. Il représentait alors le courant nationaliste radical lié politiquement à l'ETA. Ultérieurement, l'ETA s'est divisé en deux ailes : l'ETA-militaire (ETA-m) et l'ETA-politico-militaire (ETA-pm). Cette scission de l'organisation armée a eu des répercussions extérieures. Après un long processus de différenciations et de regroupements se formait, comme pendant à Euskadiko Eskerra, la coalition Herri Batasuna (HB), la première proche politiquement de l'ETA-politico-militaire et la seconde de l'ETA-militaire.

LAIA est une organisation qui a été exclue de la coalition Herri Batasuna, et qui — tout en restant dans le cadre théorique du nationalisme — se situe en même temps sur une ligne d'indépendance de classe. Ses forces numériques et son influence ne sont pas très significatives.

EMK (MCE) est une organisation de la gauche révolutionnaire qui a rompu avec l'orthodoxie maoïste et qui dispose d'une réelle influence de masse, même si cette influence ne peut se comparer à celle de Herri Batasuna.

LCR (LKI) — IV^e Internationale — a une influence comparable à celle de EMK (MCE). Elle est née de la fusion d'une aile issue de l'ETA (ETA VI ou ETA VIe Assemblée) et de la LCR. Elle fait partie de la LCR dans le cadre de l'organisation unifiée à l'échelle de tout l'Etat espagnol.

d'autres terrains, comme la participation et l'appui à toutes les dispositions légales visant à laisser toutes latitudes aux forces répressives ; l'utilisation des débats parlementaires (par exemple celui du « vote de censure » contre Adolfo Suarez proposé par le PSOE) pour exiger une augmentation des effectifs des forces policières en Euskadi ; l'appui à des lois comme la loi anti-terroriste que le Parlement a élevée au niveau de loi organique à l'automne passé et qui permet, entre autres choses, de prolonger la garde des détenus pendant 10 jours dans un commissariat (c'est de l'application des dispositions de cette loi qu'est mort assassiné José Arregui Izaguirre) ; l'appel, en même temps que l'UCD et d'autres forces, à des manifestations et à des « fronts » « anti-terroristes ».

Le sommet de toutes ces attitudes, le PSOE l'a atteint lors de la session du 13 février dernier du Parlement basque. Le Parlement a approuvé, avec les votes favorables du PNV, de Euskadiko Eskerra et du PCE, une motion demandant au Parlement central (celui de Madrid) la révision et la possible abrogation de la Loi de sécurité des citoyens (la loi anti-terroriste) ; cette exigence s'est faite jour, principalement, à la suite des nombreuses dénonciations de tortures infligées au cours de ces derniers mois. Le PSOE, quant à lui, taxa cette motion de « non conforme à la Constitution », et il vota contre. Une demi-heure après ce vote au Parlement, fut connue la nouvelle de la mort de José Arregui Izaguirre des suites des tortures qui lui avaient été infligées dans un commissariat. Les dénonciations de complicité avec les tortionnaires et ce crime d'Etat, contre le parti de Felipe Gonzales, ont fini par prendre un caractère réellement massif. L'attitude du PSOE d'Euskadi, tendant à accroître sa « crédibilité » en tant que parti face à la droite, à l'armée, à la police au niveau de l'Etat espagnol

tout entier, a été la source d'une division considérable au sein du mouvement ouvrier. On comprend, dès lors, que les déclarations du PSOE se présentant comme une « alternative de gouvernement » à l'UCD n'ait pas suscité tellement d'illusions ni tellement d'espérances au sein du peuple basque.

De l'autre côté du spectre politique, il y a l'ETA-militaire et les secteurs de masse qui l'appuient et avec laquelle ils confluent politiquement ; il s'agit avant tout de Herri Batasuna. En considérant le cas de l'ETA-militaire, il faut prendre garde de ne pas l'assimiler à des organisations comme les Brigades rouges italiennes ou des organisations de ce genre. Cette organisation constitue la direction politique reconnue comme sienne par un large secteur du mouvement de masse, particulièrement au sein de certaines couches ouvrières, de la jeunesse et de la petite bourgeoisie. On peut même dire que la ligne de l'ETA-militaire hégémone les organisations Herri Batasuna et la KAS (3).

Le courant constitué par les organisations KAS et Herri Batasuna est, avec toutes ses nuances, le courant de masse le plus influent à la gauche du PNV et c'est lui qui a galvanisé tout a long de ces dernières années la volonté la plus résolue de résistance à la Réforme politique. C'est de la politique concrète de ce courant que dépendait le fait que la radicalisation qu'il capitalisait puisse entraîner des secteurs encore plus larges

3. Herri Batasuna (HB) est une coalition électorale, alors que la KAS (Coordination nationaliste et socialiste) est le regroupement des fronts de masse de ce courant (le syndicat LAB, le mouvement de quartier ASK, le front de la jeunesse JARRAI), avec le parti politique HASI, la coalition électorale Herri Batasuna et l'ETA-militaire.

à point de se convertir en un obstacle chaque fois plus fort au centralisme et à la répression. Cela ne s'est pas passé et, pour comprendre pourquoi, il faut aborder trois positions politiques caractéristiques de ce courant.

Tout d'abord, son refus d'utiliser les instruments parlementaires que les résultats électoraux lui avaient donnés, tant au niveau du Parlement central qu'au niveau du Parlement basque, qu'au niveau des députations provinciales.

La thèse selon laquelle, si l'on voulait faire avancer la lutte contre la Réforme, il ne fallait pas participer aux institutions parlementaires mais seulement aux luttes qui se menaient dans la rue et créer un organisme censé représenter un contre-pouvoir face à ces institutions (ce qu'on a appelé l'EHBN, Euskal Herriko Biltzarre Nazionala ou Assemblée nationale du peuple basque), a été un véritable échec. L'EHBN n'a pas commencé le moins du monde à se construire, trois ans après l'annonce de sa création. Et elle ne va pas surgir du jour au lendemain, sauf si l'on en fait une pure construction d'appareil ne regroupant que les seules forces déjà regroupées dans la KAS. Le plus grave est que cette attitude a laissé les mains beaucoup plus libres au PNV. Le large secteur de masse qui suit Herri Batasuna n'a pas disposé de cette tribune au Parlement, qui aurait pu lui servir à s'opposer au mieux aux manœuvres de répression et d'isolement organisées par la droite, pour se regrouper plus facilement et servir d'appui aux luttes menées dans la rue et, enfin, pour mettre au pied du mur les partis parlementaires de gauche.

En second lieu, il faut signaler la combinaison entre la ligne sectaire dans le travail de masse et la faible organisation du courant qu'elles influencent ; cette faiblesse dans l'organisation et le développement du mouvement est à mettre en rap-

port avec la conception selon laquelle ce qui est décisif, c'est la « délimitation politique » des organisations de masse, c'est-à-dire leur adhésion à la KAS.

En troisième lieu — et c'est en bonne partie le produit des deux conceptions mentionnées plus haut —, ce courant a donné la première place à l'appui à la lutte armée de l'ETA comme forme d'action politique, par dessus toute autre considération. Cette mise au premier plan de l'activité de l'ETA-militaire, cette dépendance de toute l'activité de masse de ce courant du nationalisme radical vis-à-vis des initiatives du groupe armé, de l'avant-gardisme de ce dernier, se sont transformées en véritable goulot d'étranglement pour avancer dans l'organisation des secteurs qu'il influence et regroupe. La logique de l'action de masse de ce courant et de chacune de ses organisations, s'est trouvée en permanence bloquée par la logique propre de l'ETA-militaire.

Il est significatif à cet égard que deux jours seulement après l'initiative prise par les élus de Herri Batasuna en présence du roi, l'ETA-militaire exécute José Maria Ryan. La polarisation politique engendrée par la présence active — pour la première fois — des élus de Herri Batasuna au sein des institutions parlementaires, est immédiatement tombée dans l'oubli.

Cet ensemble de facteurs a profondément modifié l'attitude politique du peuple basque sur le problème de la violence. N'existe plus cette situation où le peuple basque se reconnaissait clairement dans l'activité de l'ETA et percevait clairement que son action était dirigée contre l'Etat centraliste.

Les potentialités existantes ont été se dilapidant et ont laissé place à une profonde lassitude. De plus, il faut ajouter que si, dans une première phase de la Réforme politique, l'absence des institutions

« autonomes » et même l'opposition du PNV rendaient l'activité de l'ETA-militaire plus proche, comme faisant partie de l'ensemble de l'opposition populaire, l'institutionnalisation de l'« autonomie » et l'exclusion de ces institutions des élus de Herri Batasuna, a fini par faire apparaître à d'amples secteurs du mouvement de masse l'ETA-militaire comme un obstacle aux conquêtes nationales par la voie parlementaire.

Avec prudence, et en s'efforçant de ne pas l'affronter ouvertement, le PNV a profité de la situation pour animer tout un courant de masse pour la paix et contre l'ETA-militaire, avec la perspective de marginaliser tous les secteurs les plus combatifs existant en Euskadi.

L'occasion utilisée par le PNV pour mobiliser — cette fois ouvertement — contre l'ETA-militaire a été l'exécution de José Maria Ryan.

LES DEUX GREVES GENERALES

Dès l'annonce de l'enlèvement de José Maria Ryan, une Commission *ad hoc* a été constituée pour demander sa libération. Cette Commission a utilisé les méthodes d'action des révolutionnaires : peintures sur les murs, affichages, recherche d'appui à des motions de secteurs de la population, etc., sans négliger pour autant une large utilisation des grands moyens de communication de masse. Certains secteurs du mouvement ouvrier et de ses syndicats — fondamentalement le secteur influencé par le PSOE —, ont été à l'avant-garde dans l'activisme de ce Comité.

Ni la nécessité de laisser à Herri Batasuna la possibilité de capitaliser sa riposte au voyage du roi, ni la campagne pour la libération de José Maria Ryan qui avait déjà rassemblé plus de 10 000 personnes dans une manifestation à Bilbao, ni la campagne en faveur du nucléaire que la compagnie « Iberduero » était en train de mener en utilisant l'affaire Ryan, ni le fait que 200 techniciens de cette société s'étaient engagés à empêcher la mise en marche s'il n'y avait pas auparavant suspension des travaux et organisation d'un référendum démocratique, ... rien de tout cela n'a fait dévier l'ETA-militaire de sa logique, et José Maria Ryan a été exécuté durant la nuit du 6 février.

La grève générale a été appelée par le PNV, le PSOE, le PCE, Euskadiko Eskerra, UCD et AP et les syndicats ELASTV, UGT et Commissions ouvrières (CCOO). Le gouvernement basque a décrété le lundi 9 février jour de deuil. Et ce jour a été celui d'une grève effectivement quasi générale dans toutes les provinces basques, excepté la Navarre, et les manifestations ont rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Mais la participation de la majorité des travailleurs à la grève était contrebalancée en importance par le ralliement de la petite bourgeoisie à la grève et sa participation massive aux manifestations. Ce secteur de la population est majoritairement influencé en

Le premier tract de l'Union de Madrid des Commissions ouvrières (CCOO) appelait à la grève générale. Mais, très vite, à la suite de la déclaration du PCE, les dirigeants des Commissions ouvrières devaient faire machine arrière et expliquer que le roi était devenu la dernière barrière pour défendre les libertés démocratiques. La LCR, section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol, appela quant à elle à la grève générale, pour le jugement des responsables du coup d'Etat et l'épuration de l'appareil d'Etat et la dissolution des corps répressifs (DR).

<p style="text-align: center;">ALTO AL GOLPE MILITAR FASCISTA A LA HUELGA GENERAL</p> <p>La intención de 200 Guardias Civiles armados al mando del Teniente Coronel Tejero, (anunciado por el Gobierno del interior del golpe de estado conocido como "Operación Galaxia, es una guerra declarada a las libertades democráticas. Su objetivo no deja lugar a dudas. Ese pueblo de Guardias Civiles no está solo. El asunto al Parlamento ha sido la señal para que el General Milans del Bosch declare el estado de sitio en el País Valenciano, y para que la Guardia Civil tome por asalto el Ayuntamiento de Cartagena. En el momento de redactar este llamamiento, continuas desarrollándose los sucesos sobre nuevos pronunciamientos militares. El Gobierno asegura que controla la situación, pero es mentiroso. El intento golpista de Tejero y Milans del Bosch se inscribe en los sucesivos llamamientos realizados por altos jefes del Ejército (de Santiago y Díaz de Mendivil, colectivos "Almendro", etc.), para que fuese este quien tomase directamente las riendas del poder político.</p> <p>El momento no es para vacilaciones. ES LA HORA DE LA MOVILIZACIÓN.</p> <p>CCOO ha denunciado suficientemente que, lejos de detener el golpe militar fascista, reprimir e a los conspiradores. Los enemigos de la democracia están amparados bajo el manto del ejército y de la Guardia Civil. El asunto al se ha erigido el gobierno de la derecha. No habrá garantías democráticas mientras existe, al procesamiento de los responsables, y a la disolución de todos los cuerpos repressivos.</p> <p>La LCR llama a todos los partidos obreros y sindicatos, a todas las organizaciones en general a todas las organizaciones democráticas al FRENTE UNICO para cipayas contra el golpe militar fascista.</p> <p>DEFENDAMOS LAS LIBERTADES DEMOCRATICAS AMENAZADAS POR EL TODOS A LA HUELGA GENERAL POR EL PROCESAMIENTO DE LOS RESPONSABLES DE LOS APARATOS DE ESTADO Y POR LA DISOLUCION DE LOS CORPES REPRESSIVOS.</p> <p style="text-align: center;">A LA HUELGA GENERAL</p> <p style="text-align: center;">COMITE EJECUTIVO DE LA LIGA COM</p> <p style="text-align: center;">IGCR - JCR</p> <p style="text-align: center;">LIGA COMUNISTA REVOLUCIONARIA JUVENTUDES COMUNISTAS REVOLUCIONARIAS</p>	<p style="text-align: center;">Comisiones obreras</p> <p style="text-align: center;">UNION SINDICAL DE MADRID Avda. 28 de Feb. 408072 408073 408074 Madrid</p> <p style="text-align: center;">A TODOS LOS TRABAJADORES, AL PUEBLO DE MADRID</p> <p>Reunida con carácter urgente la Comisión Ejecutiva de la Unión de Madrid de CCOO, y en vista de los graves acontecimientos producidos por la toma del Parlamento por un pelotón de la Guardia Civil y el consiguiente secuestro de los representantes del pueblo, en un intento de terminar con las libertades e instituciones democráticas, hemos decidido llamar a toda la clase obrera y a todo el pueblo de Madrid a la defensa activa de la Constitución, del Parlamento y de las libertades, convocando a la Huelga General permaneciendo pacíficamente en los centros de trabajo.</p> <p>Así mismo llamamos a todas las fuerzas sindicales, políticas y ciudadanas a que se unieran este llamamiento en defensa de la democracia.</p> <p style="text-align: right;">Madrid, 23 de Febrero 21,30 de la noche</p>
--	--

Euskadi par le PNV, mais le nationalisme radical y jouit également d'une influence notable. Dans des zones importantes de la province de Guipuzcoa, l'appui qu'apporte la petite bourgeoisie à Herri Batasuna a toujours eu un caractère particulièrement massif.

A la suite de l'appel à la grève générale, et après le succès qu'elle a remporté, on a vu déferler une impressionnante campagne de manipulation de l'opinion et de récupération politique par la droite — depuis le PNV jusqu'au gouvernement central —, et par l'entreprise « Iberdue-ro », qui s'est présentée en victime du terrorisme, en même temps que s'installaient la désorientation et la perplexité chez Herri Batasuna et d'autres forces de la gauche révolutionnaire.

Sans avoir besoin d'exagérer notre rôle, on peut dire que seuls la LKI et LAIA ont compris et expliqué d'un point de vue de gauche ce qui était en train de se passer. De fait, la LKI fut au cours de cette semaine la seule organisation capable, par voie de presse et particulièrement par le journal *Egin*, de produire des analyses et de proposer des alternatives à la situation. Herri Batasuna n'est pas parvenu à faire une seule déclaration politique ni même un communiqué de presse. Le communiqué publié par la seule organisation participant en tant que parti politique à Herri Batasuna, HASI, n'a pas dépassé le niveau de la dénonciation des manipulations opérées par les *mass media*. On peut expliquer cette situation par le fait qu'il n'était possible d'analyser la situation et de fournir une alternative que du point de vue d'une orientation politique comme celle de la LKI, qui se situe sur un plan opposé à la lutte armée minoritaire et à la subordination de la lutte de masse à cette dernière.

La LKI a appelé ouvertement à ne pas répondre à l'appel à la grève générale, et elle a expliqué, tout en critiquant sévèrement l'ETA-militaire, comment et pourquoi cette grève ne pouvait que profiter à la droite. La LKI a combattu les arguments qui cherchaient à identifier la tenue de la grève générale avec une progression du poids de la classe ouvrière dans la société, avec un progrès du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière par rapport à la lutte armée. La LKI a appelé à la tenue d'assemblées dans les entreprises et les localités, et à la publication de leurs conclusions. La LKI a publié une déclaration politique (l'unique dans toute la gauche révolutionnaire d'Euskadi), elle a collé de nombreuses affiches d'explication sur les murs des villes et des villages, etc. De plus, il faut signaler qu'au cours des nombreuses assemblées qui se sont déroulées, l'impact des arguments que nous avons développés a été très important, et que, par exemple, des secteurs entiers de Euskadiko Eskerra n'ont pas répondu à l'appel à la grève générale lancé par leur direction, et ont défendu ensemble avec nous la position qu'il ne fallait pas la faire. Dans une série d'entreprises significatives, le vote en faveur de la grève n'a été majoritaire que de justesse et, ce qui est plus important, nous sommes parvenus à

UN PANORAMA SYNDICAL COMPLEXE

La première centrale syndicale en Euskadi est ELA-STV, principalement influencée par le PNV, mais qui a en son sein les militants de Herri Batasuna, à la suite de la rupture de ces derniers avec le syndicat LAB.

Après ELA-STV viennent, par ordre d'importance, les Commissions ouvrières (CCOO) et l'UGT.

LAB, qui est le syndicat faisant partie de la KAS (voir note 3), n'a qu'une influence marginale au niveau des élections syndicales, si on la compare avec celle des trois autres principaux syndicats, mais son influence est notable sur certaines franges militantes syndicalistes, surtout dans la province de Guipuzcoa.

ce que la tenue des assemblées et la réflexion qu'elles ont ouvert fassent baisser la crispation et l'atmosphère d'affrontement entre travailleurs eux-mêmes.

L'encouragement que la droite a reçu avec cette grève a connu son expression la plus extrême, comme à l'accoutumée, dans le secteur le plus réactionnaire de cette société : la police. Le militant de l'ETA José Arregui mourait le 13 février à Madrid, après avoir passé — en application de la loi anti-terroriste — 10 jours dans un commissariat. Son corps portait des traces évidentes de coups, de brûlures et d'autres types de torture.

Le PNV, le PSOE, le PCE, Euskadiko Eskerra, l'ELA-STV, l'UGT et les Commissions ouvrières (CCOO) — cette fois sans l'appui de l'UCD gouvernementale ni de l'Alliance populaire de droite — appelèrent à la grève générale pour le lundi, sous le même mot-d'ordre que la semaine précédente : « Pour la paix ! ». L'explication avancée dans cet appel se livrait au jeu de balance consistant à placer au même niveau l'une et l'autre mort. Les forces qui se mirent d'accord pour formuler l'appel en ces termes décidèrent d'exclure de la réunion toutes les autres formations.

De leur côté, Herri Batasuna, LKI, LAIA, EMK, LAB et d'autres forces lancèrent également un appel à la grève générale « Contre la torture et pour l'amnistie pour les prisonniers politiques ! ».

Le lundi 16 février, des assemblées se sont tenues dans de nombreuses entreprises et la grève fut vraiment générale, incluant même, cette fois, la Navarre.

L'après-midi du même jour, se déroulèrent les manifestations, séparées en deux blocs. L'engagement — pour lequel la LKI a durement bataillé — qu'il n'y aurait pas d'affrontement, détendit quelque peu l'extraordinaire tension ambiante. Les manifestations « Pour la paix ! » réunirent un nombre de manifestants notablement inférieur aux autres. A cette occasion, le PSOE se fit remarquer en n'amenant quasiment aucun de ses militants à une manifestation pour la mort du militant de l'ETA, alors qu'il avait jeté toutes ses forces dans les manifestations de la semaine précédente.

Le cri de « Gora Eta militarra ! » (Vive l'ETA-militaire !) se multipliait par la voix des dizaines de milliers de manifestants de Herri Batasuna et de la KAS. Après une semaine de profond repli, l'appui de masse à l'ETA-militaire refaisait surface, déjouant ainsi les pronostics pré-

cipités des journalistes et des politiciens qui avaient déjà annoncé la fin de cette organisation, sans comprendre que cet appui de masse est un phénomène structurel qui ne pourra disparaître que sous les coups d'une défaite brutale infligée par la droite au secteur politique du mouvement de masse qui s'identifie à l'ETA, ou que lors d'une montée de l'initiative politique de la classe ouvrière reprenant les revendications nationales.

De leur côté, les dirigeants et la majorité des militants de Herri Batasuna n'ont pas voulu regarder en face ni réfléchir sur la situation, ils n'ont pas voulu voir dans la grève du 9 février autre chose qu'une anomalie passagère. Mais les problèmes demeurent, malgré les uns et les autres, et les tensions et divisions du mouvement ouvrier ont été mises en évidence à cette occasion avec toute l'intensité qu'elles ont effectivement. Cette situation ne va pas se transformer rapidement, et elle rend plus difficile l'activité d'une organisation révolutionnaire. Mais la LKI a démontré au cours des semaines passées une maturité politique importante, elle a montré qu'elle ne se laissait pas impressionner par le déroulement des événements et qu'elle ne faisait pas de la politique à la légère ou superficielle. L'espace pour les initiatives politiques d'une organisation comme la LKI n'est pas très important actuellement dans le cadre de cette situation. Mais ses liens réels avec des secteurs de l'avant-garde ouvrière basque — avec des courants influencés par le PSOE, le PCE et Euskadiko Eskerra, tout comme avec ceux sous l'influence de Herri Batasuna — peut lui permettre de faire face à la situation avec quelque espoir d'étendre son influence, comme cela a été le cas au cours de la semaine qui est allée du 9 au 16 février.

Le développement d'une campagne pour paralyser la centrale nucléaire de Lémoniz et le référendum qui doit s'ensuivre, comme d'une campagne pour l'abrogation de la Loi de sécurité des citoyens sont — en même temps que le travail sectoriel et surtout ouvrier — les axes à développer pour avancer dans l'accomplissement de nos tâches d'organisation d'avant-garde et aider à la création d'un cadre pour la reconstruction de l'unité du mouvement ouvrier en Euskadi. ■

José Vicente YDOYAGA
Euskadi, le 20 février 1981,
trois jours avant le coup d'Etat.

« Disputer le pouvoir à l'ennemi sur tous les fronts ! »

Un entretien avec le commandant Alejandro Montenegro,
membre de l'état-major conjoint du FMLN

L'ENTRETIEN avec le commandant Alejandro Montenegro que nous publions ci-dessous a été réalisé au Salvador au cours de la dernière semaine du mois de février. Cet entretien a duré en fait deux heures, il a porté sur le déroulement concret de l'offensive du 10 janvier, la préparation de la prochaine offensive et les tentatives de médiation en cours, à l'initiative de la social-démocratie internationale, entre la Junta et la DRU (Direction révolutionnaire unifiée).

INPRECOR : — Quels ont été les acquis les plus importants de l'offensive du 10 janvier ?

Alejandro Montenegro : — Avant tout, il faut souligner que cela a été notre première grande expérience militaire dans le pays. Auparavant, le peuple en général, et la gauche avec lui, avaient remis en cause l'Etat bourgeois à plusieurs reprises, mais jamais comme au cours de cette journée du 10 janvier ce dernier n'avait été soumis à une telle pression militaire pour le mettre à bas.

Deuxièmement, il faut souligner que cette pression militaire n'aurait jamais pu être mise en œuvre sans la coordination des 5 armées (1). Il y a eu coordination au niveau de l'organisme de direction conjointe où l'on a décidé du jour et de l'heure. On y a même supervisé les plans tactiques et organisé les communications entre les commandements opérationnels. En certains endroits, il y a même eu combinaison des forces de notre organisation avec celles d'autres organisations, sous commandement unique.

— Et, du point de vue militaire, quelles ont été les expériences concrètes accumulées au cours de cette offensive ?

— L'expérience a été différente suivant les fronts, de même que les formes prises par la guerre varient selon les conditions. C'est sur le front occidental, principalement à Santa Ana et Chauchaupo, que nous avons eu le plus haut niveau de participation des masses, et même le développement d'activités de type insurrectionnel. Dans ces localités, l'activité militaire est parvenue à dégager un espace politique qui a permis aux masses de participer : des barricades furent construites, les gens aidaient les combattants comme ils le pouvaient, et nombreux furent ceux qui se sont intégrés aux milices.

Sur le front que nous nommons « para-central », San Vicente, Cabanas et Zacatecoluca, comme sur le front oriental — Morazan — et dans le département

de Chalatenango, les combats se sont déroulés de manière différente. Dans ces zones, les affrontements ont acquis le caractère de combats entre forces régulières, nos forces se déplaçant dans des zones pratiquement libérées pour procéder, dans les villes, à l'attaque des casernes.

Ainsi, le 10 janvier, nos forces ont attaqué les garnisons de San Vicente, Zacatecoluca, Chalatenango, San Francisco Gotera et de bien d'autres endroits encore. Toutes ces localités avaient été transformées en places fortes par l'armée qui avait creusé des tranchées et installé des détachements à toutes les entrées, de sorte que, pour nous rendre maîtres de ces localités, il fallait briser ce cercle de défense, et c'est ce que nous avons fait. Cela a constitué pour nous une expérience de mouvements au niveau de pelotons et même de compagnies entières et, de ce point de vue, cela a constitué une expérience tout à fait importante.

Les combats qui se sont déroulés à La Gotera ont été pour nous les plus riches d'enseignements, en ce qui concerne l'affrontement avec l'ennemi. Les combats y ont été très durs, mais nous sommes d'avis que si nous avions pu tenir nos positions un jour de plus, la garnison de La Gotera serait tombée entre nos mains.

— Tu viens de dire que la plus importante incorporation des masses, et même le début du développement d'activités de type insurrectionnel, avaient été atteints sur le front occidental, mais sur le front central — qui comprend la capitale San Salvador —, cela n'a pas été le cas. Pour quelles raisons ?

— Il est vrai qu'à San Salvador cela n'a pas été le cas, ce qui aurait été une expérience fondamentale pour la population. Il y a eu des combats, c'est vrai, dans le quartier de Mejicanos, ils ont duré presque un jour entier et le peuple y a participé dans une certaine mesure, mais il faut reconnaître que, dans l'ensemble, il y en a eu peu.

Dans la capitale, il aurait fallu

Alejandro Montenegro fait partie des fondateurs de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) et il est membre de son état-major. Il est également membre du Comité central du PRS (Partido de la revolución salvadoreña). Durant l'offensive générale lancée le 10 janvier dernier, il a fait partie de l'état-major conjoint du FMLN (Front Farabundo Martí de libération nationale).

consolider nos positions et tenir l'ennemi en respect au moins pendant trois jours, ce qui aurait permis de créer les conditions pour le développement d'une situation insurrectionnelle. Ce qui s'est passé, c'est que nos forces étaient un peu trop faibles dans la capitale et que, de plus, elles n'ont pas été bien coordonnées.

— Pourtant, vous avez appelé à la grève générale, qui ne semble pas avoir été très largement suivie.

— Oui, mais il faut tout de même dire que l'appel à la grève générale a rencontré un certain écho dans un premier temps... Ce qui s'est passé, c'est que le côté militaire des choses n'a pas été au niveau de la situation. Mais, le premier jour, les gens ont participé à la grève générale. Il y a eu, par exemple, des fonctionnaires qui ont mis hors d'état certaines installations téléphoniques, ou qui ont détérioré des machines, puis qui s'en sont retournés chez eux... Mais, comme nos forces n'ont pas pu occuper le terrain, l'ennemi n'a eu aucune peine à briser la grève. Les entreprises ont été militarisées, de même que les bureaux ; les dirigeants syndicaux ont été arrêtés. Mais si l'activité militaire avait pu être poursuivie, et si cette activité militaire avait pu coïncider avec l'appel à la grève générale, alors les deux aspects s'en seraient trouvés renforcés.

Ce qu'il faut comprendre c'est que, dans notre pays, il n'est plus possible d'avancer le mot d'ordre de grève générale.

1. Les 5 armées dont parle le commandant Alejandro Montenegro sont celles de l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP), des Forces armées de la résistance nationale (FARN), des Forces populaires de libération Farabundo Martí (FPL), du Parti communiste salvadorien (PCS) et du Parti révolutionnaire des travailleurs centro-américains (PRTC). Sur le processus d'unification de la direction révolutionnaire au Salvador, lire dans *Inprecor*, numéro 89, du 17 novembre 1980, Pierre Sylvain, « L'anniversaire du coup d'Etat militaire : un an de meurtres, d'exactions et de massacres ».

le sans disposer des forces militaires pour la garantir. Dans un endroit, ils arrêtent un camarade pour le jeter en prison, dans un autre ils s'emparent de quelqu'un pour l'assassiner, et maintenant les ouvriers nous disent que, s'il y a un appui militaire conséquent, alors ils iront à l'affrontement, mais que si ce dernier fait défaut, l'ennemi intervient immédiatement et massacre... Alors le peuple se trouve un peu le dos au mur. Ce qui veut dire que ce n'est pas la volonté de lutte qui a fait défaut, et que le jour où la capacité militaire existera et que la question de la grève générale se posera, alors la participation populaire à la lutte sera impressionnante.

— Cela constitue donc un des enseignements à prendre en compte dans la perspective d'une prochaine offensive. Pour en rester à la question des leçons de l'offensive, quels sont les progrès à réaliser pour une prochaine offensive, à la lumière de ce qui s'est passé au cours de cette journée du 10 janvier ?

— Je crois que le plus important est d'améliorer la coordination, fondamentalement au niveau tactique, de sorte que les opérations les plus importantes se déroulent simultanément à l'échelle de tout le pays. Cela permettrait de briser la résistance de l'ennemi point par point et de le fixer, sans lui donner la latitude de concentrer ses forces en un point parce que nous n'avons pas attaqué ses forces là où elles se trouvaient avant d'être utilisées dans une concentration de forces. Il faut approfondir cette question de la coordination. Je crois que c'est la question essentielle et toutes les forces qui composent le FMLN sont d'accord sur ce point.

— Existe-t-il encore des problèmes du point de vue de l'unité entre toutes les composantes du FMLN ?

— Il est évident qu'il y a des problèmes politiques. Aucune unité ne s'est jamais réalisée sans problème. Fondamentalement, ce qui est en discussion, ce sont les conceptions stratégiques, la question du facteur temps et la caractérisation de la guerre : la question de la guerre prolongée ou une formulation à plus court terme, mettant l'aspect insurrectionnel comme point central.

Quant à nous, nous sommes pour une formulation à court terme, non pas parce que nous serions spontanéistes, mais parce que les conditions existent et également parce qu'une prolongation extrême de la guerre favoriserait plutôt l'ennemi que nous-mêmes. Mais ces discussions se mènent d'une manière satisfaisante et elles n'ont pas constitué un obstacle au déroulement de la journée du 10 janvier.

— Maintenant que la Junte militaire et démocrate-chrétienne contrôle totalement l'ensemble de la presse, elle se livre à toute une campagne pour expliquer que les forces révolutionnaires sont en voie de liquidation, du fait qu'elles sont actuelle-

ment en train de se replier. Ne penses-tu pas qu'en relation avec le fait qu'on a pu penser dans un premier temps que l'offensive du 10 janvier était l'offensive finale, cette campagne ne finisse par avoir un certain impact au niveau des masses, sur leurs espoirs, leur état d'esprit, leur niveau de conscience, surtout du fait de l'impossibilité d'y répondre par une campagne de propagande massive ?

— Dans un premier temps, nous avons estimé que cela avait peut-être été le facteur qui a joué le rôle le plus négatif au niveau de l'ensemble de la population. Il faut également considérer que le peuple est un peu las de la répression et des massacres et qu'il aspire de ce fait à une solution rapide.

De sorte que la propagande de l'ennemi joue effectivement un rôle-clé en ce moment, et notre propagande joue également un grand rôle pour contrebalancer son influence. Dans ce domaine, notre radio *Venceremos* est notre meilleure arme. Mais je crois qu'à l'heure actuelle, le peuple a compris ce qu'a signifié la journée du 10 janvier, malgré les interprétations erronées qui en ont été faites dans un premier temps. Ce sont tout spécialement les secteurs ouvriers, les syndicats et les paysans qui ont acquis la compréhension que nous allions maintenant vers une nouvelle offensive.

— Est-ce que cela veut dire qu'il existe maintenant un accord pour lancer une nouvelle offensive à une échéance plus ou moins rapprochée ?

— Oui, nous sommes en train de mettre au point la seconde offensive. Après la phase que nous vivons et que nous pourrions appeler de réorganisation et de réapprovisionnement logistique — ou encore de repli tactique —, ce qui

suivra, ce sera un nouveau mouvement d'offensive. De sorte qu'il nous revient maintenant de discuter à fond et de nous mettre d'accord sur la question d'une coordination tactique plus profonde.

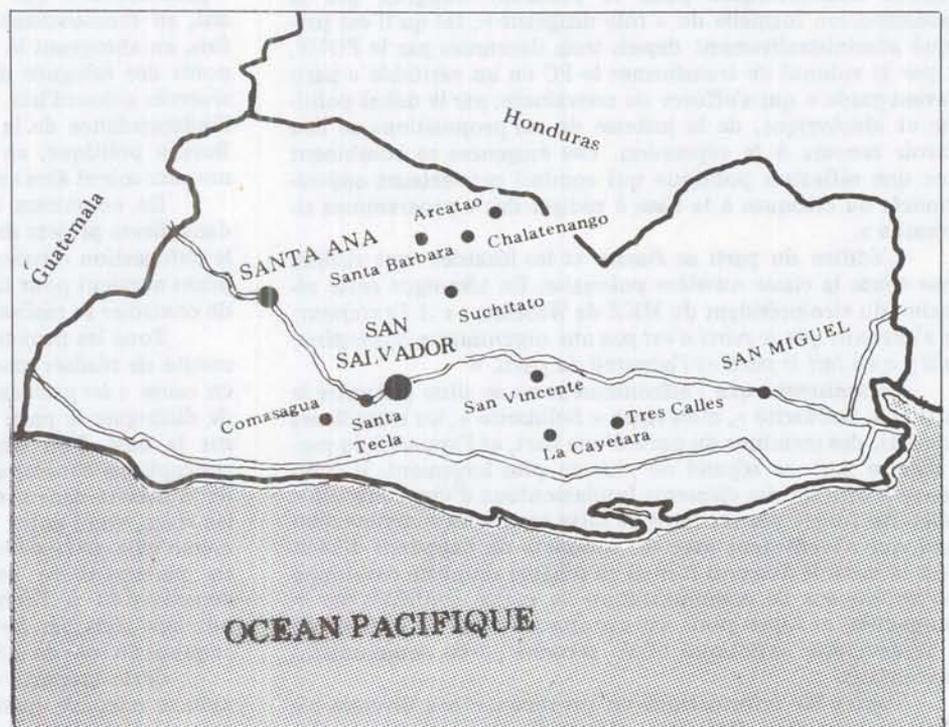
— Quand tu parles d'offensive, à quels délais penses-tu ?

— Personnellement, je calcule à l'échelle de quelques mois.

— Au niveau international, des initiatives de médiation ont été prises pour rechercher les termes d'un accord avec la Junte militaire et démocrate-chrétienne. Quel jugement portes-tu à ce sujet ?

— Nous sommes d'avis qu'il faut poursuivre le développement de la guerre sur tous les plans. Il s'agit de disputer le pouvoir à l'ennemi sur tous les fronts pour nous efforcer de le briser et parvenir à une prise de pouvoir complète. Néanmoins, nous devons considérer la possibilité du dialogue, mais alors sur la base de son incidence sur la situation politique et militaire, en tant qu'organisation d'avant-garde. Ce qui veut dire qu'il ne s'agit pas pour nous d'une attitude de capitulation, mais d'un point de vue flexible. Il faut voir ce qu'ils proposent et analyser tout cela du point de vue de la conjoncture concrète. Nous sommes, quant à nous, d'avis que le FMLN doit adopter une telle attitude flexible et ne fermer à aucun moment toutes les portes. Je crois que le Front en est capable. Si nous nous enfermions dans un schéma préétabli, nous pourrions courir le risque, au lieu d'obtenir la victoire, de récolter la défaite... ■

Propos recueillis par Ana Maria Hernandez, San Salvador, dernière semaine du mois de février 1981.



Les oppositions se définissent et s'organisent au sein du POUP

L'ATTENTION de la classe ouvrière polonaise se tourne principalement ces derniers temps vers une « zone » de la société polonaise qui avait pu sembler être reléguée au second plan depuis les événements de cet été : le POUP, le parti communiste polonais lui-même.

Le moratoire de 90 jours sans grève demandé par le nouveau Premier ministre, le général Jaruzelski, et les promesses qu'il a faites, ont quelque peu fait retomber la tension accumulée au cours des dernières semaines autour du mouvement pour la légalisation de « Solidarité rurale » et des grèves étudiantes.

Il devient chaque jour un peu plus évident que les développements au sein du POUP constituent un enjeu de toute première importance pour les mois à venir. C'est à juste titre que, bien au-delà des rangs mêmes du parti, dans « Solidarité » et dans la classe ouvrière, on voit dans la crise du POUP une étape importante pour toute l'évolution de la situation polonaise. Chaque entretien avec des responsables de « Solidarité » — quelles que soient leurs propres positions politiques — montre qu'ils se sentent concernés par ce problème, parce que « *ce qui se fait au parti ne se limite pas seulement au parti* », ainsi que nous le déclarait le vice-président du MKZ de Wrocław qui ajoutait : « *Chaque recul subi par la base radicale du parti peut provoquer une contre-attaque de la direction, ce qui peut être dangereux pour le parti et pour nous !* »

L'effervescence naissante dans le parti est le résultat de l'onde de choc propagée par les grèves de cet été et de l'activité développée depuis six mois par « Solidarité ». Le fait qu'entre 1 million et 1,5 million de membres du POUP soient également membres de « Solidarité » ne pouvait rester longtemps sans conséquences.

Les revendications exprimées au niveau des entreprises par « Solidarité » ont pénétré dans le parti. Elles se traduisent ainsi par l'exigence, très populaire dans la base du POUP, d'élections démocratiques pour le prochain Congrès, par la condamnation formelle du « rôle dirigeant », tel qu'il est pratiqué administrativement depuis trois décennies par le POUP, et par la volonté de transformer le PC en un véritable « parti d'avant-garde » qui s'efforce de convaincre, par le débat politique et idéologique, de la justesse de ses propositions au lieu d'avoir recours à la répression. Ces exigences se combinent avec une réflexion politique qui conduit ces secteurs oppositionnels ou critiques à la base à rédiger des « programmes alternatifs ».

L'édifice du parti se fissure et les lézardes sont visibles pour toute la classe ouvrière polonaise. En témoigne cette réflexion du vice-président du MKZ de Wrocław : « *A l'extérieur, on s'aperçoit que le parti n'est pas une organisation homogène, qu'il y a en fait le parti et l'appareil du parti.* »

Ce sentiment que l'affrontement ne se situe pas entre le parti et « Solidarité », mais entre « Solidarité », les travailleurs polonais, des membres du parti d'une part, et l'appareil du parti d'autre part, se répand de plus en plus largement. Il commence à être un des éléments fondamentaux d'une conscience collective forgée par six mois de lutte contre les sommets d'un parti qui s'identifient avec les sommets de l'appareil d'Etat. C'est là aussi le démenti formel au schéma simpliste développé par les moyens de communication de masse contrôlés par la bourgeoisie, et repris pour leurs propres fins par les organes de la bureaucratie soviétique et de certains partis communistes occidentaux.

Toutes les informations en provenance des diverses régions du pays font état d'une démarche analogue de ces élé-

ments critiques et radicaux : la discussion et l'élaboration par des secteurs de base de plates-formes ou de projets de programme pour le Congrès du parti. Cette contestation au sein du parti prend aussi le plus souvent la forme de mise en place de structures « horizontales » rompant avec le fonctionnement cloisonné verticalement et bureaucratiquement centralisé, qui permet à l'appareil d'exercer son contrôle sans partage sur l'information, les discussions et l'action de la base du parti. Malgré les menaces et les premières mesures répressives prises par l'appareil (exclusion du premier secrétaire du comité du POUP de l'usine « Towimor » de Torun), ces commissions horizontales continuent de fonctionner dans plusieurs villes comme Radom, Poznan, Wrocław, Cracovie, Lodz, Gdansk et, bien sûr, Torun.

L'évolution des discussions, de même que l'importance de ces « commissions horizontales » restent très différenciées. Toutes ont cependant une chose en commun : l'insistance sur la nécessité de changer le rôle du parti dans la société, l'insistance sur les modifications fondamentales qu'il faut apporter au fonctionnement du parti, l'accent mis sur la « démocratie socialiste » et « l'autogestion ouvrière » qu'il faut instaurer dans la société.

Pour transformer le POUP, ces militants oppositionnels ou critiques à la base réclament une série de modifications des statuts, entre autres la liberté de pouvoir développer des positions opposées à celle de la direction, avec pour ce faire une « codification », c'est-à-dire une légalisation des « discussions horizontales » entre membres du parti, et l'abandon des accusations de « fractionnisme » qui surgissent dès qu'un avis divergent s'exprime.

Pour réaliser ce changement, ils entendent mettre l'appareil du parti au service du parti. Cela passe par la diminution du nombre de fonctionnaires, en ne nommant à ces postes de « permanents » que des militants ayant travaillé au moins 5 ans, en raccourcissant les mandats à 3 ans renouvelables une fois, en abrogeant le système des cooptations, en renforçant le poids des délégués d'entreprise dans les comités de *voïvodie*, réservés aujourd'hui aux fonctionnaires du parti, en exigeant l'indépendance de la Commission de contrôle par rapport au Bureau politique, en exigeant que les responsables à tous les niveaux soient élus au suffrage direct.

De nombreux éléments critiques du POUP demandent, dans divers projets de programmes, la mise en place d'une réelle autogestion ouvrière dont les structures au niveau des entreprises auraient pour tâche de participer à l'élaboration du Plan, de contrôler sa réalisation et de discuter des investissements.

Tous les projets actuellement connus insistent sur la nécessité de réaliser une véritable « justice sociale » et remettent en cause « les privilèges de fonction », insistent sur la nécessité de distinguer le parti de l'Etat et d'élire les députés à la Diète sur la base d'un large débat démocratique. Néanmoins, les conceptions concernant la « démocratie socialiste » à l'échelle de la société dans son ensemble restent floues et inégales selon les villes, voire entre diverses organisations communistes d'une même ville. Cela va de la très vague description d'une démocratie parlementaire jusqu'à des conceptions fondées sur la coordination à l'échelle régionale et nationale de conseils ouvriers régis par les mêmes règles démocratiques que celles acquises au sein de « Solidarité ».

Cette inégalité dans l'avancée des débats et de la réflexion se retrouve aussi dans le développement inégal des oppositions au sein du parti, comme dans le type de liaison entre

ces oppositions et « Solidarité ». Il apparaît qu'au plan national, il reste encore des zones « calmes » dans le parti : Varsovie et la Silésie notamment.

Des oppositionnels expliquent ces décalages par le fait que les mineurs silésiens, qui savent qu'ils sont les « poumons » de l'économie et de la société — et qui en tirent des avantages substantiels —, continuent d'observer une discipline supérieure à d'autres régions par rapport à l'appareil du parti. A Varsovie, c'est l'énorme proportion des fonctionnaires de l'appareil central et de l'Etat au sein des organisations du POUP qui explique la tiédeur de leur réaction.

En effet, pour l'instant, les opposants du POUP s'affrontent à tous les rouages de l'appareil. Ainsi, comme cela s'est passé pour « Solidarité », l'opposition s'est d'abord constituée dans les grandes entreprises et dans les grands centres industriels. Les directions bureaucratiques continuent de maintenir plus facilement leur emprise dans les petites villes. Au niveau d'une même *voïvodie*, elles jouent d'ailleurs sur ce décalage pour essayer de garder une majorité qui ne rend pas compte de la réalité du rapport des forces à la base du parti dans les grands centres industriels.

Les tentatives pour briser cet isolement sont diverses. A Wrocław, c'est l'organisation du POUP à l'Université qui a pris l'initiative de la rédaction d'un projet de programme. Elle a élu de nouveaux responsables pour le « renouvellement ». Elle s'apprête à créer des « commissions horizontales » pour débattre avec les organisations du parti dans les entreprises des changements à opérer dans le parti.

A Poznan, c'est l'organisation du POUP de l'Université qui a aussi pris l'initiative. Elle a été rapidement rejointe par les structures du POUP dans les grandes entreprises, notamment « Zagielski », cette grande entreprise qui fut l'un des centres des combats de 1956. Lors des forums organisés en novembre et décembre, l'idée a germé qu'il était possible de rédiger un programme. L'écrasante majorité des membres du parti de la ville se retrouvait en accord sur le type de propositions indiquées plus haut. Ils décidèrent alors d'élargir la commission de préparation du Congrès — initialement composée de 40 membres désignés par l'appareil — à 300 membres élus. Et c'est de cette commission officielle, investie par eux, qu'ils ont fait sortir leur projet de programme.

A Poznan comme à Wrocław, l'exigence d'élections démocratiques pour le Congrès rencontre une très forte résistance de l'appareil. Les opposants de la base cherchent à la tourner en utilisant certains articles des statuts comme celui qui leur permet d'exiger des élections à partir du moment où 30 % des membres du parti le réclament.

A Torun, c'est une autre démarche qui a été adoptée. Sur la lancée des grèves d'août puis de la construction de « Solidarité », des militants communistes de l'usine « Towimar » ont élu les dirigeants des grèves à la direction de l'organisation du POUP dans l'entreprise. Ils ont ensuite contacté d'autres organisations du parti afin d'élaborer un programme qui soit « réellement issu de la base ». Cette coordination horizontale réunit à ce jour 32 organisations du parti, représentant plusieurs milliers de membres sur une ville de 230 000 habitants.

L'affrontement avec l'appareil a été immédiat : Iwanow, premier secrétaire du POUP à « Towimar », a été exclu du POUP... et immédiatement réélu par l'organisation du parti dans l'usine (nous publions dans ce même numéro d'*Inprecor* la retranscription d'un entretien avec ce camarade).

Fragile à première vue, l'opposition des communistes de Torun dispose d'atouts essentiels. A la différence de beaucoup d'éléments radicaux du parti, ils ne sont pas simplement membres de « Solidarité », mais ont été à l'initiative de sa création. Cela leur permet non seulement de bénéficier d'un crédit et d'une popularité immenses, mais les a conduits à formuler dans leur projet de programme une réponse d'ensemble capable de mobiliser et d'intéresser tous les travailleurs : *la gestion de la société par des conseils de travailleurs*. Cette immersion dans le mouvement de la classe ouvrière les amène aussi à rechercher une liaison avec les secteurs les plus avancés de « Solidarité » : « Solidarité est notre garantie et va nous défendre », disent-ils. Dernier atout des communistes de Torun : leur cohésion. Ils répètent à l'intérieur du parti l'expérience qu'ils ont assimilée dans « Solidarité ». Atomisés, ils subiront

le sort que leur réserve la bureaucratie ; organisés, ils se sentent une force collective, portée par le mouvement de la classe ouvrière tout entière.

C'est le sens des réunions « horizontales », des rencontres organisées avec les oppositionnels d'autres villes. Ce sentiment de force collective et les premiers affrontements avec la bureaucratie, leur font percevoir déjà que la lutte contre l'appareil du parti sera une tâche de longue haleine. Une des premières passes d'armes sera la convocation et la tenue du Congrès. Elle devrait permettre, selon eux, de regrouper les oppositionnels contre ce qu'ils nomment « le groupe le plus anti-socialiste qui existe en Pologne, le Bureau politique ».

Mais aujourd'hui, le problème premier des oppositionnels est de diffuser leurs opinions largement et nationalement, pour les faire prévaloir. Cette bataille se concrétise sur l'exigence d'élections libres pour le Congrès. Une lutte qui pourrait prendre la forme d'une pétition de masse des membres du parti au cours des semaines à venir.

Pour cette bataille, mais surtout dans la perspective de la préparation des affrontements décisifs qui auront lieu avec la bureaucratie du POUP, la question de la liaison qui pourra être établie entre les éléments radicaux et oppositionnels du parti d'une part, et les éléments les plus avancés de « Solidarité » d'autre part, apparaît déjà un enjeu vital aux yeux des communistes oppositionnels. ■

Pierre CAEN,
5 mars 1981.

Le général Jaruzelski (DR).



« Le groupe le plus anti-socialiste qui existe en Pologne : le Bureau politique... »

Iwanow raconte la construction de « Solidarité » à Torun, et son exclusion du POUP...

TORUN, cette ville de 230 000 habitants, à moins de 200 km au sud de Gdansk, jouit ces derniers temps d'un prestige politique qui force l'intérêt dans toute la Pologne. Pourtant, malgré ses industries très nombreuses et son Université, elle semble bien loin du poids politique de grands centres comme Szczecin, Gdansk ou la Silésie. Tout au long du voyage, toutes les personnes que nous avons rencontrées et qui évoquaient le MKZ de Torun apportaient une réflexion pleine d'admiration et de grande considération.

Il n'était pas jusqu'au vice-président du MKZ de Wrocław (le 3e de Pologne avec ses 300 000 syndiqués), qui ne le citait comme un exemple à suivre.

Les militants du MKZ de Torun nous ont emmenés dans

INPRECOR : — Pouvez-vous nous raconter ce qui s'est passé dans le parti au sein de l'entreprise ?

Iwanow : — Ça a commencé par la grève. La plupart des militants du parti de notre entreprise, la « Towimor », étaient du côté de la grève. Il y en avait même qui étaient dans le comité de grève. Et M. Stanichesky était délégué de la grève à Gdansk. Après la grève, nous nous sommes très vite aperçus que « Solidarité » était une garantie pour le peuple. Mais nous nous devions de chercher une garantie à l'intérieur du parti, parce que le parti a déjà subi tant de crises qu'il ne pourrait plus se relever d'une crise supplémentaire... Nous avons pris conscience que la chose la plus importante était de procéder à des élections vraiment démocratiques dans le parti. Malgré la résistance de la direction du parti au niveau de la ville et du département, nous avons pu très tôt, au niveau de notre entreprise, organiser des élections démocratiques, dès le 15 août, en nous servant des statuts du parti qui disent que, lorsque 30 % des militants veulent un vote, on peut le faire.

Après le nouveau vote, sont entrés dans la direction du parti de « Towimor » des gens qui avaient été au comité de grève. La première phase de notre travail a été d'aider « Solidarité », car nous avons vu que c'était très important que le syndicat se développe. Après, nous avons dû nous séparer, car les statuts de « Solidarité » disent que les gens qui ont des fonctions dans le parti ne peuvent pas avoir de responsabilités dans « Solidarité ». Ce n'est pas possible d'avoir deux grandes responsabilités et de les faire bien toutes les deux. Malgré tout, nous avons tout fait pour aider nos camarades du MKZ, parce que nous sommes toujours membres de « Solidarité ».

Nous nous sommes très vite aperçus que l'ordre que nous avions remis dans

notre parti au niveau de l'entreprise, c'était encore trop peu. Nous avons donc cherché à prendre contact avec les autres membres des organisations du parti qui pensaient comme nous. C'est le parti de l'Université qui a le plus vite répondu à cet appel. Nous avons réussi à faire une Commission inter-entreprises. Nous n'avons plus aucune confiance dans ce que disaient les autorités. Elles étaient passives et ne faisaient rien. Les gens qui étaient « là-haut » étaient compromis.

D'abord, 8 organisations du parti sont entrées dans la Commission, fin septembre. Le premier but de cette organisation inter-entreprises était de procéder à des élections réellement démocratiques, et d'élaborer un programme, venant vraiment de la base, pour le Congrès du parti. La Commission n'a pas été accueillie chaleureusement par les autorités de la *voïvodie* (rives). Ils se sont sentis en danger.

Maintenant, il y a 32 organisations regroupées dans la Commission inter-entreprises. La Commission, c'est un organisme qui n'a pas de chef ; il y a une réunion par semaine, et chaque fois c'est quelqu'un de différent qui préside, pour éviter qu'il n'y en ait un qui domine les autres. Tous les textes qui sont élaborés par la Commission circulent dans toutes les organisations de base du parti, et là il y a une discussion et l'on débat pour savoir si on les approuve ou pas.

La base de ces discussions, c'est ce que les militants demandent. Nous nous concentrons sur des problèmes tels que : comment voulons-nous voir évoluer le parti dans l'avenir ? comment travailler avec « Solidarité » ?

Nous avons dégagé deux sujets essentiels : 1) les changements des statuts du parti ; 2) le rôle du parti dans la société.

Nous allons maintenant vous expliquer la nature du conflit qui nous oppose à la direction du parti.

la zone industrielle à « Towimor ». Là, disaient-ils, se trouvait « l'âme du mouvement ». C'est dans cette usine, qui fabrique des machines pour les chantiers navals, qu'en août 1980 tout avait commencé. Dans la foulée de Gdansk, la grève avait démarré. Un comité de grève s'était constitué et — cas rare — les militants du parti en étaient à l'initiative... Puis le vent de « Solidarité » a soufflé à l'intérieur du parti.

Ce sont ces six mois de lutte contre la direction du POUP, dans le parti et avec « Solidarité », que devaient nous raconter les militants communistes de « Towimor » que nous allions rencontrer à l'intérieur même de leur entreprise, au local du parti.

Dans le cadre de la Commission départementale, nous exprimions une divergence : il faut en finir avec cette unanimité qui est la base du développement du parti. Notre organisation à « Towimor » qui a été la première à organiser des élections démocratiques, est la plus radicale de la Commission, et on a trouvé « là-haut » que Stanichesky et moi-même représentons un grand danger pour le parti, que nous étions des « chats noirs » (version polonaise de la brebis galeuse).

Comme nous sommes des ouvriers, nous ne jouons pas les diplomates, nous ne cherchons pas nos mots dans les réunions. Quand nous pensons que quelqu'un est un voleur ou un gangster, nous le disons clairement. Et les gens qui ne veulent pas le renouveau du parti n'entendent pas cela avec plaisir, car ils ne sont pas habitués à travailler comme cela. Ils trouvent qu'il faut toujours applaudir quand le premier secrétaire parle, sans se demander si cela plaît ou non, et ne pas crier de la salle que c'est un idiot et qu'il raconte des balivernes.

Et c'est sur ces problèmes de forme et non de fond qu'a été prononcée mon exclusion du parti, un peu à la manière de l'Inquisition. Un dimanche, on m'a fait savoir que je devais venir à une conférence le lundi, et le lundi on m'a exclu, ce que l'organisation de l'usine a refusé. Et comme ça, je suis le premier secrétaire du parti qui n'est pas dans le parti ! (rires).

Bien sûr, j'ai écrit une lettre, mais, depuis 3 mois, je n'ai pas de réponse ; il est vrai que la Commission doit avoir beaucoup de travail pour exclure d'autres militants qui sont de plus gros poissons que moi ! Aujourd'hui, la Commission de contrôle du parti va venir pour discuter (rires) de mon cas. C'est un jeu pour gagner du temps, car cette Commission ne peut rien faire pour étayer cette décision. Elle veut gagner du temps. Je ne m'en fais

pas outre mesure et je continue mon travail.

— Comment voyez-vous la suite de la préparation du Congrès ?

— Nos positions sont majoritaires dans le parti. Seuls quelques milliers — avec leurs familles qui se portent bien — cherchent à se défendre...

— A votre avis, est-ce que la direction a les moyens d'empêcher que le programme que vous défendez arrive au Congrès ? A-t-elle les moyens de bloquer le processus ?

— Ils veulent étouffer tout cela, mais maintenant, on entend parler de la même chose dans toute la Pologne. Il y a aussi « Solidarité » qui est notre garantie et qui va nous défendre.

— Comment pensez-vous imposer des élections démocratiques à tous les niveaux avant le Congrès ?

— C'est ici, à Torun, que la première étape se déroule. Il y aura des votes pour le Comité départemental avant la fin mars. Ici, nous avons imposé ce vote. Peut-être que si le premier maillon de la chaîne casse, toute la chaîne va casser. Comment imaginons-nous ces votes démocratiques ? Organisés comme dans « Solidarité ». Il y a, dans les règles actuellement en vigueur dans le parti, plusieurs points qui ne sont pas démocratiques et que nous voulons changer. Le nombre des candidats est limité, cela ne doit pas continuer ainsi. Les votes peuvent être manipulés, parce que tout le monde n'est pas délégué ; on fait venir quelqu'un de Varsovie et il est élu. Ces deux pratiques anti-démocratiques courantes sont très négatives.

Ici, dans nos discussions, nous allons encore plus loin. Nous pensons qu'il serait bon que les autorités du parti soient élues par vote au suffrage direct à tous les niveaux. Par exemple, en réunion du parti, pour élire un secrétaire, il y aurait plusieurs candidats, chacun exposerait son programme et enfin on voterait en connaissance de cause. Chacun, en votant pour son candidat, se sentirait responsable de celui qu'il choisirait.

Nous avons aussi pensé au rôle du parti. Jusqu'à présent, notre parti a eu un rôle qu'il ne devait pas avoir : il double les fonctions de l'Etat (administration, police). C'est pourquoi nous pensons que devrait disparaître ce doublage de l'appareil d'Etat dans tous les domaines, par l'appareil du parti, cette bureaucratie.

Nous devons aussi réfléchir au rôle du PC dans l'entreprise tel qu'il devrait être. Il devrait être une force de proposition sur tous les problèmes et non pas un instrument de gouvernement. Je voudrais avoir un tel parti dans notre pays. Pour rentrer dans ce parti, on devrait attendre un an ou deux, pour montrer ce qu'on sait faire, pour avoir la qualité et non la quantité.

— On a parlé d'autogestion au niveau de l'entreprise, mais comment envisagez-vous cela au niveau de la société, pour que ce soient vraiment les travailleurs qui décident ?

— Maintenant, on dit que les usines nous appartiennent ; c'est faux. Elles sont dans les mains du gouvernement. Le gouvernement est dirigé par un groupe très restreint, même pas tout le Bureau politique du parti, mais seulement quelques-uns. Et c'est eux qui décident. La société n'a aucune influence, et elle supporte les conséquences de toutes leurs décisions. C'est pourquoi nous pensons devoir faire cette réforme le plus vite possible. Comment doit être cette réforme ? Faire le ménage dans toute la Pologne...

Moi, je pense que les entreprises doivent avoir une plus grande autonomie et il faut arriver à ce que les travailleurs décident. Je m'imagine cela comme un corps de conseils de tous les travailleurs qui auraient des parts dans l'entreprise. On ne pourrait bien sûr pas les vendre, il ne s'agit pas de cela, car celui qui aurait le plus d'argent gagnerait. Les travailleurs pourraient décider comment doit se développer l'entreprise, comment partager, comment embaucher ; cela serait une réforme de toute l'administration de l'entreprise. Le *marketing* devrait être développé.

— Avez-vous des contacts avec des gens qui sont d'accord sur les mêmes projets dans d'autres villes ? Et quels types d'échanges avez-vous ?

— Oui, nous avons des échanges, surtout avec Gdansk et Cracovie. Nous nous envoyons du matériel, nous nous rencontrons. Mais ce que nous disons rencontre une forte résistance, car une telle réforme limiterait beaucoup l'administration, surtout à Varsovie.

— Ne pensez-vous pas justement que la direction du parti, qui s'est déjà

affrontée à « Solidarité », voyant que des gens comme vous la remettent en cause, va réagir violemment ?

— Nous n'avons pas d'autres solutions. Nous devons voir le plus possible de gens qui pensent comme nous, les éduquer, les informer. Mais nous faisons déjà cela, nous avons beaucoup de réunions où nous en discutons. Il faut que les gens cessent d'avoir peur.

— Pensez-vous que le débat continuera après le Congrès ?

— Bien sûr.

— Comment voyez-vous la collaboration entre les radicaux du parti et « Solidarité » ?

— Il y a beaucoup de domaines où nous pensons la même chose, surtout dans le domaine de la politique sociale. Ni le parti ni « Solidarité » ne peuvent être isolés des problèmes du moment. Dans les conditions actuelles, vouloir, comme le dit le gouvernement, que « Solidarité » se concentre simplement sur les problèmes économiques est impossible. Ce qui nous différencie d'avec « Solidarité », c'est la politique internationale. Nous sommes dans des conditions tout à fait particulières. Malheureusement, dans votre pays, vous avez des conditions meilleures. Evidemment, je ne parle que de la météo ! (rires).

Fin de l'entretien due à l'arrivée dans les locaux du parti de l'usine de la Commission de contrôle du parti...

Propos recueillis par Pierre CAEN
Torun, février 1981.

Lech Walesa (DR).



« Le radicalisme de "Solidarité" passe dans le parti... »

Un entretien avec Kopycinski, vice-président du MKZ de Wrocław

INPRECOR : — Quel bilan tirez-vous, ici à Wrocław, troisième concentration des forces de « Solidarité » avec 300 000 syndiqués, de la réunion de la Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité », qui s'est tenue à Gdansk le 15 février dernier ?

Kopycinski : — Il a été question du moratoire proposé par le gouvernement. Si le gouvernement reconnaît et respecte « Solidarité », on peut respecter le moratoire et écouter les autres propositions gouvernementales.

— Depuis l'enregistrement du syndicat, quels sont les problèmes rencontrés dans sa construction ?

— Il y a des problèmes courants à l'intérieur du MKZ, c'est-à-dire le problème de l'organisation des services spécialisés, des sections, de la répartition des responsabilités personnelles, des cours de formation pour les militants des entreprises. Il y a aussi le problème de l'organisation des élections syndicales, avec la formation des adhérents à ce principe des élections démocratiques, et la surveillance de la régularité de ces élections. Le deuxième grand problème rencontré étant la réponse de « Solidarité » à la politique gouvernementale, répressive, une véritable politique de force.

— Où en sont les élections aujourd'hui ?

— Elles sont terminées aux trois quarts. Il reste à peu près six cents organisations de base à élire. Cela sera terminé dans deux ou trois semaines. On prépare aussi les élections au niveau régional. Il y a des documents partiellement élaborés : statuts internes, fonctionnement du pouvoir régional, et aussi le projet d'organisation d'élections démocratiques au niveau régional. On est en train de discuter rapidement de ces problèmes, car il faut remplacer aussi vite que possible, par des responsables élus, les MKZ qui se sont constitués à partir des grèves.

— Est-ce que les discussions pour élire les responsables se font à travers l'expérience des luttes (Jelenia Gora par exemple) ? Est-ce que différents avis s'expriment ?

— L'achèvement des élections se fera de telle façon qu'on terminera d'abord celles de Wrocław pour pouvoir aider à

l'organisation des élections dans les petites *voivodies*. Le découpage des régions suivra le découpage administratif, mais ce ne sera pas une formule stricte, car les grosses villes comme Wrocław — avec ses experts, ses conseillers, ses cadres syndicaux, ses universitaires — pourront avoir un rôle « pilote » par rapport aux *voivodies* plus faibles. Le MKZ de Wrocław, par exemple, aidera onze *voivodies*. A propos de Jelenia Gora, le MKZ de Wrocław considère cela comme un conflit individualisé à régler sur place par « Solidarité » au niveau de la *voivodie*. Ce conflit a été extrêmement positif pour « Solidarité » de Jelenia Gora, car ils n'avaient pas fait grève en août dernier, et cela leur a permis d'avoir de nouveaux liens internes, une autre optique de l'unité.

— Comment se passent les discussions à propos des élections dans un comité de base ?

— On examine les candidats, c'est-à-dire leur comportement antérieur dans « Solidarité », leur passé, leur appartenance, leurs prises de positions « avant ». Ce qui est très important, c'est qu'avant août, il y avait des gens qui avaient une sacrée trouille, qui ne bougeaient pas et qui maintenant font beaucoup de bruit, autour d'elles, alors on s'en méfie un peu. Par contre, on cherche plutôt des gens qui ont fait preuve d'un certain courage durant toute cette période. On prend aussi en considération ce qu'on attend des élus, ce qu'ils peuvent apporter.

— Comment se passe le fonctionnement par mandat entre la Commission nationale et les structures de base ?

— Le principe de « Solidarité », c'est de respecter le caractère spontané et autonome des aspirations des gens ; c'est-à-dire qu'on attend des responsables élus qu'ils suivent l'avis et les revendications de leurs électeurs, les initiatives doivent monter de la base. Par contre, le MKZ, avec l'aide de ses experts, prépare un certain programme de travail, qui sera accepté ou non par les organisations de base. Ce sera une proposition et non une recommandation. Sur le plan des valeurs que nous défendons, nous favorisons les valeurs nationales contre ce qui nous est importé de l'Est. Par exemple, nous sommes une société fortement empreinte de traditions chrétiennes. Nous cultivons donc ces valeurs, plus comme des valeurs éthiques et morales qu'en tant que défense d'un courant religieux.

— Comment ce qui est décidé dans une Commission nationale est-il discuté à la base ?

— Justement, l'exemple est fourni par l'affaire des samedis libres. La Commission nationale (KKP) s'est trouvée obligée d'agir vite, du fait de l'attitude du gouvernement. Normalement, la démarche devrait être la suivante : le gouvernement présente à « Solidarité » un projet que les experts de « Solidarité » peuvent évaluer et étudier. Ensuite, une discussion peut s'enclencher dans le syndicat. Dans les faits, ça ne s'est pas passé comme ça par la faute du gouvernement. La Commission nationale a été obligée d'écarter très vite ce conflit, en agissant au nom de tout « Solidarité », pour pouvoir se concentrer sur d'autres questions très importantes pour la survie du syndicat.

— Quelle est votre appréciation sur le problème de l'élargissement de la Commission nationale (KKP), qui a pour but d'associer le maximum de gens aux décisions, tout en gardant un souci d'efficacité ?

— Comme solution immédiate, c'est justifié, mais à long terme, c'est la pratique qui tranchera. Actuellement, la Commission nationale est un ensemble de gens qui doivent élaborer leurs méthodes de travail, leur façon de s'entendre, avec comme but le renforcement de l'efficacité de la Commission nationale.

— Quelle est votre appréciation sur les délais de négociation concernant la loi sur le droit de grève ?

— Le fait que « Solidarité » existe depuis des mois dans le cadre d'un vide juridique complet est assez défavorable, car il y a des tas de choses qui ne sont pas réglées dans les rapports entre « Solidarité » et la société, ce qui fait que c'est uniquement la pratique et les lignes directrices issues des accords de Gdansk qui guident notre comportement. Mais, à cause de ce vide juridique, « Solidarité » est exposé au chantage gouvernemental. Le dernier décret gouvernemental anti-grève en donne la preuve. Avec la loi, ça n'aurait pas pu se passer comme ça.

— Pouvez-vous préciser vos appréciations sur les changements au niveau du gouvernement ? Est-ce positif pour « Solidarité » ?

— Il y a des indices qui nous font

donner un avis favorable à ces changements, car le général Jaruzelski est considéré comme quelqu'un de raisonnable. On peut croire qu'il comprend la raison d'Etat polonaise. Deuxièmement, il est reconnu que 81 généraux polonais ont signé une déclaration disant qu'en cas d'intervention soviétique, l'armée polonaise s'y opposerait, et on peut présumer que le général fait partie de ces signataires. Troisièmement, en 1976, le général s'est opposé à faire intervenir ses soldats contre les ouvriers. Ce ne sont que des indices de départ. On peut espérer, mais on ne peut être sûr...

— Vous pensez donc que ce gouvernement ne va pas aggraver les choses ?

— On peut espérer une amélioration des relations entre le gouvernement et « Solidarité », mais ce ne doit pas être une espérance qui nous guide pour d'autres démarches. Car l'essentiel, maintenant, c'est de répondre tranquillement aux exigences de la société, et la société c'est presque la même chose que « Solidarité ».

— Les discussions à la Commission mixte gouvernement-syndicat à propos du droit de grève montrent que le gouvernement veut codifier tous les cas de grève. Qu'en pense le MKZ de Wrocław ?

— « Solidarité » va s'opposer à cette façon de régler les problèmes, car la volonté du gouvernement est contraire au droit de grève. Etant donné que « Solidarité » veut répondre aux exigences de la société, on veut conserver la position exprimée dans les statuts de « Solidarité ».

— La question du droit de grève est-elle le prochain test avec le gouvernement ?

— On peut envisager cela comme le prochain affrontement, mais cela dépend du gouvernement, dans tous ses rapports avec « Solidarité » et dans le détail de toutes ces questions.

— Que pensez-vous de ce qui se passe dans le POUP ?

— Les instances du parti doivent suivre les courants radicaux qui se sont manifestés à la base, sinon ces instances seront renversées. Elles perdront leur base, ce qui est leur raison d'exister. Ce qui se passe à la base, c'est que le radicalisme de « Solidarité » passe dans le parti au travers des membres qui sont à la fois au parti et à « Solidarité ». Et ces membres-là n'ont rien à perdre. C'est pourquoi, ça commence à revendiquer du côté du parti... Les directions vont essayer de calmer un peu ce mouvement, mais le parti ne pourra aller trop loin, car il court le risque de perdre sa base, et chaque recul de la base radicale peut provoquer une contre-attaque de la direction, ce qui peut être dangereux pour le parti et pour nous.

— Quand vous dites que le parti doit suivre les courants radicaux, pensez-

vous qu'il y aura une grande résistance de la direction ?

— Bien sûr, la direction va suivre en freinant, car la base du parti remet en question des privilèges qui ne sont pas légitimes ni justifiés. Ils vivaient sur notre dos à nous, volaient nos biens, nos forces sociales et matérielles.

— 10 millions de travailleurs disent maintenant : « C'est nous qui nous nous représentons ! ». Dans le parti, la base dit que ce n'est pas la direction qui la représente. Alors, qui représente qui ?

— Maintenant, c'est « Solidarité » qui seul représente les travailleurs, parce que même les ouvriers qui étaient cooptés à la direction du parti n'étaient que des paravents aux manœuvres des *apparatchiks*.

— Avez-vous le sentiment que les discussions qu'il y a dans le parti sont très importantes, à la fois pour le POUP, mais aussi pour « Solidarité », ou est-ce que c'est marginal ?

— A l'intérieur du parti, la direction devra tenir compte de ces tendances et les suivre. A l'extérieur, on prend conscience que le parti n'est pas une organisation homogène, qu'il y a le parti et l'appareil du parti. Ce sera un choc que le parti devrait « avaler » plus facilement qu'un choc venu de l'extérieur, car si c'était fait par « Solidarité », ça donnerait à la direction du POUP un argument pour se défendre. Il faut favoriser le fait que le parti se mette en ordre avec lui-même.

— Même s'il n'y a pas de manipulation extérieure, c'est tout de même « Solidarité » qui a permis la prise de conscience à la base du parti.

— Oui, ce sont les événements qui

ont provoqué un processus de prise de conscience dans le parti.

— Le processus vous semble-t-il important pour la suite du mouvement ?

— Ce qui se fait au parti n'est pas limité au parti, parce que même les élections qui vont se poursuivre au parti devront être plus démocratiques qu'avant, même si elles n'ont pas le même aspect de démocratie que les élections de base dans les entreprises. La direction va se battre pour garder ses privilèges de caste, de groupe pourri et corrompu. Cela aura obligatoirement des conséquences dans le fonctionnement du pouvoir, dans le fonctionnement des organes constitutionnels, dans les élections parlementaires. Les prochaines élections, même si elles sont influencées par le parti, seront plus saines.

— Est-ce que le principe très simple des élections directes, avec multiplicité des candidatures, adopté par « Solidarité », vous paraît souhaitable au niveau de toute la société, si la pression du « grand frère » n'était pas si forte ?

— Le « grand frère » mis à part, ces élections pourraient aboutir à la véritable représentation des gens du peuple, tandis que maintenant on est représenté par des inconnus. Si on avait des élections parlementaires libres, on n'aurait pas le communisme tel qu'il est conçu et appliqué ici. Déjà, sur le plan de « Solidarité », dans plusieurs de ses activités, on voit des forces qui ne se manifestaient pas avant dans la société. Et ces gens qui n'avaient comme perspective qu'une pauvre petite carrière professionnelle donnent l'exemple de ce qui pourrait être fait.

Propos recueillis par Pierre CAEN, Wrocław, février 1981.

Stanislaw Kania déposant une gerbe au pied du monument dédié aux victimes de la tuerie de Gdansk en 1970. Après avoir « chevauché le tigre », la bureaucratie, aiguillonnée par le Kremlin, accentue sa contre-offensive et multiplie les « provocations » pour tester la résistance des ouvriers polonais (DR).



Projet de loi syndicale : « Une volonté du gouvernement de limiter toutes les libertés syndicales... »

Le point de vue d'un conseiller juridique de « Solidarité » de Wrocław

Notre interlocuteur est conseiller juridique du Comité de Wrocław de « Solidarité », il est également membre du POUP.

Conseiller juridique de « Solidarité » : — Je ne sais pas quand le projet de loi syndicale sera prêt à être discuté, il est actuellement connu de 50 personnes. Ce sont les spécialistes des commissions *ad hoc* qui élaborent les projets. La Commission est composée de membres de « Solidarité » et de représentants du ministère de la Justice et des autres ministères.

INPRECOR : — Quelle est, à ton avis, la raison de ces retards dans l'élaboration du projet de loi syndicale ?

— Les explications sont diverses. On dit qu'il y a des divergences profondes entre les membres des commissions, mais ce n'est pas vrai, parce qu'il y a un mois que les textes sont préparés et ils sont tous acceptés par les membres des commissions ; on dit que le gouvernement veut prolonger le travail sur le projet, mais en fait c'est un phénomène nouveau dans notre situation : ce projet de loi qui accepte le pluralisme syndical, c'est complètement choquant pour les juristes des autres pays socialistes.

— Quels ont été les principaux points de discussion sur la loi syndicale ?

— La question principale est celle du caractère des unions syndicales ouvrières, puis quels groupes professionnels doivent avoir le droit de former des syndicats. C'est cette question qui est la plus importante et qui englobe la question de la représentation des paysans.

Une autre question est celle du droit de grève, une autre, celle de la représentation syndicale au sein de l'entreprise. Jusqu'à l'année passée, notre droit du travail prévoyait simplement la compétence unique d'un syndicat pour exprimer les opinions de tous les travailleurs dans le domaine des droits du travail. Et maintenant, comme nous avons beaucoup de syndicats, la question est de savoir quel syndicat doit représenter les travailleurs, quel syndicat doit avoir le droit de conclure des contrats de travail par exemple. « Solidarité » propose de réserver ces droits au syndicat qui regroupe le plus de monde, d'autres disent que tous les syndicats doivent avoir les mêmes droits.

— Peux-tu faire précisément le point des discussions. Par exemple, tu m'as cité

le droit de grève, tu m'as cité la représentation des syndicats dans l'entreprise, leur rôle et la question du droit à se syndiquer. Est-ce que tu peux faire le détail des arguments avancés devant la Commission nationale par les représentants du gouvernement et des arguments que vous, vous avez défendus ?

— La Commission se compose de différents éléments. Elle a été fondée par notre Conseil d'Etat. En somme, on peut dire qu'il y a deux points de vue : celui de « Solidarité » et celui des autres personnes de la Commission qui, elle, regroupe à la fois les représentants des syndicats de branches, des syndicats autonomes et les nouveaux syndicats qui sont maintenant enregistrés depuis quelques mois. Car nous avons maintenant 3 groupes de syndicats...

— Qu'est-ce que ces syndicats autonomes représentent en nombre et en forcé ?

— Ces syndicats autonomes regroupent un petit nombre de personnes. Les principes de fondation de ces syndicats sont assez complexes ; il y a des syndicats autonomes nationaux qui regroupent des cadres ; il y en a qui regroupent des travailleurs de la même profession. Par exemple, il y a le syndicat autonome des médecins qui regroupe à peu près 120 personnes, etc.

Les syndicats de branche ? Je pense qu'actuellement sur 5 travailleurs polonais, 4 sont membres de « Solidarité » et 1, membre des syndicats de branches. Ce sont les proportions actuelles.

— Par exemple, sur le droit de grève, quelles ont été les discussions ?

— En ce qui concerne cette question, il y a une grande divergence d'opinions entre les syndicalistes et les représentants du gouvernement. Le gouvernement veut absolument réglementer les conditions justifiant une grève, pour limiter les grèves totalement, absolument. Dans le projet, on peut rencontrer des opinions syndicalistes, mais on a de fait exclu le droit de grève, parce que les limitations qui le définissent sont assez nombreuses et strictes pour le rendre inopérant. Un des grands problèmes posés par la loi est le suivant : est-ce que la loi doit être générale ou détaillée ? Mon opinion personnelle est que la loi doit être très générale. Beaucoup de syndicalistes voient dans la réglementation détaillée

une volonté du gouvernement pour limiter toutes les libertés syndicales. Maintenant, je vois 3 points essentiels à discuter : le droit de grève, le droit à se syndiquer et la question de la représentation syndicale au sein de l'entreprise. Il y a différents points de vue : l'un favorise le comité qui regroupe « Solidarité » et tous les autres syndicats de l'entreprise, c'est plutôt le point de vue du gouvernement ; le point de vue de « Solidarité » c'est de donner aux syndicats le droit de représenter les travailleurs, chaque syndicat représentant ses adhérents. Par exemple, un directeur qui veut licencier un travailleur doit s'adresser aux syndicats. Les autres questions concernent « Solidarité rurale ».

— Dans la loi syndicale, quel est le rôle attribué aux syndicats dans la vie du pays et dans l'entreprise ? Ce qu'ils peuvent et doivent faire dans une entreprise et dans la société en général est-il codifié ?

— Il y a également deux appréciations en ce qui concerne cette question. L'appréciation gouvernementale se fonde sur l'opinion que les syndicats doivent être des syndicats dans le sens strict du mot, c'est-à-dire simplement la représentation professionnelle des travailleurs et c'est tout. « Solidarité » pense que le syndicat doit représenter naturellement l'intérêt professionnel des travailleurs, mais qu'il doit aussi veiller à l'application des accords intervenus, cela veut dire l'application de plates-formes d'action syndicales beaucoup plus larges, d'autant plus que « Solidarité » est la continuation des comités de grève qui ont signé les accords ; « Solidarité » doit avoir un droit de regard sur leur exécution. On reproche à « Solidarité » de faire des grèves qui ne sont pas couvertes par les textes des statuts, alors qu'elles sont tout de même couvertes par le texte des accords. Il y a des suggestions gouvernementales selon lesquelles « Solidarité » ne doit pas faire de politique, mais c'est une suggestion assez stupide, car il n'y a pas de syndicat qui ne fait pas de politique. A mon avis, le syndicat ne peut pas être un groupe politique, c'est-à-dire mener une action tendant à s'emparer du pouvoir politique, mais il n'y a pas de possibilité d'actions qui n'aient pas un caractère politique. Maintenant, beaucoup d'actions de « Solidarité » sont considérées comme politiques par les sphères gouvernementales. Alors, la loi doit préciser la différence, pour le fonctionnement des syndicats, entre ce qui est

de nature politique, et ce qui est du domaine de la vie sociale et économique.

— Quelles sont les échéances pour l'élaboration de la loi et sa mise en application ?

— La Commission mixte du Conseil d'Etat a décidé de constituer 3 sous-commissions qui discuteront de la loi de façon détaillée. Je pense que, dans un délai de 1 mois ou 2, le projet sera soumis à la consultation de toute la société.

— Sur la question du droit de grève, comme il y a deux approches très différentes et contradictoires — celle que tu as décrite comme étant la vôtre et celle du gouvernement —, est-ce que tu penses qu'un projet de loi qui serait très restrictif est souhaitable de votre point de vue ?

— A mon avis, ce projet ne doit pas être accepté par « Solidarité », en ce sens que toutes les lois détaillées en ce qui concerne le droit de grève se sont révélées très inefficaces dans tous les pays. C'est un argument supplémentaire en faveur de la réglementation très générale de la législation sur cette question. Je ne suis pas bien sûr que « Solidarité » comprenne très bien les conséquences possibles de la stricte réglementation, parce que, dans la Commission qui élabore le projet de loi, il n'y a pas de juriste spécialisé dans le droit du travail qui soit membre de « Solidarité ». Il y a donc un petit danger pour que le juriste qui représente l'Etat ne règle l'affaire à sa manière.

— D'après les discussions que tu as suivies dans « Solidarité », est-ce que tu penses que « Solidarité » accepterait une loi qui soit restrictive ?

— Il est très difficile de répondre. Je ne sais pas. C'est d'autant plus difficile de répondre que nous ne connaissons que l'opinion d'un petit nombre de personnes, celui des spécialistes. Le projet n'a pas été soumis à l'opinion publique jusqu'à présent.

— Et ces spécialistes qui travaillent avec toi pour « Solidarité », sont-ils de ton avis ou d'un avis contraire sur cette question ?

— C'est comme avec tous les spécialistes : il y a beaucoup d'opinions différentes. Les opinions sont également différentes chez les spécialistes de « Solidarité ». Il y en a qui pensent que, même restrictif, ce projet de loi est un bon projet et qui poussent à ce que ce projet de loi soit accepté. Une autre question très importante, c'est la coordination du travail de cette Commission avec le travail des autres commissions qui élaborent d'autres projets de loi très importants, par exemple le projet sur l'autogestion.

— Où en est la discussion de ce projet ?

— Cette Commission qui élabore le

projet sur le droit à l'autogestion a déjà élaboré les thèses de la loi. Il y a une autre Commission qui a élaboré un projet de réforme du Code du travail. Ces Commissions se contredisent entre elles ; le Code du travail, le droit syndical et la loi sur l'autogestion, et encore la loi sur l'inspection du travail, on ne s'y retrouve plus.

— Ne penses-tu pas qu'il soit dommage que sur des questions aussi importantes que le droit de grève — qui concerne l'ensemble des travailleurs polonais —, la discussion soit cantonnée à un débat entre experts ? Ne crois-tu pas que cela devrait être un débat au sein de l'ensemble des MKZ ?

— Oui, je pense maintenant que ce projet de loi doit être discuté par tout le monde, et pas seulement par les experts. Maintenant, notre Comité de région prépare une vaste discussion du projet, à l'initiative des comités de Wroclaw. J'ai l'impression que le Comité central de notre région est trop engagé dans l'action « au jour le jour », et qu'il n'a pas assez de temps pour se pencher sur les questions générales comme le projet de loi. Je pense que « Solidarité » a besoin d'élaborer une ligne générale sur les questions politiques, sociales, économiques et juridiques. Maintenant, il faut savoir que le syndicat est pressé par l'action quotidienne.

— Dans certaines discussions a été soulevé le problème des conseillers nationaux de « Solidarité », des experts qui pourraient engager en secret des négociations sans discussions préalables dans « Solidarité ». Penses-tu que, sur la question du droit de grève, il y ait ce risque ?

— Oui, c'est possible. Le sentiment des syndicalistes est qu'il y a une tendance à la centralisation de la vie syndicale et que les membres du syndicat sont informés par la Commission nationale de « Solidarité » de l'action. Il y a une exigence de démocratie. Il faut prendre le temps d'en discuter.

— Quelles sont, à ton avis, les possibilités d'allier deux aspects : une efficacité nationale, et donc des gens qui dirigent tout en étant représentatifs de l'ensemble des opinions existantes dans « Solidari-

té », et une intervention efficace ? Par exemple, sur la question du droit de grève ? En avez-vous déjà débattu sur la région de Wroclaw ?

— Je pense que la situation idéale serait que toutes les actions syndicales soient efficaces et démocratiques. On peut dire que l'organisation du syndicat doit être fondée sur le principe de la centralisation et de la démocratie, c'est-à-dire que toute décision doit être prise démocratiquement, d'où la nécessité d'une discipline syndicale et de la centralisation. Il est nécessaire d'harmoniser les statuts et la construction du syndicat pour répondre à ces principes démocratiques. Et c'est très difficile, particulièrement dans « Solidarité », parce que c'est un mouvement un peu jeune. Les travailleurs qui sont militants ne sont pas très expérimentés.

— Sur cette question, est-ce qu'il y a des propositions précises du Comité de Wroclaw ?

— Seulement des suggestions exprimées à la Commission nationale. En général, je pense que la vie syndicale est très démocratique et que les questions importantes, comme les décisions de grèves, sont prises dans les structures de base du syndicat. Par exemple, la décision de grève de Jelenia Gora a été prise par la base. La Commission nationale de coordination (KKP) de « Solidarité » a seulement été informée du déclenchement de la grève. Maintenant, il y a une tendance à renforcer les positions de la Commission nationale dans les structures d'organisation de notre syndicat. Par exemple, on exige maintenant que le déclenchement d'une grève soit approuvé par la Commission nationale du syndicat.

— Est-ce que tu penses que cette décision est temporaire, à cause de la situation actuelle, ou est-ce que c'est un principe syndical qui doit être conservé à l'avenir ?

— Je pense que cela répond à l'exigence de la situation actuelle, mais qu'il peut y avoir plus de souplesse par la suite.

Propos recueillis par Pierre CAEN, Wroclaw, février 1981.

Lech Walesa à l'usine de montage automobile « Fiat-Polski » (DR).



« Nous croyons beaucoup à cette alliance entre les ouvriers et les paysans... »

Un entretien avec un membre du présidium de « Solidarité rurale »

de la région de Gdansk

INPRECOR : — Quelle est la force de « Solidarité rurale » aujourd'hui, et combien de membres compte-t-il ?

Jan Groth : — Je pense que près de 60 % des paysans individuels sont affiliés à « Solidarité rurale ».

— Qu'est ce que cela signifie en chiffres ?

— Cela dépend des statistiques que vous utilisez. Les statistiques officielles disent qu'il y a 3 millions de paysans individuels, mais elles n'incluent pas les fermiers qui produisent à moitié pour les fermes d'Etat, ni les éleveurs de poulets qui sont pourtant des fermiers individuels. Mais, même si on ne les compte pas, il y a environ 1,5 million de paysans qui se sont affiliés au nouveau syndicat.

— Est ce qu'il y a des régions qui sont plus avancées que d'autres dans l'organisation ? Lesquelles ? Est-ce qu'au contraire certaines provinces n'ont pas été touchées par le mouvement ?

— Il n'y a plus aucune région qui n'ait été touchée pour le mouvement. Les régions où l'organisation est la meilleure sont le Sud, la région de Poznan à l'Ouest et la région de Szczecin dans le Nord. Dans notre région — ici autour de Gdansk — l'organisation est la plus poussée dans les *voivodies* d'Elbag, de Torun, de Bydgosz et de Gdansk même. Dans la partie orientale de la Pologne — Bialystock et même Olsztyn — l'organisation n'est pas très bonne. Il n'en sont encore qu'au début.

— Quelle sorte d'organisation existe-t-il au niveau local ? Est-ce que les paysans font des réunions dans les villages ? Comment organisent-ils leurs luttes ?

— Nous ne voulons pas imposer un type d'organisation particulier pour les paysans au niveau local. Nous n'allons pas du centre du syndicat vers les villages pour leur proposer un certain nombre de choses. Nous voulons que l'organisation se développe à partir de la base, nous voulons que les initiatives viennent des paysans eux-mêmes. Aujourd'hui, l'action à l'échelle locale n'est pas très élevée. Mais les paysans commencent à organiser des réunions dans les villages auxquelles ils invitent des représentants du syndicat pour qu'ils prennent la parole. Dans ces réunions, les discussions portent sur les

luttes à mener et les revendications à avancer. Mais il ne fait pas de doute que le processus est encore lent. Cela prend beaucoup de temps à organiser ce genre de choses à partir de la base. Mais c'est le meilleur moyen, parce que c'est comme cela que les paysans comprendront que ce sont eux qui dirigent leur mouvement. L'une des activités importantes qui a été développée, c'est l'envoi de délégations à la ville, au centre de « Solidarité rurale » dans chaque région.

— Pourquoi est-ce que le gouvernement refuse de vous reconnaître comme syndicat ?

— Pour le gouvernement, la fondation d'une deuxième organisation — qui serait complètement indépendante du parti et du gouvernement — signifierait perdre totalement le contrôle sur la société.

Ils ont déjà perdu le contrôle sur les ouvriers, maintenant ils risquent de perdre de la même manière le contrôle sur les paysans. C'est ce qui les effraie. C'est un grand danger politique pour eux. Reconnaître notre syndicat signifierait également que les organisations qui existent et qui prétendent représenter, elles aussi, les intérêts des paysans — comme les organisations paysannes officielles ou comme, par exemple, le Parti paysan, qui est censé représenter nos intérêts au niveau politique —, soient complètement vidés de toute substance. C'est une menace importante pour le pouvoir de voir l'un de ses piliers s'effondrer.

Une légalisation des syndicats paysans ne pourrait de plus que favoriser l'action des artisans qui feraient rapidement la même chose que nous. Ils veulent déjà constituer un syndicat des artisans. Cela signifierait en retour que le prétendu Parti démocratique perdrait son rôle et sa fonction, qui est à la fois de contrôler et de représenter les artisans. Cela serait une perte de pouvoir supplémentaire pour le gouvernement. Enfin, nous savons que le gâchis des ressources agricoles incombe au gouvernement. Il est responsable de tout ce qui va mal dans l'agriculture, y compris du trucage des données statistiques. Dès lors que notre syndicat « Solidarité rurale » sera réellement constitué, il va commencer à chercher à savoir ce qui se passe exactement et qui sont les responsables. Ils craignent bien évidemment ce genre d'activités...

— Cela me conduit à la question suivante : quelles sont les revendications centrales des paysans ?

— La revendication la plus importante, c'est la défense du droit à la propriété privée de la terre. Nous voulons que soit introduit dans la Constitution polonaise le fait qu'en Pologne l'agriculture devrait être principalement fondée sur l'exploitation familiale de la terre.

Nous luttons aussi pour que les cercles paysans soient transformés, non pas en organisation de type syndical, mais en véritable organisation de service pour les agriculteurs. Ces cercles doivent rester aux mains des paysans pour leur rendre service. La revendication suivante est que les sommes qui sont régulièrement versées au gouvernement restent dans les villages pour que les paysans puissent décider eux-mêmes de ce qu'il faut faire de cet argent : acheter une nouvelle machine ou creuser un système de canalisation par exemple. Nous ne croyons plus au gouvernement. Ils nous ont promis, après la guerre, qu'ils allaient utiliser l'argent de ce fonds pour électrifier la campagne et que cela serait achevé en 10 ans. 36 années se sont écoulées, et ce n'est pas encore fini. Maintenant nous voulons que ce soit nous qui décidions de l'utilisation de l'argent de ce fonds.

Ensuite, nous voulons qu'un plus grand soin soit pris des enfants à la campagne, notamment en ce qui concerne l'éducation qui se fait dans de très mauvaises conditions. Il est difficile d'imaginer la situation des enfants dans les campagnes si vous ne l'avez pas vue. Il faut qu'ils se lèvent de très bonne heure le matin pour aller jusqu'à l'école qui peut être éloignée de 10 km. L'amélioration des conditions de vie des enfants est une revendication importante, mais nous demandons aussi une amélioration de la vie culturelle dans les villages.

Une autre revendication importante, c'est l'introduction d'une juste répartition des outils et des machines pour le travail dans les champs. Ce qui signifie en finir avec les privilèges des fermes d'Etat qui sont aujourd'hui énormément favorisées pour les dotations en machines. Nous voulons décider nous-mêmes que les machines soient distribuées de façon équitable, la même chose en ce qui concerne les engrais.

— Quelles sortes de luttes êtes-vous prêts à mettre en œuvre pour faire aboutir vos revendications ?

— Il est évident que les paysans ne peuvent pas quitter leurs terres. Ils ne vont pas non plus se mettre en grève. Nous ne pouvons faire aucun blocus des livraisons de nourriture aux villes, car cela aurait immédiatement de graves conséquences pour les ouvriers. Nous devons compter sur l'aide que peuvent nous apporter les ouvriers. Ce sont nos frères et ils nous aideront à organiser des actions de protestation. On peut faire que 1 000 ouvriers et paysans se rendent auprès des représentants du régime dans la région, chacun portant une pancarte avec l'une de nos revendications. La fois suivante, ce seront 1 000 autres personnes qui se déplaceront avec les mêmes revendica-

tions. Nous pouvons également organiser des manifestations de protestation. Ce sont les principaux moyens d'action dont nous disposons.

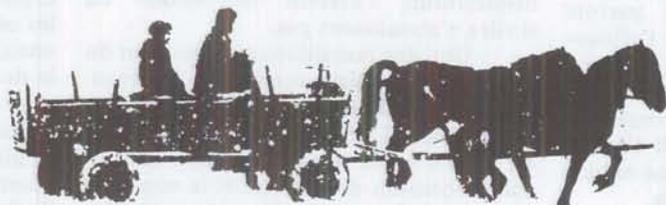
Mais je peux vous dire, puisque je voyage dans toute la Pologne et que je connais l'état d'esprit qui règne actuellement chez les paysans, que l'opinion générale qui prévaut c'est que, si au printemps « Solidarité rurale » n'est pas reconnu comme syndicat, la distribution des biens alimentaires en Pologne va se faire de manière parallèle.

Cela signifiera que nous demanderons au syndicat ouvrier « Solidarité » d'acheter directement la nourriture aux paysans pour la distribuer aux ouvriers.

Cela signifiera que nous excluerons totalement le gouvernement de toute l'affaire, y compris en ce qui concerne la fixation des prix gouvernementaux. Nous le ferons nous-mêmes — les paysans et les ouvriers — et nous nous passerons des chefs, du gouvernement, du parti, du Bureau politique...

Nous ne souhaitons pas en arriver là, mais nous croyons beaucoup en cette alliance entre ouvriers et paysans. C'est une alliance qui est née dans la douleur, mais elle est inévitable et c'est une expression de la véritable solidarité. ■

Propos recueillis par Peter Gunde
Gdansk, le 3 février 1981.



POLOGNE

Résolution de « Solidarité » sur les buts et méthodes d'action du syndicat

Gdansk, le 12 février 1981

— I —

Nous vivons la crise économique, sociale et politique la plus profonde de notre histoire depuis la guerre. Elle a été provoquée par des années de gouvernements arbitraires, sans aucun contrôle démocratique et ne tenant aucunement en compte la société. Nous ne sommes pas responsables de cette crise, mais, depuis août 1980, la société et tout particulièrement notre syndicat est une force qui peut avoir une grande influence sur le déroulement des événements. L'approfondissement de la crise est un danger pour les fondements de la vie nationale. Notre syndicat est le principal garant social de l'unique issue, fondée sur les accords d'août-septembre dernier.

Durant les dernières semaines, cette crise s'est brutalement aggravée, avant tout du fait de l'incapacité des autorités d'adapter leurs méthodes de gouvernement

aux réalités sociales d'après août 1980, et du fait de l'arrêt de la mise en pratique des accords passés. La trêve des grèves déclarée par notre syndicat fin novembre n'a pas été mise à profit pour trouver une solution à la crise. Au contraire, depuis quelques semaines, la politique de l'arrogance, de la propagande irritante, de la mise de la société et du mouvement syndical devant le fait accompli, a pris le dessus. Elle s'est manifestée dans le blocage des travaux sur les lois syndicales, la censure et l'autogestion ouvrière ; elle s'est manifestée dans l'arrestation de militants des groupes indépendants, contre lesquels des procès politiques sont en préparation, ce qui est contraire au point 4 de l'accord de Gdansk (1) ; elle s'est manifestée dans le conflit qui nous a été imposé sur les samedis libres. Une des manifestations particulièrement dangereuses de la politique du fait accompli est le décret gouvernemental concernant le

paiement des jours de grève, adopté sans aucune consultation des syndicats et annulant le point 2 de l'accord de Gdansk (2).

Ces derniers jours, on a annoncé publiquement l'élargissement de la répression pour délit d'opinion aux experts et collaborateurs des instances de notre syndicat issus du Comité d'autodéfense sociale — le KOR —, et aux organisateurs du mouvement syndical paysan, à côté des attaques contre « Solidarité » et sa direction. Cela crée le danger d'une confrontation. La vague de grèves et le

1. *Inprecor* a publié dans son numéro 84 du 11 septembre 1980 des extraits du texte du protocole d'accord signé à Gdansk.

2. *Ibid.*, p. 10-11.

mécontentement social récents sont les fruits de cette politique.

— II —

Le développement des tensions a provoqué une situation dangereuse dans nos propres rangs. La Commission nationale de coordination, composée des présidents ou de représentants mandatés des différents MKZ, est le maillon qui lie notre syndicat en un ensemble national.

Dans la situation actuelle, le caractère national du syndicat indépendant autogéré « Solidarité » et son unité doivent être considérés comme une priorité, car c'est uniquement tous ensemble, par une grève nationale, que nous pouvons agir de manière efficace. Les nombreuses grèves locales et régionales, menées sous des mots-d'ordre divers — sans accord de la Commission nationale de coordination et parfois à l'encontre de ses appels —, se sont avérées peu efficaces. De telles grèves, provoquées parfois sciemment par les partisans de l'affrontement au sein de l'appareil du pouvoir, menacent l'unité du syndicat et peuvent conduire à son éclatement en 50 organisations régionales. Cela signifierait l'échec du mouvement et conduirait à une explosion spontanée de conflits sociaux.

— III —

Dans cette situation, nous devons nous mettre d'accord sur les buts et les méthodes de notre action. La Commission nationale présentera au plus tôt, pour une discussion dans l'ensemble du syndicat, un projet de programme d'action. Nous devons y déterminer avant tout nos revendications concernant les salaires et les conditions de vie, et surtout la défense des intérêts des personnes les moins bien loties. A côté, il est nécessaire de présenter un programme de changements institutionnels, sans lesquels tout renouveau sera impossible, et notre syndicat — en tant qu'unique organisation forte et indépendante — sera soumis à la pression sociale pour mener à bien des fonctions qui dépassent ses buts statutaires. Ces changements institutionnels devraient concerner une limitation légale de la censure, le fonctionnement du système judiciaire, la réforme économique et l'introduction d'une autogestion ouvrière et locale authentique, fondée sur des élections démocratiques. Le limogeage des directeurs ou des préfets sous la pression des grèves ne change pas les principes de la politique de nomination des cadres. Seule l'introduction des mécanismes autogestionnaires et démocratiques peut donner, sur ce point, des garanties de changements.

— IV —

Nous devons en même temps formuler les revendications dont la réalisation dans un proche avenir est une condition de la paix sociale en Pologne. L'arrêt de la répression judiciaire et administrati-

ve en est une condition. Personne ne devrait douter que, face à l'arrestation des militants, experts ou collaborateurs de « Solidarité », mais également face à la répression des organisateurs du mouvement syndical paysan, notre syndicat dans son ensemble réagira par la grève. Personne ne devrait également douter que nous allons défendre avec acharnement les prisonniers d'opinion.

Nous déclarons que le décret anti-grève du précédent gouvernement est inacceptable et ne peut être maintenu, car il enfonce les fondements de l'accord social, c'est-à-dire le droit de grève, et est contradictoire avec les règles élémentaires de la consultation. Vu le choix d'un nouveau gouvernement, la Commission nationale — voulant faciliter l'ouverture du dialogue — est prête immédiatement à entamer des négociations sur ce sujet pour arriver à un accord à la table des négociations. Nous emploierons l'arme ultime, la grève nationale, si les négociations s'avèrent impossibles ou si elles n'aboutissent pas.

Une des conditions *sine qua non* du maintien de la paix sociale est la reconnaissance juridique de l'activité du syndicat paysan. L'entêtement des autorités d'Etat sur cette question signifie leur incompréhension des réalités et la non-prise en compte des problèmes sociaux les plus importants. Nous ne voulons en ce moment pas aggraver la tension en lançant des grèves à ce propos. Notre syndicat va cependant aider, par tous les moyens dont il dispose, l'activité du syndicat paysan et, à sa demande, il représentera les intérêts des paysans individuels face aux autorités. Nous nous adresserons à la Diète pour qu'elle ratifie la convention numéro 141 de l'Organisation internationale du travail (OIT), garantissant aux paysans individuels le droit de créer leurs propres syndicats.

Il est particulièrement urgent de

La désorganisation de la distribution en Pologne : des heures pour vendre à la sauvette quelques pommes, quelques épis de maïs... (DR).



mettre en pratique l'accord du 30 janvier 1981 concernant l'accès de « Solidarité » aux médias. Nous avons reçu le 10 février l'annonce du démarrage immédiat des discussions concernant le côté technique de la réalisation des engagements du gouvernement sur cette question. C'est une des conditions importantes pour arriver à la paix sociale et pour la maintenir.

— V —

Si l'accord sur ces problèmes immédiats apparaît impossible au cours des discussions, notre syndicat sera obligé de lutter pour un accord par la voie de la grève. Cette lutte doit être suivie d'effet ; pour cela elle ne peut être menée par les organisations locales ou régionales indépendamment, mais par le syndicat dans son ensemble.

C'est pourquoi la Commission décide de s'adresser à toutes les organisations régionales, pour que toutes les grèves dans les régions ne soient proclamées qu'après consultation avec la Commission nationale de coordination du syndicat. Au cas où cet appel ne serait pas respecté, la Commission nationale de coordination du syndicat est décidée à désavouer publiquement une action qui irait à l'encontre de l'unité syndicale.

Commission nationale de coordination
du syndicat indépendant autogéré
« Solidarité »
Gdansk, 12 février 1981.

Le soulèvement de Kwangju

18 - 27 mai 1980

KIM Dae Jung, principale figure de l'opposition libérale au régime dictatorial en Corée du Sud, a finalement vu sa condamnation à mort suspendue à la suite d'une vaste campagne de solidarité internationale qui a forcé les gouvernements américains et japonais à faire pression sur Séoul. Mais la répression contre le mouvement démocratique ne s'est pas interrompue pour autant. Selon un rapport officiel daté du 9 février 1981, plus de 57 000 personnes ont été arrêtées à l'occasion de la « Campagne de purification sociale » engagée depuis l'été dernier. Près de 39 000 d'entre elles ont été envoyées dans des camps militaires pour une « rééducation physique et psychologique ».

Une profonde crise de régime s'est ouverte en Corée du Sud au cours de l'année 1979, illustrée et aggravée par l'assassinat de l'ancien dictateur Park Chung Hee. Sa gravité s'était exemplairement manifestée lors du soulèvement en masse de la ville de Kwangju, en mai 1980 (voir *Inprecor* numéros 79 et

80 des 12 et 26 juin 1980). Nous revenons aujourd'hui sur cet événement majeur pour le développement des luttes sociales et politiques en Corée du Sud et en Asie du Nord-Est en reproduisant des extraits d'un très long et très émouvant dossier publié par le jeune chercheur sud-coréen Kim Chang Soo dans la revue japonaise de langue anglaise *AMPO*, numéro 44, 2e trimestre 1980 (*AMPO*, Japan-Asia Quarterly Review, PO Box 5250, Tokyo Int., Japon).

La situation en Corée du Sud reste mal connue en Occident. Le récit de l'insurrection de Kwangju montre pourtant l'importance des luttes qui s'y sont récemment déroulées. Et le voyage, début février 1981, du nouveau président sud-coréen Chun Doo Hwan aux Etats-Unis, dès l'investiture de Ronald Reagan, souligne le rôle que joue Washington dans le soutien à la dictature de Séoul, et l'urgence d'une solidarité internationale en mesure de briser l'isolement du peuple de Corée du Sud.

Kim CHANG SOO

Le matin du 27 mai 1980, l'intervention brutale de l'armée sud-coréenne a mis un terme aux dix jours de lutte que les étudiants et les citoyens de la ville de Kwangju avaient menée pour la démocratisation. Bien que cette lutte ait eu pour prix une grande tragédie — le massacre, les exactions et l'arrestation de libres citoyens par les militaires —, le soulèvement de Kwangju a ouvert une phase complètement nouvelle du mouvement populaire dans l'histoire moderne de la Corée du Sud. Le long combat engagé depuis dix-neuf années contre la dictature et pour la démocratisation du pays a fait un bond en avant.

Dans la mesure où la publication des informations était entièrement sous le contrôle de la loi martiale, et que les correspondants étrangers n'étaient pas autorisés à discuter la signification profonde de l'« incident », ce sont les rapports et les appels des citoyens de Kwangju, les comptes rendus des témoins transmis au fur et à mesure, qui ont contribué à faire connaître la tragédie en ondes de choc de plus en plus larges.

Les massacres indiscriminés de citoyens et d'étudiants, les exécutions perpétrées par les militaires les 18 et 19 mai, expliquent le processus par lequel des citoyens ont rejoint les manifestations pacifiques des étudiants, résisté aux militaires, pour finalement se lancer dans la lutte armée.

PRELUDE A LA REVOLTE

Quelle était la nature des manifestations étudiantes à Kwangju avant le 18

mai, c'est-à-dire avant l'extension de la loi martiale à l'ensemble du pays, l'arrestation massive de personnalités démocratiques et d'étudiants par les militaires, et le massacre indiscriminé des citoyens de Kwangju ? Le 16 mai, plus de 20 000 étudiants de 9 universités et d'écoles techniques de Kwangju ont tenu un meeting et ont défilé pacifiquement sous les yeux de 50 000 personnes. Les manifestations pacifiques et ordonnées ont continué le 17 mai, mais la situation a changé complètement quand la loi martiale a été appliquée à l'ensemble du pays le 18 mai. La crainte s'empara du pays lorsque, dès l'aube, plus de 1 000 personnes actives dans le mouvement pour la démocratisation, y compris des étudiants démocratiques et des professeurs de Séoul et d'autres villes, furent arrêtés. A Kwangju, de nombreux étudiants et professeurs furent arrêtés à l'aube. Certains professeurs de l'Université de Chosun ont été emmenés couverts de sang, après avoir été roués de coups par les militaires en présence de leurs familles. On a rapporté que l'Université de Chonnam avait été occupée par les militaires, et que les étudiants, pour protester contre l'occupation, s'étaient rassemblés devant la grille. Les militaires sont intervenus 10 minutes après, ils ont poignardé avec une baïonnette et tué un étudiant qui dirigeait la manifestation. Ils ont battu à mort un professeur qui se trouvait sur place et qui protestait contre l'assassinat de cet étudiant. A ce moment-là, 3 000 parachutistes étaient déjà mobilisés à Kwangju, arrêtant les étudiants qui tentaient de manifester, matraquant et tuant ceux qui résistaient.

Très vite, les attaques de la troupe contre les citoyens et des étudiants et les assassinats aveugles se sont multipliés

dans la ville. On pouvait entendre de toutes parts les hurlements de ceux qui assistaient à ces scènes d'horreur. La brutalité des militaires fut d'autant plus grande, les 18 et 19 mai, qu'ils ne tiraient pas à balle, mais qu'ils ont tué et blessé les gens principalement avec la crosse de leurs fusils et avec leurs baïonnettes. Trois lycéennes du collège de jeunes filles de Kwangju, qui ne résistaient pas de façon active, furent poignardées avec des baïonnettes et tuées. Une vieille femme de 70 ans qui protestait contre cet acte brutal en interpellant les soldats aux cris de : « *Etes-vous réellement des êtres humains ?* » fut battue à mort. Cinq étudiantes du lycée central de Kwangju ont été déshabillées de force, on leur a arraché les seins et on les a tuées pour la simple raison qu'elles avaient apporté des pierres aux manifestants étudiants. Sous le régime de la loi martiale, les militaires firent des perquisitions dans les maisons, en traînant les jeunes gens au dehors avant de les frapper, de les arrêter ou de les tuer.

Le témoignage écrit d'un citoyen de Kwangju qui a assisté à ces scènes horribles, intitulé *Un drapeau en lambeaux*, décrit ces morts particulièrement cruelles. Une femme enceinte de presque 9 mois fut arrêtée par les militaires, son ventre ouvert et le bébé tué. Un vieil homme de 70 ans fut battu à mort, des flots de sang coulaient de son nez et de sa bouche. Trois jeunes étudiantes furent dévêtues, poignardées dans le dos et tuées. D'autres personnes qui avaient été battues ou poignardées par les militaires ont été jetées du haut du deuxième étage d'un immeuble et sont mortes sur le coup. On dit que le nombre de personnes tuées les 18 et 19 mai atteint plusieurs centaines et qu'il y a eu des milliers de blessés et de détenus.

Entre 1 000 et 2 000 morts...

Un témoin oculaire déclare avoir vu cinq camions militaires pleins de corps quitter la ville. Un observateur militaire étranger estime à 200 le nombre de corps ainsi emportés. Un autre témoin a vu des soldats brûler des monceaux de corps. On a aussi appris que, le long de la route de montagne qui borde Kwangju, il y avait de nombreux corps de personnes tuées alors qu'elles tentaient d'entrer dans la ville ou de la quitter. Une source, qui a pu compter jusqu'à 600 corps, estime à plus de 1 000 le nombre de tués. Un missionnaire de l'ordre Maryknoll vivant à Kwangju assure que le nombre de corps a atteint les 1 500, ce qui peut être considéré comme une estimation plus proche de la vérité que toutes celles du gouvernement ou de la presse.

La *Rumor Newsletter*, distribuée à Séoul, estime qu'entre 1 000 et 2 000 personnes ont été tuées durant le soulèvement. Un nombre important de soldats ont trouvé la mort à Kwangju. Selon Henry Scott Stokes, dans le *New York Times* du 28 mai, quelque 50 parachutistes ont été tués lors d'un seul combat.

Les corps étaient jetés dans les bennes à ordures ou abandonnés dans les caniveaux et dans les caves. D'après un témoin oculaire, les militaires, profitant de la loi martiale, ont chargé des corps sur cinq camions, et ont mis le feu à des monceaux de cadavres pour les brûler...

LE SOULEVEMENT GÉNÉRAL

Des citoyens de Kwangju ont décrit le soulèvement de la manière suivante : « Qui ne résisterait volontairement en sachant qu'il va être tué ? Mais, après avoir vu des gens assassinés sans résistance, tout le monde, hommes et femmes, jeunes et vieux, se souleva. La révolte explosa. Personne n'est resté inactif. » (Ces mots ont été prononcés par un vieil homme.)

La population de Kwangju compte 800 000 personnes et il y en eut 200 000 pour descendre dans la rue le 19 mai, manifester et affronter les militaires. Quatre policiers furent renversés par un autobus occupé, mais — dans l'ensemble — les gens

ne montrèrent pas, au début, d'hostilité à l'égard de la police. Mais, au fur et à mesure que les gens se soulevaient, la situation commença à changer. Après que quatre chauffeurs de taxi aient été frappés à mort, tous les membres du syndicat des chauffeurs de taxi se sont joints à la manifestation ; la mobilité des gens et leur capacité à attaquer les troupes s'en est accrue.

Leur armes ? Des bâtons, des tuyaux, des faucilles, des couteaux de cuisine. Pourtant, ces armes leur permirent d'accumuler les militaires à la défensive.

Un reporter du *Dong-A Ilbo* a rapporté la scène suivante : « Le 19 mai à minuit, il y eut un retournement de la situation. Le matin, les manifestants chantaient les chants favoris des étudiants, tels que "Les Pionniers", mais dans l'après-midi, ils chantaient des chants tels que "Arirang", "Pong-sun wha" ("Ne me touchez pas") et l'hymne national. » Ce changement de thèmes indiquait l'approche de la victoire : les chants devenaient de plus en plus nationalistes, de plus en plus

traditionnels et populaires. En d'autres termes, c'est la population qui commençait à chanter.

La répression déployée par la troupe, alors que celle-ci était de plus en plus mise en difficulté, devint de plus en plus brutale. Mais les gens continuaient à se battre sans reculer. Le soir du 19, tous les édifices publics, les immeubles gouvernementaux et les commissariats de police — à l'exception de la préfecture de Cholla-namdo — étaient occupés, et tous les moyens de transports, y compris les autobus et les taxis, étaient réquisitionnés au profit des insurgés eux-mêmes. Les stations-service distribuaient gratuitement de l'essence. Les chauffeurs d'autobus et les compagnies de taxis offraient volontairement leurs véhicules avec des conducteurs et donnaient du riz cuit pour les manifestants. Une vieille femme, propriétaire d'une petite boutique, donna ainsi toute la nourriture qu'elle possédait — surtout du pain et des jus de fruits. Les casquettes des étudiants qui servaient à collecter de l'argent pour la lutte furent vite remplies.

Le facteur essentiel du soulèvement des citoyens de la ville semble avoir été la conscience qu'a prise l'ensemble de la communauté de Kwangju d'être confrontée à un sort commun et de devoir affronter la mort tous ensemble. Ce sentiment, partagé par la population, ne s'est pas limité à Kwangju. Comme la plupart des forces de police de la province de Cholla-namdo, à l'exception de Mokpo et Yosu, étaient concentrées à Kwangju, les forces de sécurité dans les autres villes en furent affaiblies d'autant et des soulèvements éclatèrent dans 16 villes et régions, notamment à Mokpo, Naju, Hwa-son, Tamyang, Ryong am, Chang-sung, Hae-nam, Chang-heung, Kwang-san et Soonchon.

Le 20 mai, vers 6 h du matin, après que l'on eut trouvé le corps de Kim Anpu découpé en morceaux, les gens se rassemblèrent près de la préfecture que les troupes tentaient de protéger. Trois nouveaux cadavres furent trouvés en face de la gare de Kwangju. Dès que les gens ont commencé à se rassembler devant la gare, les militaires se sont mis à tirer.

Pendant ce temps, les forces armées recevaient les renforts de parachutistes venus de Séoul. D'autres furent aussi mobilisés au siège de la 31e Division de réserve de l'armée mais, d'après certaines informations, des soldats de cette division refusèrent de participer aux exactions criminelles et, après quelques désertions, toute la division fut désarmée. Selon une autre source, un parachutiste complètement bouleversé par la violence des soldats contre la population, se tua lui-même après avoir tué cinq de ses camarades. Le manque de coopération entre la police locale et les militaires, le désarroi des soldats, rendirent nécessaire d'accroître la concentration des troupes pour défendre la préfecture. Même la mobilisation de plusieurs milliers de parachutistes ne fut pas suffisante pour rétablir l'ordre auprès de l'ensemble de la population. Cela fut particulièrement vrai le 20 mai, quand tous les chauffeurs de taxi de la ville de Kwangju, rassemblés dans une cour d'éco-

Manifestation à Kwangju avant l'assaut de l'armée (DR).



le, décidèrent de rejoindre, après leur réunion, la manifestation en y conduisant les gens dans leurs voitures. Les six routes menant à la préfecture étaient pleines de voitures suivies par les manifestants à pieds. Vers 11 h, les troupes débordées, tirèrent de façon aveugle, tuant et blessant de nombreuses personnes.

Des gens commencèrent à s'armer. Les armes étaient prises dans des commissariats de police et les portes d'un arsenal des forces de réserve locales furent forcées. On y trouva des carabines M1 et d'autres armes. Un groupe de jeunes gens attaqua le commissariat de police de Hwasoon, s'empara de deux mitrailleuses légères et les emmena à Kwangju. A 6 h 30, ils installèrent les deux mitrailleuses légères sur le toit de l'école médicale de l'Université de Chonnam et ils commencèrent à tirer sur les troupes. Dans leur fuite, les soldats mirent le feu à l'immeuble de la radio et brûlèrent d'importants documents dans les bureaux de la préfecture. Le chef de la police provinciale s'enfuit en hélicoptère. C'est alors que les gens occupèrent la préfecture, les stations de radio de la MBC, CBS et KBS. Ils s'emparèrent de toutes les armes du commissariat de police. C'est à partir de ce moment-là seulement que les correspondants étrangers purent commencer à « couvrir » les événements de Kwangju, pour la première fois depuis leur déclenchement. Pendant cette dernière bataille, plusieurs centaines de citoyens avaient été tués et plusieurs milliers d'autres blessés. De nombreux soldats furent tués ou blessés par des manifestants. La résistance armée de la population obligea les troupes à abandonner Kwangju et à se retirer dans les faubourgs de la ville. Les gens avaient récupéré, selon les chiffres officiels, 5 400 fusils, 290 000 cartouches, 600 boîtes de dynamite, 552 grenades et 318 véhicules militaires.

UNE PAIX TEMPORAIRE

Le matin du 22 mai, un rassemblement eut lieu devant la préfecture. Le « Comité de lutte pour la démocratisation » de l'Université de Chosun a décrit, dans un document qu'il a fait circuler, la situation dans la ville de Kwangju après l'expulsion des troupes et a appelé à un nouveau soulèvement en utilisant les formules suivantes : « Les citoyens se promettent une solidarité réciproque, en disant : "Nous mourrons tous ensemble ! Qu'ils nous tuent tous !" Si nous n'arrivons pas à nous débarrasser du criminel sanguinaire Chun Doo Hwan et de ses bandits, nous ne pourrions léguer que l'oppression et l'exploitation aux prochaines générations. C'est cette conviction enracinée dans notre cœur qui doit nous amener à nous soulever ensemble, à combattre ensemble, à marcher ensemble en chantant notre hymne national, aussi longtemps que nous vivrons ! Vive la République de Corée ! Vive la démocratie ! »

L'atmosphère de la ville était empreinte de sentiments mêlés : une impression de libération et de peur à la fois, de même qu'une haine profonde à l'égard



Les cercueils des victimes sont recouverts du drapeau sud-coréen (DR).

des militaires. Il y avait en outre de nombreux problèmes urgents à résoudre : les milliers de morts devaient être enterrés et les blessés soignés ; les fonctions administratives et de maintien de l'ordre devaient être assurées ; les rues couvertes de débris devaient être nettoyées ; l'information devait être correctement centralisée, synthétisée et diffusée.

Dès le 23 mai, un Comité de lutte était constitué, comprenant en tout dix commissions (administration publique, affaires étrangères, planification, analyse de la situation, force d'intervention, sécurité, information publique, etc.) dirigées par des étudiants. Les principaux postes étant tenus non par des étudiants mais par des employés, des dirigeants de la YWCA (organisation catholique de jeunes travailleurs) et des ouvriers industriels ; on assistait à la naissance d'une organisation à la base très large, un front indépendant des citoyens. Sous l'autorité de ce Comité de lutte, les armes furent rassemblées, des groupes de propagande parcouraient toute la ville pour organiser le soutien populaire au Comité, et un journal fut publié (il parut du 18 au 26 mai).

NEGOCIATIONS ET MANIFESTATIONS

Outre le Comité de lutte organisé sous l'impulsion des étudiants, un Comité de négociation était constitué le 22 mai, animé par des représentants des habitants de Kwangju, et il engagea des pourparlers avec le Commandement de la loi martiale. Ce Comité, composé de dirigeants religieux, de professeurs et d'avocats, ainsi que d'étudiants, insista pour que les conditions suivantes soient réalisées avant le désarmement des citoyens :

- 2) autocritique par l'armée des excès de la répression du 18 mai ;
- 3) libération des étudiants et des citoyens arrêtés ;
- 4) indemnisation pour les morts et les blessés ;
- 5) pas de représailles après le retour au calme ;
- 6) ces six revendications devaient être communiquées à la nation tout entière par voie de radio.

Pendant ce temps, les étudiants et les habitants montraient leur combativité en manifestant quotidiennement. Le 26 mai, la veille du jour où les militaires ont investi la ville, 40 000 personnes se sont rassemblées pour exiger la démission de Chun Doo Hwan et l'abrogation de la loi martiale.

Parmi les mots d'ordre avancés par la population de Kwangju, on pouvait noter : l'exigence de la démission en bloc du gouvernement Choi Kyu-ha et le transfert du pouvoir gouvernemental aux forces démocratiques ; la libération des étudiants et des militants du mouvement démocratique détenus ; la réouverture immédiate des universités ; une information correcte dans les *mass media* sur les événements de Kwangju ; l'arrêt des combats ; l'arrêt de la diffusion par le gouvernement et la presse de rapports fallacieux concernant des sentiments de la population dans le Cholla-namdo et le Kyongsangdo.

Alors que le pouvoir autonome de la population se maintenait dans la ville, les militaires renforçaient leur présence dans la périphérie. Les forces armées regroupèrent jusqu'à 17 000 hommes, le 27 au matin, lorsqu'elles lancèrent l'assaut final. Jusqu'au 27 mai, l'armée continua d'envoyer des commandos de harcèlement dans le centre de la ville, qui tuèrent de nombreux étudiants et habitants.

Jusqu'à présent, je n'ai fait que donner un rapide compte rendu des dix jours de lutte des étudiants et des habitants de

- 1) retrait des forces armées ;

L'intérêt national américain...

Quand les étudiants de Kwangju envoyèrent un message désespéré au président Carter pour lui demander d'intervenir en défense de leurs droits, les Etats-Unis ont ignoré cet appel sous prétexte qu'« il n'avait pas été transmis par les canaux officiels ». Mais qu'est-ce que des « canaux officiels » dans le cas d'une ville assiégée ? En fait, le gouvernement américain n'a pas répondu parce que les droits de l'homme ne sont pas son problème. Don Oberdorfer rapporte, dans le *Washington Post* du 1er juin, qu'un important fonctionnaire américain a déclaré : « Ce n'est pas une question de droits de l'homme. C'est une question qui relève de l'intérêt national des Etats-Unis dans la réalisation et le maintien de la stabilité en Asie du Nord-Est. »

Kwangju. Je n'ai pas pu aborder les luttes qui se poursuivaient dans le même temps à Mokpo, Naju et Hwa-soon. A Mokpo, un Comité de citoyens se forma très tôt et, sous sa direction, des manifestations se sont déroulées jour après jour. Plus encore, après la chute de Kwangju sous l'assaut des militaires, le 27 mai, des dizaines de milliers d'habitants de Mokpo manifestèrent deux jours de suite, les 28 et 29 mai, sous le mot d'ordre : « Payez le prix du sang versé à Kwangju ! »

Le prix payé par les étudiants et la population de Kwangju et de ces autres zones, pendant ces dix jours de lutte, fut terriblement lourd. Les chiffres avancés par le Commandement de la loi martiale sont ridiculement éloignés de la vérité : 148 morts parmi les civils et un peu plus de 300 blessés. Des chiffres qui dépassent les 1 000 morts et les 3 000 blessés semblent plus proches de la réalité (voir encadré). Les données avancées par les autorités n'en sont pas moins éloquentes quant à l'ampleur de la base sociale des mouvements de Kwangju et des autres zones. Sur les 730 personnes officiellement arrêtées, 620 ont moins de 30 ans. Professionnellement, 162 sont des ouvriers, 153 des étudiants et lycéens, 126 sont des chômeurs, 55 sont des chauffeurs de véhicules, 47 sont des paysans, 47 sont des marchands, 44 sont des employés de magasins, 33 sont des employés de bureau et

59 ont diverses autres occupations. Parmi les morts officiellement recensés, 30 sont des ouvriers d'entreprises industrielles ou autres, 15 sont des lycéens, 12 sont des étudiants, 13 sont des employés de bureau, 7 sont des chauffeurs de véhicules, 9 sont des marchands, 9 sont des chômeurs et 3 des paysans ou autres.

Comme les témoignages directs en font foi, à Kwangju, c'est toute la population qui s'est soulevée : hommes et femmes de tout âge. Des gens riches, y compris des chefs d'entreprises, ont collaboré avec les manifestants. La police elle-même s'est rangée du côté des citoyens en révolte. Il y a des indications selon lesquelles les étudiants et les éléments de la population qui cherchaient des armes furent aidés par la police. Celle-ci fut amenée à se ranger du côté des citoyens quand des policiers qui apportaient leur aide aux manifestants furent brutalement tués par les militaires. Non seulement la police se rallia à la révolte, mais des témoignages indiquent que les combats auraient même fait de nombreuses victimes parmi les militaires stationnés dans la ville. L'élément déterminant qui conduisit la ville de Kwangju tout entière à affronter l'armée, fut le massacre d'étudiants et d'habitants par les militaires.

Il faut néanmoins souligner que l'esprit discipliné des étudiants et la force de conviction de leurs propositions, qui ont

réuni une sorte de consensus national autour d'elles, ont été des facteurs tout aussi importants dans le ralliement de simples citoyens à leur combat. L'abrogation de la loi martiale, la démission de Chun Doo Hwan, la libération de ceux qui avaient lutté pour la démocratie, telles étaient les exigences mises en avant par les étudiants depuis le début du mois de mai, sur la base d'un consensus national.

Lors du soulèvement de Kwangju, des pans de l'armée et de la police — supposées être la colonne vertébrale de l'appareil répressif de l'Etat — n'ont pas été seulement paralysés, mais ont été conduits à faire cause commune avec les habitants révoltés. Le 24 mai, toute la police de la capitale, Séoul, fut désarmée. Dans cette situation, Chun Doo Hwan poursuivit la répression en ne s'appuyant que sur un seul secteur des forces spéciales, composé de parachutistes, et placé sous son contrôle direct.

A quoi ressemblait donc ce pouvoir autonome des citoyens de la ville de Kwangju, véritable antithèse du régime politique en place ? Il n'y avait plus de militaires, plus de police, plus de bureaucratie pour maintenir les habitants sous leur contrôle. Cependant, la population collaborait spontanément avec la direction du Comité de lutte et celle du Comité de négociation. En vérité, le « pouvoir » qui était né à Kwangju n'était rien d'autre que celui des citoyens.

LE ROLE DES ETATS-UNIS

Le 22 mai, Chun Doo Hwan avait rassemblé les principaux représentants de presse à Séoul et leur avait annoncé péremptoirement que l'armée allait reprendre le contrôle de la ville de Kwangju le 24 mai. Comment se fait-il alors que l'assaut n'ait été donné que le 27 mai ? Selon une rumeur, des généraux réclamaient la démission de Chun Doo Hwan. Il est aussi très probable que la vigueur et le caractère unitaire de la résistance des habitants les faisaient hésiter.

J'ai la conviction que Chun Hoo Hwan et les siens — partiellement paralysés par les dissensions au sein de l'armée et l'ampleur de la résistance des citoyens de Kwangju — n'ont pu finalement agir que parce qu'ils ont reçu un appui du gouvernement américain, au travers d'une série de mesures qui ont fait pencher le rapport des forces en faveur du régime.

Les forces armées de la République de Corée sont placées sous le commandement conjoint américano-coréen, lui-même sous le contrôle du commandant en chef des forces US en Corée du Sud. Seuls le commandement de la garnison de la capitale et un secteur des parachutistes placés sous l'autorité directe du président échappent à cette règle. Le gros des forces armées de la République de Corée ne peuvent être mobilisées sans la permission du commandant en chef des forces américaines. Au moment du soulèvement de Kwangju, au mois de mai, les troupes de la garnison de la capitale étaient utilisées pour le maintien de l'ordre à Séoul et les

Même les enfants sont arrêtés... (DR).



unités de parachutistes étaient envoyées à Kwangju. S'il y avait alors eu de nouveaux soulèvements — d'ampleur analogue ou supérieure à celle de Kwangju —, le gouvernement n'aurait pu y faire face : il n'avait plus de forces en réserve placées sous son autorité directe.

Néanmoins, le gouvernement américain, en réponse à une demande du gouvernement sud-coréen, a rapidement rendu disponibles une partie des troupes placées sous le commandement conjoint. L'envoi à Kwangju de la 31e Division, le 19 mai, ne fut possible qu'ainsi. Et, au moment de l'assaut final, quatre régiments — soit 7 800 hommes — furent soustraits au commandement conjoint pour être envoyés à Kwangju. De plus, le porte-avion *Coral Sea*, qui faisait route vers le Moyen-Orient, reçut l'ordre de cingler vers la péninsule coréenne. Deux E3A — des avions d'observation très modernes — furent envoyés beaucoup plus tôt qu'il n'était prévu à la base aérienne de Kadena, à Okinawa (dans le Sud de l'archipel japonais), afin de pouvoir être utilisés en Corée. Officiellement, ces mesures furent prises pour prévenir une invasion nord-coréenne, mais il semble évident qu'elles visaient en fait à aider à la reconquête de Kwangju ou à faire clairement savoir que, si des insurrections se multipliaient en Corée du Sud, les Etats-Unis étaient prêts à intervenir directement contre la population. En tout état de cause, ces mouvements des forces américaines semblent bien avoir eu des implications plus importantes en tant que soutien moral accordé à Chun Doo Hwan, que sur le plan strictement matériel.

Les étudiants de Kwangju, qui étaient parfaitement au fait des contradictions qui secouaient la structure du pouvoir en Corée du Sud, se tournèrent en désespoir de cause vers le gouvernement américain : le 26 mai, ils lui demandèrent d'intervenir comme médiateur entre les citoyens de Kwangju et l'armée. Néanmoins, la Maison Blanche, tout en reconnaissant avoir reçu un tel appel, fit simplement la sourde oreille.

Le gouvernement japonais se rangea, lui aussi, aux côtés de Chun Doo Hwan, contre le peuple coréen. Il envoya Maeda Toshikazu, un ancien ministre, à Séoul, avec le titre d'ambassadeur extraordinaire. Il fit savoir, lors de ses entretiens avec des hauts fonctionnaires, la « très grande importance accordée par le gouvernement japonais à la sécurité dans la péninsule coréenne. »

Il discuta deux heures durant avec Chun Doo Hwan. Quelques jours plus tard, Kiuchi, chef du Bureau asiatique du ministère des Affaires étrangères japonais, se rendit en Corée du Sud. Il réaffirma à cette occasion qu'il n'y aurait pas de changements dans la politique du gouvernement japonais à l'égard de la République de Corée. Il faut noter que l'ambassadeur Maeda avait été temporairement rappelé de son poste en Afghanistan par mesure de rétorsion contre l'invasion soviétique du pays, mais qu'il était maintenant envoyé en République de Corée, le



Les insurgés de Kwangju (DR).

théâtre d'une autre scène de massacre horrible.

Encouragés par ces manifestations de soutien des gouvernements américain et japonais, Chun Doo Hwan et les siens, repoussant la volonté de la nation tout entière et passant outre aux oppositions au sein de l'armée, réussirent à écraser la résistance des citoyens et des étudiants de Kwangju. Défiant la mort, les brutalités et

les arrestations, ces derniers résistèrent héroïquement à l'assaut final.

Le soulèvement de Kwangju a fait voler en éclats deux des pièges dans lesquels le mouvement démocratique de Corée du Sud s'était auparavant laissé enfermer. D'une part, la lutte de Kwangju a fait clairement apparaître les limites du principe de lutte non violente auquel le mouvement pour la démocratisation tenait beaucoup. Les étudiants et les citoyens de Kwangju ne se sont pas tournés vers la résistance armée à partir d'un plan préétabli. Poussés par les événements, ils ont collectivement et dans un même mouvement dépassé les limites de la lutte non violente, sans discuter pour savoir si c'était une bonne chose ou non. Avec le soulèvement de Kwangju, l'idée que la confrontation armée est inévitable s'est largement et profondément imposée dans la conscience de la population, non sous la forme d'un argument intellectuel, mais sous la forme d'une leçon historique tirée de leur propre expérience.

La population a du même coup perdu ses illusions traditionnelles à l'égard du rôle des Etats-Unis. La population coréenne se sentait auparavant très proche des Etats-Unis, mais ce sentiment n'a pas résisté à « l'incident de Kwangju ».

Kim CHANG SOO

« Inprecor » a publié...

« Solidarité avec la lutte des masses en Corée du Sud », déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, numéro 79 du 12 juin 1980.

« La crise du régime sud-coréen et le soulèvement de Kwangju », par Jun Yazaki, numéro 80 du 26 juin 1980.

« Il faut sauver de la mort Kim Dae Jung ! Libération de tous les prisonniers politiques sud-coréens ! », déclaration du Secrétariat unifié de la IVe Internationale, numéro 87-88 du 30 octobre 1980.

Liberté pour « Lula » et les syndicalistes brésiliens !

La Cour militaire de Sao Paulo vient de condamner, au terme d'un procès en forme de parodie de justice Luis Inacio da Silva, dit « Lula », et 10 autres syndicalistes, à des peines de prison allant de 2 ans à 3 ans et demi de détention, pour atteinte à la « Loi de sécurité nationale ».

« Lula », qui est le président du Parti des travailleurs (PT) et dirigeant du syndicat des métallurgistes de l'ABC (triangle industriel de la banlieue de Sao Paulo), ainsi que 3 de ses camarades, ont été condamnés à 3 ans et demi de détention. 5 se sont vus infliger une peine de 2 ans et demi et 2 autres inculpés ont été condamnés à 2 ans de prison.

Le jugement a été rendu en l'absence des prévenus : ils avaient fait connaître leur intention de boycotter ce procès et refusaient d'être jugés au nom de cette Loi de sécurité nationale qui est une loi d'exception.

« Lula » et ses camarades ont été condamnés pour leur rôle dans la grève qui a opposé — 41 jours durant — en avril et mai 1980, les 200 000 métallurgistes de Sao Paulo aux multinationales de l'automobile (Mercedes, Volkswagen et Ford, entre autres). Après avoir décrété la grève « illégale », la dictature militaire avait destitué de leurs mandats syndicaux puis arrêté pendant un mois « Lula » et ses compagnons.

Après sa condamnation et avant d'être arrêté, « Lula » a déclaré : « Je continue d'être convaincu de n'avoir commis aucun crime. Je suis triste parce que tous ceux qui veulent me mettre en prison n'ont pas le courage de résoudre le problème de la faim, de l'inflation et de la misère dans le pays. S'ils m'arrêtent aujourd'hui, demain surgiront 10 « Lula », puis beaucoup plus, au point qu'ils ne pourront plus les arrêter. »



Les télégrammes de protestation, les motions syndicales contre l'arrestation des syndicalistes et des dirigeants du Parti des travailleurs (PT) doivent être adressés au président de la République, João Figueiredo, via l'ambassade du Brésil à Paris, 34, cours Albert-Ier, 75008 Paris.

POLOGNE

Halte aux menaces contre Jacek Kuron et Adam Michnik !

Sous la pression du Kremlin, la direction Stanislaw Kania du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), gravement rappelée à l'ordre lors de la réunion à Moscou au début du mois de mars, a visiblement durci son attitude à l'égard du mouvement de masse au cours de ces derniers jours.

5 membres du syndicat « Solidarité » travaillant à l'hôpital de la milice (police) de Lodz, ont été sommairement licenciés pour avoir dénoncé le fait que, sur 10 kg de jambon parvenant à l'hôpital, le directeur en prélevait la moitié pour son usage personnel.

Adam Michnik et Jacek Kuron, deux des principaux conseillers de « Solidarité », ont été inculpés pour constitution d'association illicite et calomnies contre l'Etat, convoqués à la police, puis laissés en liberté provisoire, mais avec l'obligation de se présenter deux fois par semaine au commissariat.

Un dirigeant de la grève des étudiants de Varsovie a été arrêté et passé à tabac par la police, de même que 2 activistes de « Solidarité » à Stargard, près de Szczecin.

Un dirigeant de « Solidarité » de

Wroclaw, le camarade Zielinski, a été passé à tabac jusqu'à ce que mort s'en suive. Il est aussi question d'enlèvements de membres de « Solidarité » par la police.

A tout cela s'ajoute une provocation politique manifeste, la constitution d'une association appelée « Union patriotique Grunwald » qui, le dimanche 8 mars, a tenu une réunion de 600 personnes au cours de laquelle des discours d'une tonalité ouvertement antisémites ont été prononcés, et le KOR violemment attaqué. Il semble peu contestable que des membres du POUP aient été engagés dans la convocation de cette réunion (*Le Monde*, 10 mars 1981) ; il s'agit sans doute de militants de la fraction du général Moczar.

La réaction des travailleurs a été immédiate et radicale. A Lodz, proclamation de l'état de préparation de la grève générale par le MKZ local, pour arracher la réintégration du personnel hospitalier licencié.

A Radom et aux chantiers de réparation navale de Gdansk, préparation de la grève générale pour faire cesser la répression contre le KOR. Des centaines de lettres de protestation collective sont parvenues à « Solidarité » pour s'opposer à la répression contre le KOR.

Les marges de manœuvres pour de nouveaux compromis semblent s'amenuiser de plus en plus. ■

